

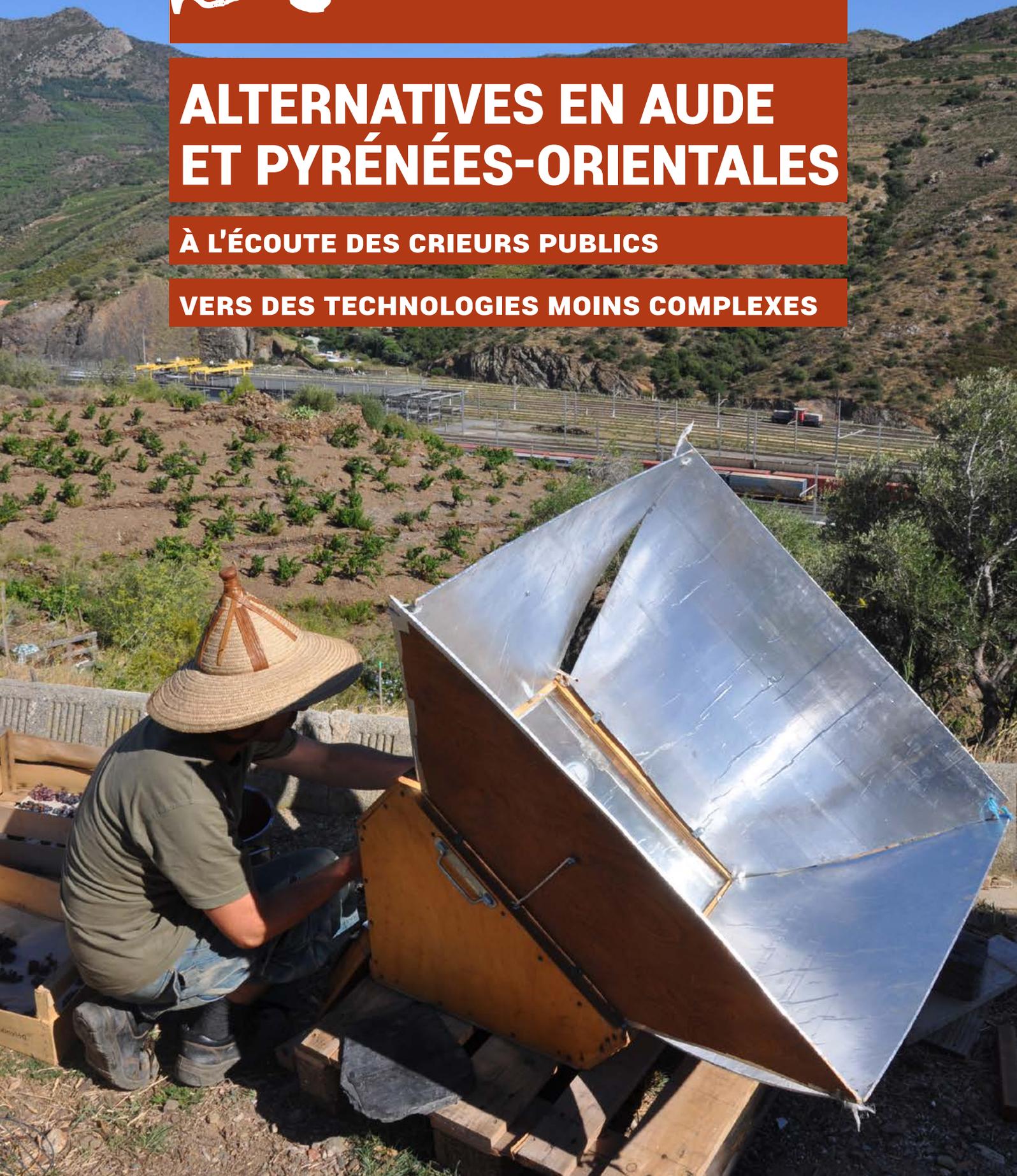
n° 441
JANVIER
2016
4,60 €

silence

**ALTERNATIVES EN AUDE
ET PYRÉNÉES-ORIENTALES**

À L'ÉCOUTE DES CRIEURS PUBLICS

VERS DES TECHNOLOGIES MOINS COMPLEXES



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À... Aymeric Elluin, d'Amnesty International

La France a adopté une loi mettant en place le principe de compétence universelle face aux crimes de guerre. De quoi s'agit-il ?

En ratifiant le statut de Rome en 2000, la France a pris l'engagement de lutter contre l'impunité des pires crimes : crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Selon le statut de Rome, la justice internationale au sujet de ces crimes doit être mise en œuvre par les Etats avant de s'adresser à la Cour Pénale Internationale (CPI). Cette justice internationale est donc à deux étages : le premier étage, c'est les Etats. Seulement lorsqu'un Etat est défaillant ou n'est pas en mesure de poursuivre les criminels présumés, la procédure est déferée à la CPI.

Pour remplir ce rôle de "premier étage", les Etats ont pour obligation de mettre en place

dans leur droit national le mécanisme de compétence universelle. Ce mécanisme est exceptionnel : il permet de poursuivre des personnes sans rattachement au territoire français. Par exemple des personnes de nationalité étrangère, ayant commis des crimes de guerre sur un territoire étranger et dont les victimes sont elles-mêmes étrangères. Il s'agit donc de personnes étrangères à notre système juridique mais que ce mécanisme juridique permet de poursuivre pour éviter l'impunité sur notre territoire.

Après avoir ratifié le statut de Rome, la France a mis 10 ans pour adopter celui-ci dans notre droit interne, en 2010.

Pourquoi cette loi ne fonctionne-t-elle pas actuellement ?

Le mécanisme adopté en France est en effet si contraignant qu'il rend pratiquement impossible l'application de la compétence universelle. Cela en raison de quatre verrous :

- La France ne poursuit que les personnes résidant habituellement sur le territoire français. Les responsables de crimes de guerre peuvent donc venir séjourner en France sans risquer d'être attaqués en justice.
- Les méfaits doivent être condamnés par le droit français mais aussi dans l'Etat de provenance de leur auteur présumé. Si l'auteur des faits provient d'une dictature dans laquelle ses crimes restent impunis, il n'a donc pas de souci à se faire ! C'est une

véritable "prime à l'impunité" ou "prime à la dictature".

- La législation française inverse le sens de priorité entre la CPI et la juridiction hexagonale : c'est d'abord à la CPI de dire qu'elle n'est pas compétente avant que la justice française ne s'en saisisse... alors que la CPI estime que ce sont les Etats qui ont la priorité pour juger. Chacun se défause selon le principe de la "patate chaude".
- Enfin, le droit français empêche les victimes de ces crimes de se constituer partie civile. Seul le procureur peut poursuivre. Ce qui entre en contradiction avec la tradition du droit pénal français.

Quelle est la campagne de la branche française d'Amnesty International face à cette situation ?

La campagne "France : destination impunité", orientée sur le mode de l'humour pour dénoncer le caractère aberrant de la situation, demande à la France de prendre des dispositions pour réformer son droit. Sinon nous allons devenir un refuge pour criminels de guerre de Syrie, de République Centrafricaine, etc. Ce qui est inadmissible. Pour donner un exemple, on nous a signalé la présence sur notre territoire de Syriens originaires du régime de Bachar-el-Assad.

En 2013, un projet de loi porté par le sénateur Jean-Pierre Sueur a été examiné et voté par le Sénat, qui fait sauter trois des verrous évoqués plus haut (à part le monopole du parquet). Actuellement, ni le gouvernement, ni l'Assemblée Nationale ne semblent vouloir agir. Notre campagne et la pétition qui l'accompagne ont donc pour but de faire bouger les choses, pour qu'enfin cette loi soit discutée puis votée à l'Assemblée Nationale.

On peut signer la pétition sur le site d'Amnesty International-France, www.amnesty.fr. Amnesty International-France, 72-76, boulevard de la Villette, 75940 Paris cedex 19, tél : 01 53 38 65 65.

AIR FRANCE : LE RETOUR DES BÉNÉFICES



CONSTRUCTION D'UN MUR TEMPORAIRE À JÉRUSALEM



LES POLICIERS BIENTÔT ÉQUIPÉS DE CAMÉRAS PIÉTONS



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE VA AUGMENTER LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE





■ DOSSIER ALTERNATIVES EN AUDE ET PYRENEES-ORIENTALES

5 Can Decreix, un centre pour améliorer les alternatives décroissantes

Plusieurs chercheurs se sont associés pour développer un lieu de vie où s'expérimentent des pratiques frugales pour la planète.

9 Les pépinières Burri ont fait des jeunes pousses

La famille Burri, après trente-sept ans d'activité, favorise l'installation de plusieurs pépiniéristes en bio.

12 Un camp autour de la permaculture

Pour la troisième année, dans les Pyrénées, un Permacamp a permis à une quarantaine de personnes de découvrir, apprendre et expérimenter de nombreuses pratiques alternatives.

15 Moutsie nous fait redécouvrir la générosité de la nature

Moutsie a développé la connaissance et l'usage des plantes sauvages, un savoir qu'elle partage aujourd'hui à travers stages et ouvrages.

18 Le Béguinage de Perpignan

Aujourd'hui, la retraite est souvent signe de solitude. Une première expérience de vie autonome catholique dans un lieu collectif.

21 La Belle Aude : glaces et coopérative

A Carcassonne, une fabrique de glaces a été rachetée par une partie de ses salariés et continue sous forme de coopérative.

21 Les figes bio de Baho

Danielle Batard nous reçoit dans son verger où, tout en répondant à nos questions, elle trie, calibre et emballe la récolte de la matinée.

24 Tordères, joies et peines de la démocratie participative

Depuis 2008, la commune de Tordères essaie de fonctionner en démocratie participative.

■ CHRONIQUES

29 Écologie pratique : La lacto-fermentation

30 Bonnes nouvelles de la Terre :

Je t'aide, tu m'aides, on rénove nos maisons

31 100 dates féministes pour aujourd'hui :

24 octobre 1975 : la "journée sans" des Islandaises

34 Nucléaire ça boum ! : Nouvelles internationales

36 Catastrophe de Fukushima : Retours forcés dans les zones évacuées de Fukushima

39 En direct de nos colonies : La couleur du viol

■ ARTICLES

41 Low tech : "Faites rouler les joueurs du PSG dans des voiturettes moches !"

Dans son dernier ouvrage et dans les nombreuses conférences qu'il tient depuis sa sortie, Philippe Bihoux prône un passage du high tech au low tech. Du plus vers le moins ? Des technologies moins complexes et moins consommatrices de matériaux, mais plus durables, réparables, et écologiques. Entretien.

44 Une péniche pour transporter en douceur des vins naturels

Cécile et Raphaël ont choisi de vivre au fil de l'eau, sur une péniche au joli nom d'Alizarine. Son rythme lent permet d'admirer les martins-pêcheurs et dans sa cale voyagent des vins naturels. Car ils espèrent aussi amorcer la renaissance en France du transport fluvial artisanal...

46 À l'écoute des crieurs publics

De nombreuses villes et villages du pays voient fleurir les criées. Silence ne pouvait y rester indifférent. Mais allions-nous louer une nouvelle forme de rassemblement, dédaigner un attire-bobo, ou bien craindre la concurrence de ce média, le plus écolo qui puisse exister ? Enquête à Lyon, où ils sont deux à officier actuellement.

48 Neil Young contre Monsanto

Qu'on se le dise, au jour d'aujourd'hui, il n'est plus possible de dissocier l'artiste du militant chez Neil Young. Enragé et engagé, à 69 ans, il n'a de cesse de surprendre et toujours avec cette même fervente volonté d'éveiller les consciences.

56 ART112 : attentats à l'humeur publique

Le collectif d'"artistoides anonymes" ART112 réalise depuis 1983 des œuvres éphémères dans l'espace urbain. Il s'agit de happenings ou de sculptures abandonnées sur place. ART112 ne demande aucune autorisation. ART112 n'a aucun mécène, aucune subvention. Il ne recherche pas la publicité ni la notoriété.

■ BRÈVES

26 Alternatives en Aude et Pyrénées-Orientales

29 Alternatives • 31 Femmes, hommes, etc. • 32 Climat

33 Environnement • 34 Paix • 35 Politique • 36 Nucléaire

37 Énergies • 38 Vélo(rution) • 38 Société • 39 Nord/Sud

40 Annonces • 40 Agenda • 49 Courrier • 51 Livres

54 Quoi de neuf ?

Prochain dossier :

Océan : l'urgence absolue



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **25 novembre 2015** - Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 1^{er} trimestre 2016 - Tirage : 4850 ex. - Administrateurs : Eric Cazin, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Danièle Gonzalez, Justine Lamonerie - Directrice de publication : Monique Douillet - Comité de rédaction : Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe, Morris - Correcteurs : Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weite - Photographes : Aurélie Bouteille, Claude Boyer, Niccolo' Caranti, Lavigne Cheron, Marie Clem's, Juan Forero, GreenCross, Zdravko Haderlap, Maya Lesné, Parc du Cotentin, Ysis Percq La Croix, Hermance Triay, Laurent Vinour - Et pour ce n° : Catherine Bibard, Dimitri de Boissieu, Isabelle Cambourakis, Baptiste Giraud, Danièle Gonzalez, Jocelyn Haumesser, Dominique Lalanne, Lorène Lavocat, Mathieu Lopes, Isabelle Rimbart, Michel Scribe - Couverture : Marie Clem's - Internet : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence

9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et

jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion** : Olivier Chamarande :

mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction** : Guillaume Gamblin et Michel Bernard :

lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335

Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur – Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

Une région entre tourisme et résilience

Avec moins d'un million d'habitants, ces deux départements du sud de la France ont l'essentiel de leur population concentré dans trois agglomérations (1). Le reste du territoire est donc très peu peuplé... avec des espaces naturels de grande qualité. De quoi attirer de nombreux néo-ruraux et d'abondantes initiatives originales.

Il y a toutefois de fortes disparités entre le climat extrêmement venté et sec du bord de mer et l'intérieur des terres, de plus en plus boisées et humides au fur et à mesure que l'on s'élève dans les montagnes (2).

C'est dans les Pyrénées-Orientales que s'est développée en premier en France la permaculture, à l'initiative de quelques anglais, il y a déjà plus d'une trentaine d'années. Elle y reste particulièrement dynamique (voir page 12). C'est en bord de mer que l'on trouve un centre de recherche sur la décroissance prometteur (en couverture et p.5).

Les terres abandonnées du fait de l'exode rural à partir des années 1950 ont permis une reprise pour des activités plus écologiques (comme des pépiniéristes, p.9). Les questions sociales sont aussi l'occasion d'expérimenter de nouvelles pratiques : démocratie participative (p.24), reprise industrielle en coopérative (p.21), maison de retraite autonome (p.18)...

Sans oublier un tourisme de bord de mer (assez prédateur) et plus respectueux en montagne qui permet à de nombreuses initiatives d'apporter un complément de ressources non négligeable.

Ce numéro ne fait qu'effleurer la richesse de la région. Après sa lecture, vous pourrez poursuivre en allant vous y promener.

Michel Bernard.

(1) Aude : 360 000 habitants dont 150 000 dans l'agglomération de Narbonne et 100 000 dans celle de Carcassonne. Pyrénées-Orientales : 450 000 habitants dont les deux tiers dans l'agglomération de Perpignan.

(2) Cela monte jusqu'au Mont Carlit à 2921 m d'altitude.



Permacamp, exercice sur les courbes de niveaux



Figues "Bourjassotte noire"



Marie Clémis

◀ Les deux maisons d'habitation de Can Decreix avec à l'arrière-plan les terrasses qui servent de terrain d'expérimentation

Can Decreix Un centre pour améliorer les alternatives décroissantes

C'est peu de dire que le concept de décroissance a inspiré de nombreux textes de réflexion. Encore faut-il le concrétiser. Plusieurs chercheurs se sont associés pour développer un lieu de vie où s'expérimentent des pratiques frugales pour la planète.

CERBÈRE, 1400 HABITANTS, EST LA DERNIÈRE commune avant l'Espagne, au pied des Pyrénées. Elle s'est développée autour d'une activité centrale : la gare internationale qui, pendant un siècle, a permis le transfert des marchandises et de voyageurs entre la France et l'Espagne (1). Mais l'auto-route et la multiplication des camions dans un premier temps, puis le TGV depuis décembre 2013, ont provoqué une baisse importante d'activité dans la commune, que la fréquentation touristique ne compense pas.

Au niveau des transports, la décroissance étant une combinaison à mettre en place entre la marche, le vélo et le train, il s'est avéré judicieux de choisir Cerbère pour y installer un centre de recherche sur les alternatives décroissantes.

Can Decreix ("la maison de la décroissance", en catalan) est née de la volonté de chercheurs ayant organisé des rencontres sur la décroissance en lien avec l'Université autonome de Barcelone. L'un d'eux, François Schneider, a financé l'achat du lieu en société civile immobilière avec son frère, fin 2011 (2). Il s'agit de deux maisons de cheminots et d'une miellerie, le tout avec un terrain très pentu d'environ 3000 m² en bordure de vignes, au-dessus de la gare. L'une des maisons sert de lieu de vie et de recherche pour trois

chercheurs : François, Sylvain et Filka. L'autre sert à l'accueil de visiteurs, d'activistes et stagiaires à court terme (3). Enfin, les garages, tout en haut, ont été transformés en zone commune pour y établir un atelier d'entretien du matériel, une cuisine collective et un garage à vélos. Ici s'expérimentent des méthodes alternatives, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de l'énergie, des transports, de l'eau, des déchets...

Mais revenons un peu en arrière...

L'ÉPOPÉE DE LA DÉCROISSANCE

François Schneider a commencé par militer pour un monde sans voitures il y a maintenant une trentaine d'années. Etudiant à Lyon, il participe aux vélorutions locales puis au lancement de la revue internationale *Carbusters* (4). Il écrit dans de nombreuses revues engagées, dont *Silence* (5). En juillet 2004, avec le soutien logistique de la nouvelle revue *La Décroissance*, il se lance dans une marche à travers la France. Il fait ainsi l'aller-retour Lyon-Bordeaux à pied, accompagné d'un âne, et multiplie les débats sur les alternatives à la croissance. Avec plusieurs autres chercheurs, il lance des conférences scientifiques internationales sur la décroissance (6). Signe de l'intérêt pour la question,

(1) Les trains ne peuvent circuler directement du fait d'un écartement des voies différent.

(2) Le prix n'a pas été trop élevé car les maisons n'ont pas vue sur mer.

(3) L'accueil se limite de fait à une quinzaine de personnes logées en dortoirs car la pente empêche de planter une tente.

(4) *Carbusters* — chasseurs de voitures — était initialement une revue papier multilingue. Elle existe toujours en ligne, mais en anglais seulement : <http://carbusters.org>

(5) Voir notamment le dossier "Pour des innovations frugales", *Silence* n° 340, novembre 2006, en libre téléchargement sur notre site.

(6) Une première se tient à Paris, en 2008, en présence de 150 personnes, une deuxième en 2010 à Barcelone avec 500 personnes, puis simultanément à Venise et Montréal, en 2012, avec 1000 personnes de chaque côté. La dernière, en septembre 2014, a eu lieu à Leipzig avec 3000 personnes. La prochaine est prévue pour septembre 2016 à Budapest, en Hongrie. Voir <http://www.degrowth.org/conferences>



Marie Clémis

En France, les multiples espèces de cactus *Opuntia* ne sont pas valorisées. Pourtant ces plantes produisent des pousses de l'année (raquettes) qui sont comestibles. Elles donnent aussi des fruits frais (figues de barbarie), servent de haie contre le vent et de pare-feu, permettent de fabriquer du jus, des compotes, des confitures, des chutneys... Les raquettes plus âgées sont ligneuses et peuvent servir d'éponge.

Préparation du jus de cactus

Atelier sirop de cactus, en arrière-plan, la gare

cela a permis la mise en place, à Barcelone, d'une équipe de chercheurs qui travaille sur la question.

DÉCOLONISER UN ESPACE EXISTANT

Un débat revient sans cesse dans l'équipe de chercheurs barcelonais : comment confronter la théorie et la pratique ? De là vient l'idée de créer un lieu d'expérimentation. François souhaitant se rapprocher un peu de la France, le compromis se fait avec l'achat de Can Decreix à Cerbère, à deux heures de train de Barcelone en train régional.

Un autre argument en faveur de Cerbère est son climat : celui-ci est doux et extrême, avec beaucoup de vent, beaucoup de soleil, de grosses périodes de sécheresse et des pluies brutales... soit ce que prédisent les spécialistes du climat à des régions de plus en plus vastes autour de la Méditerranée. Cela permet donc d'intégrer également la dimension climatique. Le lieu se trouve aussi dans un contexte de crise économique, avec la baisse d'activité de la gare (suppression programmée des trains de nuit, réduction du fret...), mais aussi la menace de fermeture d'un hôpital et l'abandon des vignes. Enfin, il s'agit d'un village où l'on n'est pas coupé du monde, contrairement à d'autres projets collectifs.

L'idée de départ est plutôt de décoloniser un espace existant tout en restant en lien avec les équipes de recherche, principalement en France et en Espagne, mais aussi ponctuellement avec d'autres (Italie, Allemagne, Belgique, Québec...). Il ne s'agit pas de se refermer sur soi-même ; chaque été, l'équipe propose — sur place ou non — une école d'été décroissante. En 2015, cet événement était couplé avec le camp climat en Allemagne (7).

Tout au long de l'année, le lieu accueille des stagiaires et des porteurs de projets pour des séjours d'un mois. Ils sont invités à lire les informations sur le fonctionnement du lieu

(voir encart). Au bout d'un mois, ces personnes peuvent s'impliquer à long terme de multiples manières (8).

PRATIQUES QUOTIDIENNES PERTURBANTES

Les demandes de stages, venant principalement d'étudiants, sont nombreuses car le lieu est très connu dans la sphère de la recherche autour de la décroissance, au niveau national et international : on entend se mélanger sur place de nombreuses langues européennes.

La première semaine est souvent perturbante pour les arrivants : comme tout est repensé pour la "simplicité", il faut intégrer de nombreuses pratiques. Par exemple, la vaisselle ne se fait pas avec du savon mais avec une dilution de cendre de bois ou avec des savons végétaux, l'eau sale étant ensuite versée sur les plantations ; le savon classique augmenterait la salinité des sols. Il faut apprendre à utiliser les différentes sortes d'eau présentes : celle du réservoir d'eau de pluie (9), celle de deux puits et les eaux usées... qui servent principalement pour le jardin.

La cuisine est solaire autant que possible... mais comme le soleil n'est pas toujours ardent, des méthodes ont été mises en place pour limiter les temps de cuisson (10). Les plantes germées permettent d'éviter la cuisson, et de nombreuses plantes, sauvages ou cultivées, peuvent se manger crues. Quand le soleil manque, des poêles à bois assurent le complément (11). Les plantes qui poussent sur place, notamment de nombreuses épices, sont utilisées prioritairement... Toutefois, cela ne suffit pas à assurer l'autonomie alimentaire (ce n'est pas l'objectif), et des achats sont faits auprès de producteurs bio du marché, d'un groupement d'achat, ou encore par des échanges locaux (huile d'olive, vin, légumes...). Le pain est fait sur place, avec autant de recettes différentes

(7) François Schneider a fait partie des 500 personnes arrêtées lors de l'action contre les mines de lignites pendant ce camp. Voir photos en dernière page de notre numéro d'octobre 2015.

(8) Cela fonctionne sous forme d'association, avec une adhésion annuelle (25 € par an), plus une participation quotidienne (modeste, du fait de la décroissance effective des lieux : 5 € par jour).

(9) Pour le moment, la collecte (4 m³) est encore insuffisante et, en attendant la mise en place d'un réservoir de 15 m³, il faut compléter par l'eau du réseau communal.

(10) En trempant certains aliments, comme les légumineuses et les céréales, on réduit considérablement le besoin en énergie de cuisson.

(11) Modèle "rocket stove" auto-construit, peu gourmand en bois. Pour en savoir plus : <http://outils-autonomie.jimdo.com/rocket-stove/>



qu'il y a de boulangers. On fait aussi des conserves, soit en cuisant les ingrédients avec des cuiseurs solaires, soit en les déshydratant avec des séchoirs solaires (figues et raisins lors de notre passage cet été). On tend vers un régime bio végétalien, le plus respectueux de l'environnement.

SIMPLIFICATION

Les habitants de Can Decreix ont également développé la consommation de produits que les habitants locaux connaissaient peu : les collines voisines regorgent de cactus avec leurs figues de barbarie. Un stagiaire marocain leur a appris à ramasser les fruits (hérissées de piquants) de manière très simple ; une stagiaire mexicaine leur a donné des recettes. Ils ont aussi découvert

que les pousses de l'année du cactus peuvent se manger (après un épluchage délicat !). Moutsie (12) et Gérard Ducerf sont venus les conseiller sur la reconnaissance des plantes locales, mais également sur la réalisation de cosmétiques indispensables comme le dentifrice, le shampoing...

Pour l'électricité, le centre est client d'Enercoop (13) avec une politique de sobriété. L'électricité pourrait être produite sur place avec des photopiles, mais un débat est en cours : alors qu'on peut produire de la chaleur facilement avec des capteurs solaires, la production d'électricité nécessite des technologies pour le moment peu compatibles avec la décroissance.

Le lieu présente la particularité d'être sans "produits blancs" ; ni réfrigérateur, ni congélateur, ni machine à laver... Les plats sont préparés

(12) Voir page 15.

(13) Enercoop, coopérative d'origine 100 % renouvelable, www.enercoop.fr

Extraits des infos aux visiteurs de Can Decreix

- Le lieu est difficilement accessible aux handicapés moteurs, du fait de la configuration tout en escaliers.
- Il est conseillé d'utiliser des produits de soin fabriqués sur place et d'éviter ceux qui polluent l'eau (savon, shampoing, dentifrice...).
- Un des objectifs est de ne pas faire de déchets, donc de n'utiliser que des produits compostables ou recyclables.
- Les "produits blancs" (frigo, congélateur, machine à laver, appareils de cuisine...) sont absents pour éviter consommation de produits, d'électricité et exploitation d'ouvriers en Asie.
- Il n'y a pas sur place d'achat de chocolat, thé, café, fromage, viande, alcool ou beurre.
- La cuisson solaire est préférable en été pour limiter les risques d'incendie.
- Pour la boisson, il est souvent utilisé le "porro", sorte de gourde où l'on boit à distance : cela évite d'avoir à laver des verres.
- La semaine s'organise ainsi : lundi à jeudi, activités agricoles, écoconstruction ; vendredi : rangement, réparations, nettoyage et courses ; samedi et dimanche : temps de réflexion et de loisirs
- La journée de travail commence à l'aube, pour profiter de la lumière naturelle, et la sieste permet de passer les heures chaudes en été.
- Ne pas toucher les cactus, car leurs piquants voyagent très bien et viennent piquer tout le monde.
- Utiliser les sentiers pour éviter de tasser les bandes potagères et de faire tomber les murs de pierres sèches dont l'équilibre est fragile.
- Les plantes sauvages comestibles se coupent en respectant la ressource. Elles ne s'arrachent pas pour qu'elles puissent repousser et faire des graines.
- Merci de ne pas faire de cueillettes chez les voisins sans leur autorisation.
- Les espaces intérieurs sont sans fumée.
- Vous êtes à 200 m d'une gare internationale avec des trains pour Barcelone, Toulouse, Paris, Luxembourg, Strasbourg... donc la voiture n'est vraiment pas utile.
- Si vous venez à Can Decreix, c'est pour participer de manière solidaire à sa démarche et ses expérimentations.

➤ François Schneider

➤➤ Repas en commun



Marie Clémis

Marie Clémis

■ Can Decreix,
8, rue des Oliviers,
66290 Cerbère,
tél : 04 68 56 96 89

au fur et à mesure, la lessive se fait avec des ventouses, en attendant la construction d'un lave-linge à pédales (14). Pour la plupart, les outils sont des appareils manuels récupérés. Il reste des difficultés : il n'est pas facile de percer la roche sans perceuse ou marteau-piqueur. Ou de développer des cultures sur BRF (15) sans broyeur électrique.

Une artiste qui est venue sur place a concocté un "musée des objets inutiles" où sont empilés de vieux appareils électroménagers, des toilettes à eau, un frigo, une antenne télé, une plaque d'immatriculation...

Reste les ordinateurs : pour le moment, aucune alternative décroissante n'a été trouvée. Quelques activités ont toutefois été "désordinateurisées" !

Le jardin bénéficie d'une installation de recyclage des eaux usées, des "wicking beds" ont été mis en place (16). Il y a différentes sortes de composts, des toilettes sèches... et tout repart au jardin. L'une des intentions est de ne produire aucun déchet.

UN RÉSEAU DÉVELOPPÉ

De nombreuses expérimentations ont lieu dans un cadre scientifique. Elles feront l'objet d'un suivi et de publications, en premier lieu avec l'Université autonome de Barcelone (17). Can Decreix est en relation avec différents réseaux pour répondre à des questions dans les domaines de l'artisanat et de l'agriculture. Pour les agriculteurs qui appliquent des démarches émergentes,

et n'ont donc pas accès aux aides institutionnelles, la décroissance peut permettre de trouver des solutions peu coûteuses.

Ce mode de vie est si économe qu'avec le temps, les chercheurs ont diminué leur temps de travail officiel. Ainsi, François Schneider est passé progressivement du statut de salarié de l'université à celui de chercheur associé, puis en simple contrat aidé sur le site... Il envisage maintenant de se limiter à quelques travaux de recherche. Sylvain travaille aussi de plus en plus sur le site et se focalise sur l'aide aux projets alternatifs. Filka reste chercheuse à l'Université autonome de Barcelone. Hristo, qui est venu pour huit mois, envisage de créer un centre équivalent en Bulgarie, son pays d'origine. Céleste entend rester sur place après son séjour longue durée, qui lui a permis de mettre en pratique les expériences d'autres communautés écologiques.

Si le réseau international décroissant est à l'origine de nombreux événements et rencontres, Can Decreix essaie aussi de s'implanter localement, le plus largement possible. L'équipe organise des stages ouverts au public sur différents savoir-faire décroissants. Des visites botaniques sont organisées chaque mois. Lors de notre passage, une journée portes ouvertes a permis à des voisins de venir découvrir les pratiques originales de la décroissance, et de déguster du jus de cactus.

Michel Bernard ■

(14) Voir plan de fabrication : <http://outils-autonomie.jimdo.com/lave-linge-à-pédales/>

(15) Bois raméal fragmenté. On broie du petit bois vivant pour étendre un paillage grossier sur le sol, ce qui permet de limiter l'évaporation et d'économiser beaucoup d'eau. En se décomposant, le bois fournit de la matière organique. Pour en savoir plus : <http://www.brfgeneration.fr>

(16) Il s'agit de tonneaux ou d'anciennes baignoires dans lesquelles on place des cailloux puis une toile, puis de la terre : au niveau des cailloux, on verse de l'eau qui remonte ensuite par capillarité dans la terre, la toile empêchant celle-ci de tomber dans l'eau : cela donne des plantations très peu gourmandes en eau. Voir par exemple : <http://www.permaculturedesign.fr/un-systeme-de-culture-autonome-en-eau-et-autofertile/>

(17) Voir (en catalan) : www.uab.cat



Marie Clémis

◀
Enrick,
Jean-François
et Sébastien au
milieu des jeunes
arbres fruitiers

Les pépinières Burri ont fait des jeunes pousses

Nombre d'activités agricoles disparaissent par manque de repreneur. Ce n'est pas le cas de la famille Burri qui, après trente-sept ans d'activité, favorise l'installation de plusieurs pépiniéristes en bio.

JEAN-FRANÇOIS ET KATHARINA BURRI sont arrivés à Brenac, à la limite entre l'Aude et l'Ariège, en 1977. Ils sont originaires de Neuchâtel (Suisse). Après un an de jardinage en Grande-Bretagne, ils ont choisi cette région pour le soleil, avec le projet de développer une activité de pépiniéristes spécialisés dans les fruitiers méditerranéens (figues, abricots, prunes, amandes, kiwis...).

Il y avait alors beaucoup de terres abandonnées du fait de l'exode rural. Les terrains qu'ils achetèrent étaient en friche depuis 1945. Ils sont à 450 m d'altitude, sur un versant sud, à la limite ouest de la zone sous climat méditerranéen. Il restait de petites parcelles, avec surtout des prairies et un peu de vigne. Il fallut débroussailler. Les plantations de vergers se sont faites très progressivement, avec beaucoup d'observations sur les conditions des sols et de microclimat. C'était le début du questionnement sur les pertes de diversité, notamment avec l'association des Croqueurs de pommes (1). Jean-François et Katharina ont cherché à recueillir au maximum des variétés locales en interrogeant les locaux pour identifier les arbres. Ils ont appris à greffer sur des arbres sauvages.

Outre cette activité conservatoire, ils ont développé une pépinière : il y avait de la demande en bio. A l'époque, ils n'étaient qu'une dizaine sur toute la France

à proposer des plants, ce qui fait qu'ils étaient souvent cités dans les revues spécialisées.

Pour enrichir les variétés, ils ont procédé à des échanges avec d'autres pépiniéristes, notamment lors de la fête de l'arbre, à Saint-Jean-du-Gard, organisée avec la revue *Fruits oubliés* (2).

LES MYSTÈRES DE LA GREFFE

Les vergers conservatoires permettent de prélever des greffons, de petits morceaux de bois portant des bourgeons.

Des variétés de porte-greffes sont semées, bouturées (figuier, noisetier) ou marcottées régulièrement (3). Le porte-greffe est choisi pour ses qualités racinaires. Le greffon, que l'on met en place dès la première année, transfère les caractères que l'on veut privilégier. Greffe et porte-greffe doivent être assez proches, au niveau botanique, pour que cela fonctionne. Le pommier est presque toujours greffé sur du pommier. Le prunier peut servir de porte-greffe à l'abricotier ou au pêcher, le merisier au cerisier...

Les choix en bio sont spécifiques : comme les arbres ne doivent pas être dopés par des engrais ou des pesticides, il faut qu'ils soient plus vigoureux, d'où une sélection particulière. Le meilleur goût possible et la plus grande rusticité sont recherchés.

(1) Croqueurs de pommes, voir <http://croqueurs-national.fr/>

(2) Chaque année, fin novembre. Voir : <http://www.dimanchesverts.org/>

(3) Le bouturage consiste à faire prendre racine à un morceau de végétal, le plus souvent une jeune branche. Le marcottage consiste à enterrer une partie d'un végétal pour qu'il prenne racine, sans le séparer initialement de son pied d'origine.



➤ Sébastien Grange greffant



■ Pépinière Burri, Katharina et Jean François Burri, 11500 Brenac, tél : 04 68 20 94 16, www.pepinieriburri.com

■ Sébastien Grange, le Village, 11300 Saint-Couat-du-Razès, tél : 07 86 15 64 47

■ Juliette Watson, pépinière, Caillens, 11 140 Rodome, tél : 06 87 93 38 88

■ Enrick Thorel, la Courmeillo, 11230 Tréziers, tél : 07 80 33 24 81

Les arbres sont vendus petits, autant que possible, car ils supportent ainsi mieux d'être déplacés (4). Le verger a une clientèle aussi bien professionnelle qu'amateur.

DE LA DIVERSITÉ DANS LE VERGER

Un arbre bien entretenu peut vivre longtemps (jusqu'à 80 ans pour un pommier) mais cette durée de vie dépend de ce qui est fait en amont : en multipliant les tailles, en palissant, on peut obtenir des fruits plus gros, mais on réduit la durée de vie de l'arbre. Un bon verger mélange porte-greffes, greffes, variétés et tailles pour limiter les fluctuations de production.

Après plus de trente ans d'expérimentation et d'amélioration, Jean-François et Katherina ont aujourd'hui la réputation de faire des fruits au goût excellent. Au fil des ans, en choisissant des parcelles ayant des sols, des altitudes et des expositions différentes, ils ont pu diversifier leurs fruitiers et proposent pratiquement tout ce qui peut se cultiver en Europe.

Leur rythme de travail est bisannuel : semis de porte-greffes en fin d'hiver (mars) quand il y a moins de clients ; en août, premier greffage ; au printemps suivant, vérification des greffes et deuxième greffe si nécessaire ; ébourgeonnement et tuteurage ; entre ces moments, aération du sol, désherbage (5) et enfin vente des pieds pendant l'hiver.

Pour assurer un bon renouvellement des sols, les pépinières disposent de 60 ha mais avec seulement 2 ha de vergers permanent et 0,5 ha de plantations de porte-greffes, qui changent de place chaque année.

LA TRANSMISSION

Beaucoup de stagiaires sont passés. En 2007, Juliette Watson, qui sortait de Sciences-Po, est venue pour demander six mois de formation, avec un projet d'installation. Elle a suivi un cycle complet avant de s'installer en 2008 dans le voisinage, sur le plateau de Sault, à 1000 m d'altitude. Elle produit des arbres fruitiers plus nordiques, résistant au froid, et a planté 3 ha de vergers pour la production de fruits de table. Une association commune a été fondée pour commercialiser ensemble par le même catalogue et le même site internet.

Sébastien Grange est, lui, arrivé en 2010. Pépiniériste d'arbres d'ornement dans la Drôme, il avait rencontré des biodynamistes et voulait se reconvertir dans la production alimentaire. Il s'installe alors un temps dans les Corbières (6) comme maraîcher, mais le climat trop sec vient à bout de son initiative. Après cinq ans dans la charpente traditionnelle pour reconstituer un capital, il décide de revenir à son premier métier en misant sur des fruits anciens,

12 000 arbres à gérer

Pour dégager un revenu confortable, Sébastien plante 5000 arbres par an. Comme les arbres sont vendus seulement la deuxième année, cela en fait 5000 autres à entretenir, auxquels s'ajoutent environ 2000 pieds qui ne trouvent preneurs que la troisième année, soit 12 000 arbres à gérer. Comme il y a des pointes de travail, il emploie un salarié 3 mois par an et accueille des woofers (9) jusqu'à 6 mois par an. Ceux-ci viennent essentiellement pour apprendre à greffer, ce qui se fait en deux semaines. Selon lui, le woof est un merveilleux outil d'ouverture et source de nombreux échanges, donc de réflexions.

(4) Cela permet de les envoyer dans un colis, tout simplement, par la poste en Colissimo 48h, après avoir bien humidifié les racines.

(5) Ce point fait débat avec les permaculteurs qui préfèrent laisser les choses se faire. Jean-François et Katherina constatent, eux, que laisser l'herbe ralentit la croissance de l'arbre.

(6) Dans le même département, mais plus à l'est.



Marie Clem's

◀
Jean-François
Burry

en biodynamie. Il arrive sur les lieux parce que sa femme a trouvé du travail chez Nature & Progrès (7).

Katherina et Jean-François ont trois filles dont une seule envisage de poursuivre ce métier... plus tard. Pour le moment, elle voyage. Katherina et Jean-François pensent à la retraite et ont proposé une association à Sébastien. Progressivement, ils ont diminué leurs activités tandis que Juliette et Sébastien développaient les leurs. Deux nouvelles personnes sont arrivées depuis, avec également des projets d'installation.

Le métier de pépiniériste demande beaucoup de travail et immobilise un gros capital. Mais cela rapporte suffisamment pour qu'il ne soit pas nécessaire de courir après les subventions agricoles. Cela rapporte plus que le maraîchage et, pour le moment, la concurrence n'est pas trop rude (8).

LE SENS DU PARTAGE

Pour assurer la transmission, Katherina et Jean-François ont offert leur clientèle mais également pris en charge certains frais de Sébastien. En évitant d'emprunter à une banque, les nouveaux arrivants font de belles économies. Sébastien ne tarit pas d'éloges sur le sens du partage de Katherina et Jean-François. Lui et Juliette se sentent investis de la mission de poursuivre la transmission auprès d'autres personnes.

En Charente, Enrick, sensibilisé à la permaculture, a d'abord essayé de semer sans greffer, sans succès. Ayant suivi sa femme dans l'Aude, il est d'abord venu en woofing (9) et, après avoir appris au mieux aux côtés de Sébastien, il vient de s'installer près de Mirepoix (Ariège), à quelques kilomètres à l'ouest. Il a fondé sa propre pépinière (axée sur des variétés différentes de celles de Sébastien et Juliette), qui lui prend un tiers de son temps. Il consacre un deuxième tiers-temps à la production de fruits frais toute l'année, et garde le troisième pour mener des expérimentations sur les plantes comestibles vivaces oubliées. Il fait remarquer avec humour que "comestible" ne veut pas toujours dire "bon" !

Tous commercialisent ensemble et partagent les temps de présence sur les stands, dans les salons. Ils essaient ainsi de sortir de démarches trop individualistes, de considérer les plantes comme du patrimoine et non de la propriété privée et de développer une conscience globale. Pour eux, "l'arbre et le fruit, cela mène loin sur le plan de la conscience". Enric et Sébastien sont un peu revenus des grandes idées : pour concrétiser les rêves, c'est comme les fruits, "il faut que cela mûrisse".

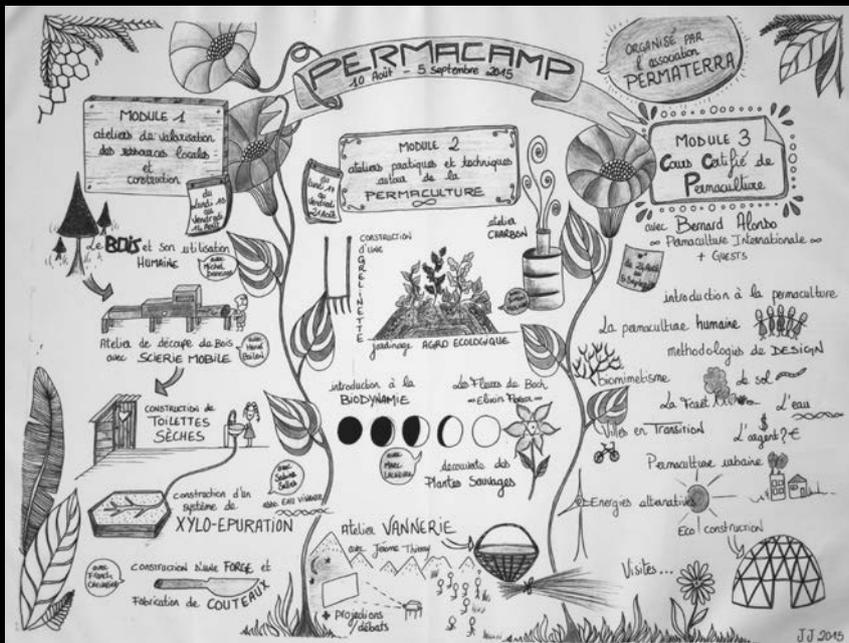
M. B. ■

(7) Voir page 16.

(8) Il commence à y avoir de la revente avec des pépiniéristes italiens.

(9) Le woofing, de l'anglais *World-Wide Opportunities on Organic Farms* est un réseau mondial de fermes bio qui existe depuis 1971. Des stagiaires viennent travailler à mi-temps en échange de la formation, de la nourriture et du logement. Voir <http://www.woof.fr/>

- Programme du camp
- Volontaire en cuisine
- Massages
- Bernard Alonso



Un camp autour de la permaculture

Pour la troisième année, dans les Pyrénées, un Permacamp a permis à une quarantaine de personnes de découvrir, apprendre et expérimenter de nombreuses pratiques alternatives.

L FAUT VOULOIR Y ALLER ! VOUS DEVEZ commencer par remonter la vallée du Tech, l'une des plus proches de la frontière espagnole. Puis grimper dans la montagne jusqu'à Lamanère, la commune la plus au sud de l'Hexagone, rejoindre une piste forestière qui serpente de plus en plus haut, franchir une barrière, dont le code nous a été fourni, éviter les trous pendant cinq kilomètres, avant d'atteindre un plateau à 1000 m d'altitude.

Là, au moment où nous arrivons, Bernard Alonso, formateur québécois à la permaculture (1), explique à un groupe d'une quarantaine de personnes l'intérêt de savoir déterminer les courbes de niveau sur un terrain que l'on veut cultiver (2). Les personnes présentes (une trentaine d'hommes et une dizaine de femmes, de 17 à 60 ans) s'initient au "niveau égyptien" : avec trois branches formant un A et un fil tenu à la verticale par une pierre, cela permet de tracer au sol une courbe de niveau.

Un peu plus loin, près d'habitations en pierre, est installée une immense cuisine où quatre personnes préparent le dîner. Une salade de multiples plantes sauvages et cultivées accompagnera différents plats végétariens. Les cuisinier-e-s sont d'anciens stagiaires qui reviennent d'une année sur l'autre et obtiennent un

stage gratuit en échange d'un certain nombre d'heures de bénévolat pour assurer l'intendance.

Sur un mur, une toile présente l'ensemble des activités du permacamp : c'est extrêmement varié. Enfin, sous une tente, des affiches expliquent l'origine du lieu.

QU'EST-CE QUE LA PERMACULTURE ?

David, initiateur du camp, n'est pas là ce jour. Toutefois, il y a Jade, salariée aujourd'hui, et Jérôme, qui a participé à la première formation avant de revenir comme animateur. L'association "Permaculture et transition en pays catalan" est à l'origine du camp (3). Elle a travaillé avec l'Université populaire de permaculture (4), dans laquelle on trouve notamment le britannique Steeve Reed. Celui-ci a été le formateur de Jade, qui a passé le Permaculture design course (5), un diplôme qui permet ensuite d'enseigner à son tour la permaculture.

Pour le grand public, la permaculture est un modèle agricole. Néanmoins, si l'agriculture a été le premier échelon entre l'homme et la nature, la permaculture ne s'y limite pas : c'est une méthode de réflexion et d'application qui peut se décliner pour n'importe quel projet. Comme le dit Bernard Alonso, "la permaculture est un

(1) <http://www.permacultureinternationale.org>
 (2) Pour favoriser la pénétration de l'eau dans le sol et ainsi éviter l'érosion et le besoin d'arrosage, le mieux est d'utiliser les chemins en surélévation comme des mini-digues. Pour ralentir l'écoulement, un chemin doit être le moins pentu possible. Les virages sont alors des zones privilégiées où on peut avoir des zones plus humides.
 (3) Permaculture et transition en pays catalan, 1 bis, rue Etienne-Dolet, 66000 Perpignan <http://ptepc.blogspot.fr/>
 (4) Université populaire de permaculture, <http://permaculturefrance.org/>
 (5) En anglais, design signifie conception, aménagement, organisation, planification... C'est la capacité, à partir d'un projet, à le penser dans le temps et à fixer les étapes nécessaires pour le réaliser.

Marie Clémis



mot construit de la même façon qu'architecture : il s'agit d'aller vers des procédés qui soient le plus proches possible du fonctionnement de la nature et le plus respectueux dans la durée".

Cette méthode peut s'appliquer à n'importe quoi, par exemple au fonctionnement d'une association. C'est ce que l'on essaie de faire au sein de l'association Permaterra, qui est née autour du projet de camp : la formation que l'on y donne permet d'aborder la question de l'argent, d'élargir les contacts, et donc cela donne des moyens à l'association qui peut améliorer la formation, et ainsi de suite.

LES DOUZE PRINCIPES DE LA PERMACULTURE

Les animateurs de la permaculture aiment raisonner autour de douze points :

- observer et interagir ;
- collecter et stocker l'énergie (dans l'atelier que nous avons vu, il s'agissait d'économiser l'énergie destinée à remonter l'eau pour un arrosage... quand on peut l'empêcher de descendre, mais cela peut être aussi d'entretenir la matière organique du sol plutôt que d'apporter du fumier) ;
- créer une production (développer ses talents, déterminer ce que l'on aime, savoir ce que l'on peut faire d'utile dans la société, développer ses savoir-faire) ;
- appliquer l'autorégulation et accepter la rétroaction (tout ne fonctionne pas comme on l'avait prévu ! Il faut comprendre et accepter les conséquences de ce que l'on fait, savoir évoluer) ;
- utiliser et valoriser les services et les ressources renouvelables ;
- ne pas produire de déchets ;
- partir des structures d'ensemble pour arriver aux détails ;

- intégrer plutôt que séparer ;
- utiliser des solutions à petite échelle et avec patience ;
- utiliser et valoriser la diversité ;
- utiliser les interfaces et valoriser les éléments en bordure ;
- utiliser le changement et y réagir de manière créative.

Jade insiste pour dire que tout cela n'a rien de nouveau : ce sont des principes universels et de bon sens. C'est pour cela qu'ils peuvent s'appliquer à tout projet. Cela ne donne pas de solutions mais un moyen d'expérimenter, d'avancer, de s'adapter.

UN LIEU OÙ B(R)OUILLONNENT LES PRATIQUES

Les propriétaires du lieu ont prêté le terrain pour accueillir en 2013 un séminaire de deux semaines sur la permaculture. Ce cours a été donné en français par Andy et Jessie Darlington, un couple installé dans l'Aude depuis une trentaine d'années (6). Les propriétaires ont suivi le stage et bénéficié d'avantages en nature : installation de toilettes sèches, douches solaires, puis, au fil des ans, d'un four à pain, de constructions en bois, d'un poulailler mobile...

Chaque permacamp est l'objet d'un élargissement des activités avec des personnes invitées pour encadrer les formations : le jardinage agroécologique a été présenté par quelqu'un formé par l'association Terre et Humanisme (7) ; des apiculteurs viennent expliquer leurs méthodes ; des boulangers montrent comment faire le pain ; des biodynamistes exposent les spécificités de leur modèle agricole... C'est extrêmement varié : il y a eu des formations autour de la communication non-violente, des abeilles, des monnaies locales, de l'autoconstruction, de la forge, etc.

■ Permacamp, association Permaterra, 1 bis, rue Etienne-Dolet, 66000 Perpignan, <http://www.permaterra.fr>

(6) Andy et Jessie Farlington, tél : 04 68 69 84 52, <http://lepaysagecomestible.com>

(7) Terre et Humanisme, mas de Beau-lieu, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01, <http://terre-humanisme.org>

➤ Atelier courbes de niveaux et utilisation du compas égyptien

➤➤ Atelier de tournage sur bois



Jérôme, qui a participé aux rencontres des Ami-e-s de Silence, estime que l'on y aborde les mêmes thèmes, mais que le permacamp est plus structuré : le programme est prévu en amont, on fait venir des intervenants extérieurs... ce qui a un coût et nécessite des inscriptions à l'avance.

Les gens qui viennent sont surtout français, mais aussi belges, suisses, espagnols et italiens (8). Cette année, les femmes sont en minorité mais ce n'était pas le cas l'année précédente. Le choix des animateurs et des sujets a une influence sur la parité (9)... donc c'est en amont, au niveau de ces thèmes, qu'il faut veiller à penser la question du genre.

On trouve pas mal de personnes en reconversion, surtout autour de projets d'installation en milieu rural du fait d'un partenariat avec le Fonds Vivea d'aides aux personnes en installation.

Comme nous avons été surpris d'entendre parler des groupes fourmis, dragon, dinosaure..., on nous a expliqué que les formations fonctionnent par une alternance de grands et petits groupes de 4 ou 5 personnes qui se choisissent un nom. Ce nombre de participants semble le plus efficace pour apprendre un savoir-faire : c'est une taille intermédiaire entre l'individuel et le collectif. Cela permet de mélanger des connaissances diverses.

ÉCOLOGIE ET PERMACULTURE

Mais alors, la permaculture est-elle un autre nom de l'écologie ? Pour les organisateurs, la permaculture est un prisme, une richesse qui permet

de comprendre comment on se comporte les uns avec les autres, comment on développe des relations avec la nature, son environnement. C'est plutôt une méthode de recherche de cohérences.

Il y a effectivement peu de différences avec l'écologie, qui est parfois moins tournée vers la pratique. Ce n'est pas un hasard si le mouvement des initiatives de transition s'est développé autour du *Manuel de transition* de Rob Hopkins (10). Celui-ci est formateur en permaculture. Il expose douze étapes dans son livre, qui a été ressenti par les écologistes comme un formidable outil pour avancer vers une société plus résiliente.

La permaculture a donc influencé le mouvement de la transition, dont les initiatives les plus connues — comme les *Incrovables comestibles* (11) — ont créé un sentiment d'abondance possible, qui modifie la manière d'aborder les questions sociales du moment.

De même que le mouvement de la transition interroge sur la manière de communiquer avec tout le monde, donc de questions universelles, le permacamp essaie de s'ouvrir vers l'extérieur, malgré son isolement. La projection du film *Sacrée croissance* (12) a permis de débattre avec une vingtaine d'habitants du village. Cela reste modeste... En revanche, les stages permettent de tisser des liens bien au-delà de la durée du camp. Essentiellement par des blogs et des sites internet.

La convergence entre écologie, transition et permaculture devrait donc se poursuivre naturellement.

M. B. ■

(8) Comme tout est en français, la langue limite ceux et celles qui peuvent venir.

(9) Cette année, par exemple, l'atelier forge, assez physique, a sans doute plus motivé des hommes.

(10) *Manuel de transition*, coédité par Ecosociété (Québec) et Silence.

(11) *Incrovables comestibles* : plantations de comestibles mis à la disposition du public. Voir lesincroyablescomestibles.fr

(12) *Sacrée croissance*, Marie-Monique Robin, voir <http://www.m2rfilms.com>



◀ Moutsie sur le terrain

Moutsie nous fait redécouvrir la générosité de la nature

L'autonomie peut passer, pour une partie, par la connaissance et l'usage des plantes sauvages. Moutsie a développé en ce domaine un savoir qu'elle partage aujourd'hui à travers stages et ouvrages.

CELA NE POUVAIT PAS ÊTRE AUTREMENT : arrivés un soir d'été, nous ne pouvions commencer la rencontre qu'autour d'un repas presque entièrement conçu à partir de plantes sauvages comestibles : une salade mixte suivie d'une "omelette", où les œufs ont été remplacés par une pâte liquide obtenue avec de la farine de pois chiches.

Moutsie est née dans une famille très classique, où les filles devaient rester dans les traces de leur mère. Une situation qui ne lui plaisait pas, et qui lui a fait quitter le foyer familial très tôt.

Elle lit ce qui lui tombe sous la main et, à 18 ans, découvre "le guide de l'anticonsommateur" (1) qui va changer sa façon de voir la vie.

EXPÉRIENCE COMMUNAUTAIRE

En 1979, elle prend son sac à dos et décide d'aller le plus loin possible. Ce sera l'Australie, où elle rejoint un lieu de femmes, *Travelling women*, réseau fondé après 1968 par des lesbiennes souhaitant construire une nouvelle société. La communauté se retrouve autour des valeurs du végétarisme, de l'écologie et en dehors de l'énergie destructrice masculine.

En 1980, elle s'installe au Danemark, avec *Kuindelandet*, un autre réseau de femmes. A son retour en France, en 1982, elle rejoint *Terre de femmes*, une communauté créée dans l'Aude par des femmes venues surtout d'Allemagne. Elle y est d'autant mieux reçue qu'elle est alors la seule française.

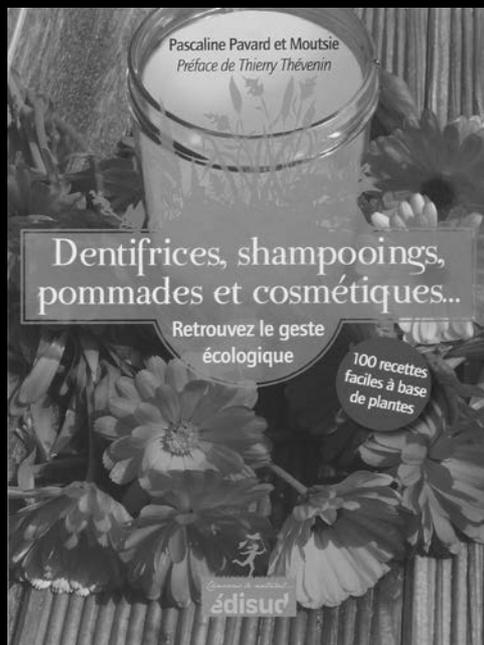
Au sein de la communauté, Moutsie développe son activité liée aux plantes sauvages : elle commence à préparer des repas et expérimente leurs usages médicaux et cosmétiques. Grâce aux ressources de la communauté, elle se forme à la mécanique et à la menuiserie. L'autonomie et la décroissance sont déjà à la base du mouvement. Neuf femmes vivent alors sur place toute l'année, une vingtaine, voire plus, à la belle saison. Le lieu est ouvert à toutes.

CUEILLEUSE DE PLANTES SAUVAGES

A cette époque naît le syndicat SIMPLES (2), qui regroupe les cueilleur-se-s de plantes sauvages, et un groupe local se crée près de chez Moutsie, à Esperanza. Elle devient alors cueilleuse professionnelle et bénéficie de l'aide d'une autre femme pour commercialiser des cosmétiques naturels.

(1) *Guide de l'anticonsommateur*, Dorothee Koechlin-Schwartz, Martine Grapas, éd. Guide pratique Seghers, 1976, 320 pages, réédité Livre de poche en 1978.

(2) Syndicat inter-massifs pour la production et l'économie des simples, 17, rue de la Liberté, 12100 Millau, tél : 05 65 62 44 41, www.syndicat-simples.org



Les livres de Moutsie

- Les Plantes sauvages comestibles, mode d'emploi, Utovie, 2003, 64 pp., 6 €
- L'Ortie, une amie qui vous veut du bien, Utovie, 2003, 56 pp., 6 €
- Les Plantes médicinales, mode d'emploi, Utovie, 2003, 48 pp., 6 €
- Manger bio, pourquoi ? comment ? Le guide du consommateur éco-responsable, avec Pascal Pavie, Edisud, 2008, 144 pp. 8 €
- Récolter de jeunes pousses des plantes sauvages comestibles, avec Gérard Ducerf, éd. du Terran, 2013, 304 pp. 24, 50 €
- Dentifrices, shampoings, pommades et cosmétique : retrouvez le geste écologique : 100 recettes faciles à base de plantes, avec Pascaline Pavard, Edisud, 2015, 160 pp. 19 €

Elle va ainsi faire sept ans de vente directe sur les marchés locaux. Elle trouve un emploi à mi-temps à la biocoop locale Floréal (3). L'expérience des marchés s'arrête après un contrôle qui exige une inscription au registre du commerce. Même si le syndicat SIMPLES a beaucoup fait pour la reconnaissance des usages des plantes, certaines pratiques restent interdites, particulièrement dans le domaine de la santé. Pour éviter d'autres contrôles punitifs, Moutsie préfère se tourner vers la transmission de son savoir car la demande est là ! Elle se forme grâce aux livres, à l'observation sur le terrain et à de multiples essais de fabrication (dentifrices, shampoing, pommades, sel aux herbes, etc.).

Après la rencontre d'un groupe d'agricultrices intéressées par ses savoirs, elle organise ses premiers stages au sein de la communauté. Ensuite, le bouche-à-oreille lui permet de développer cette activité.

L'ORTIE

Après une quinzaine d'années dans la communauté, elle s'installe à Bordeaux en 1998 pour suivre une formation d'animatrice en éducation populaire, option environnement. C'est un retour à la "société". Elle crée des jardins avec des enfants, en relation avec différentes associations. Un centre d'animation lui propose de l'embaucher, mais elle préfère créer sa propre association : ce sera L'Ortie.

Tout en maintenant ses formations habituelles, elle trouve auprès de la ville une occasion de diversifier ses activités : elle lance une étude des plantes de trottoirs puis participe à la lutte contre les pesticides.

Avec la plasticienne Laurence Cerciat, elle développe l'exposition "Jardins de trottoir", qui permet un autre regard sur les plantes sauvages en ville. Elle bénéficie alors d'une première

subvention. L'exposition rencontre un beau succès et est très demandée par les collectivités pour accompagner les débats sur les pesticides. Pour Moutsie, c'est la découverte du milieu des élus. Après plus de dix ans, l'exposition tourne encore.

En 2004, elle rencontre Gérard Ducerf. Ce paysan autodidacte, éleveur de vaches bio, s'est trouvé immobilisé à l'hôpital après un accident. Il a alors commencé à étudier la botanique et démontrera que les plantes sont des indicatrices précieuses de l'état du sol. Cette notion peut permettre de faire des diagnostics pour les agriculteurs. Tous deux autodidactes, ils s'entendent bien.

En 2006, Moutsie revient dans l'Aude. Mais, après avoir goûté au confort d'une maison, elle ne se sent plus capable de vivre dans une cabane et s'installe donc à proximité. Dans la communauté, la situation a évolué : il ne reste qu'une fondatrice. Beaucoup de femmes sont parties sans conflit, parce qu'elles se trouvaient trop coupées du monde.

Le retour dans l'Aude s'accompagne d'une baisse d'activité de l'association. Alors qu'à Bordeaux, Moutsie refusait du monde, elle a plus de mal à remplir ses stages de formation. En ville, elle avait une majorité de femmes. Dans l'Aude, une majorité de décroissants.

NATURE & PROGRÈS

Elle rencontre alors Pascal Pavie, apiculteur et viticulteur Nature & Progrès, militant de la Confédération paysanne, qui lui apporte une réflexion écologique sur les plantes. Par exemple, utiliser une plante, qu'est-ce que ça change pour la planète ? Cela la mène à prendre ses distances avec les huiles essentielles, dont le développement exponentiel pose maintenant des problèmes de surexploitation des plantes.

(3) Biocoop Floréal, 41, avenue Fabre-d'Eglantine, 11300 Limoux, tél : 04 68 31 33 40, <http://floreallimoux.free.fr/>



◀ Exposition
"Jardins de trottoir"

Pascal Pavie lui présente tout le petit monde qui tourne autour de Nature & Progrès. Nelly Pégault, rédactrice en chef de la revue de l'association (4), lui propose d'animer la chronique "Faites-le vous-même".

Elle s'investit chez Nature & Progrès Aude (5), qui regroupe beaucoup de consommateurs bio mais pas assez de paysans, ceux-ci n'ayant pas le temps de militer. Le groupe organise "L'Aude à la bio" le premier week-end d'août, participe au festival Alimenterre (6), à la semaine contre les pesticides (7), et organise des projections de films, des débats...

FRANÇOIS DE RAVIGNAN

Nature & Progrès a ses bureaux au sein de la Maison paysanne où elle a pour voisins la Confédération paysanne, l'ADEAR, Accueil paysan et Graines de paysans, une couveuse pour aider à l'installation.

François de Ravignan, alors membre de l'ADEAR, s'est beaucoup impliqué dans cette Maison paysanne. Ingénieur agronome, il habitait à Greffeil, et était l'ami de Moutsie, qui a participé avec lui à un voyage chez des paysans en Turquie (8).

Lors de l'enterrement de François de Ravignan, en juin 2011, ses proches décident d'organiser une rencontre dans le but de fonder un groupe de réflexion et de continuer à travailler sur ses valeurs : redonner place à la paysannerie dans les campagnes. Sa femme, Clotilde, a rejoint le groupe, et l'association des *Amis de François de Ravignan* (9) propose chaque année une rencontre sur un thème.

DES LIVRES

Quand Moutsie habitait à Bordeaux, Jean-Marc Carité, des éditions Utovie (10), lui a proposé

de publier un petit livre sur les plantes sauvages comestibles. Elle ne se sentait pas capable d'écrire, mais l'éditeur lui a offert son aide. Le premier ouvrage a été bien diffusé et d'autres ont suivi : *Plantes médicinales mode d'emploi, L'Ortie...*

Avec Pascal Pavie, elle écrit *Manger bio, pourquoi, comment* puis, avec Pascaline Pavard, un livre sur les cosmétiques : *Dentifrices, shampooing, pommades, cosmétiques, retrouvez le geste écologique*. Ce livre se différencie des traditionnels "faites-le vous-même" en insistant plus sur les effets politiques qui découlent du fait que l'on laisse certains produits de nécessité entre les mains du commerce classique. Et de rappeler que le premier produit de beauté, c'est l'alimentation : on peut éviter le recours à beaucoup de produits simplement en mangeant mieux !

Moutsie assure des formations sur les plantes bio-indicatrices auprès des paysans avec Guillaume Kédryna, paysan en Ariège.

Enfin, *Récolter les jeunes pousses des plantes sauvages comestibles*, son dernier ouvrage, fondé sur quinze ans d'observation et co-rédigé avec Gérard Ducerf, présente et décrit les confusions possibles, et explique comment les éviter (11). Elle anime également avec d'autres associations l'émission radiophonique "Le Mag de l'environnement", diffusée par trois stations locales.

Mais au fait, d'où vient le nom de Moutsie ? Lorsqu'elle vivait avec les *travelling women*, il était de tradition de se choisir un surnom symbolisant sa propre identité. Elle a pris ce nom lorsqu'elle est partie en Australie, à 22 ans. Elle n'en a pas changé depuis.

M. B. ■

■ *L'Ortie*, Moutsie, Lasserre-du-Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél : 04 68 20 36 09, <http://lortie.asso.fr>

(4) Nature & Progrès, 13, boulevard Louis-Blanc, 30100 Alès, tél : 04 66 91 21 94, voir *Silence* n° 375, pp. 21-23.

(5) Nature & Progrès Aude, Maison paysanne, 12, rue des Genêts, 11300 Limoux, tél : 04 68 20 94 75, <http://www.np11.org>

(6) Festival Alimenterre, en octobre et novembre, www.festival-alimenterre.org/

(7) Semaine contre les pesticides, dix derniers jours de mars, www.semaine-sans-pesticides.fr/

(8) François de Ravignan a publié *Carnet de voyage en Inde*, La Ligne d'Horizon, 2006 ; *Carnet de voyage en Pologne*, A plus d'un titre, 2007 ; *Rencontres paysannes turques*, Le Pédalo ivre, 2013.

(9) Amis de François de Ravignan, tél 04 68 20 36 09

(10) Editions d'Utovie, 402, route des Pyrénées, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93, www.utovie.com

(11) Gérard Ducerf : auteur de trois livres sur les plantes bio-indicatrices aux éditions Promonature www.promonature.com



◀ Cloître et terrasses

Marie Clément

Le Béguinage de Perpignan

Aujourd'hui, la retraite est souvent signe de solitude. Il est temps d'inventer de nouvelles formes de vie commune. Le Béguinage de Perpignan est une première expérience de vie autonome catholique dans un lieu collectif.

LE BÂTIMENT, UN COUVENANT DU 19^E SIÈCLE légèrement en retrait de la rue, après restauration, est à la fois sobre et contemporain. Une fois entrés, nous grimpons quelques marches, tournons et découvrons l'autre côté du bâtiment. Là s'ouvre un jardin dans un ancien cloître. Sur deux côtés et deux étages, face à une église et à un presbytère, des terrasses relient quatorze appartements. Ceux-ci comportent une ou deux chambres (T2 ou T3) avec un salon assez vaste équipé d'une cuisine américaine.

Yvette Lemaire, qui nous accueille, était auparavant directrice du sanctuaire Notre-Dame-du-Laus, dans les Hautes-Alpes. Elle a commencé à penser à un tel lieu collectif il y a une dizaine d'années, en voyant autour d'elle de nombreuses personnes âgées qui vivaient seules. Des femmes indépendantes, mais en mal de relations.

Elle s'inspire alors du principe des communautés religieuses pour penser un lieu laïc de personnes de foi catholique, où des séniors pourraient trouver une alternative à la maison de retraite. Contrairement à cette dernière, le lieu doit être géré de manière indépendante, c'est-à-dire sans animateur et avec le minimum d'encadrement. Il s'agit également d'avoir des surfaces privées assez restreintes pour limiter l'entretien et diminuer le coût du logement. Elle lance l'idée autour d'elle, fait des demandes aux diocèses pour bénéficier d'éventuels bâtiments disponibles.

En 2011, l'idée est présentée brièvement dans l'hebdomadaire *La Vie*, puis développée dans *Famille chrétienne*, *La Croix...* Cette médiatisation permet de multiplier les contacts. Contrairement aux projets multigénérationnels, l'idée est ici de n'avoir que des personnes qui ne travaillent plus, donc qui peuvent se retrouver en journée pour des réunions ou des activités.

RENCONTRE DÉCISIVE

Thierry Prédignac dirige à cette époque une entreprise de communication, à Perpignan, spécialisée dans la collecte de fonds pour les milieux religieux et associatifs. Il se pose la question du "bien vieillir" depuis un moment. Lorsque sa femme lui signale le projet vu dans un article, il prend contact avec Yvette. Thierry Prédignac propose alors d'investir lui-même dans un bâtiment qui sera ensuite loué à des retraités catholiques.

En 2012, il rachète le cloître Saint-François-d'Assise à l'évêché de Perpignan. Le bâtiment étant ancien, d'importants travaux sont engagés pour sa réhabilitation.

La médiatisation de l'initiative provoque des centaines de demandes. Alors que le premier béguinage s'ouvre à Perpignan, Thierry Prédignac décide de décliner cette méthode pour ouvrir d'autres lieux



Marie Clém's

← L'intérieur d'un appartement

dans d'autres villes au sein de *Vivre en Béguinage*, structure qu'il crée avec deux autres associés (voir encart).

Entre le lancement du projet, en 2011, et le 16 janvier 2014, date d'entrée dans les murs (1), le groupe fondateur est encore fluctuant. En octobre 2014, un appartement est dédié à un "régisseur", Laurent Charnin, qui a pour charge de veiller à l'entretien des bâtiments et d'assurer la liaison avec le propriétaire. Les autres appartements accueillent initialement surtout des femmes seules, mais également un homme veuf et un couple. Particularité : la plupart des personnes ne sont pas originaires de Perpignan ou de la région.

Pour être candidat à ce béguinage, il faut être croyant, choisir une vie fraternelle et avoir envie de rester autonome le plus longtemps possible.

La vie fraternelle consiste *a minima* à participer chaque semaine à une réunion commune où sont échangées les nouvelles, avec un temps de prière suivi d'un repas commun et, une fois par an, à une retraite d'une semaine dans un lieu religieux. Lors de la réunion sont évoquées les relations avec l'Eglise, les sorties proposées, l'aide au régisseur pour les petits travaux, pour l'entretien du jardin et d'un petit potager.

QUELQUES DIFFICULTÉS À SURMONTER

Tout le monde s'accorde à dire que, pour éviter la solitude, c'est réussi. Les habitants se croisent plusieurs fois dans la journée, le jardin est agréable, on s'invite les uns chez les autres...

Certains petits inconvénients peuvent prendre de l'importance : comme le terrain est en zone inondable, il a fallu rehausser le rez-de-chaussée d'environ un mètre... ce qui a conduit les architectes à mettre en demi-sous-sol la salle commune, la buanderie, les congélateurs et les caves. Un escalier abrupt donne sur une pièce

peu lumineuse. Il est déjà envisagé de construire une petite salle de réunions, vitrée au niveau du sol, qui réduira un peu l'un des jardins extérieurs. De même, si un monte-charge permet l'accès aux deux niveaux pour les personnes qui ont des difficultés avec les escaliers, les salles de bains ne sont pas accessibles aux chaises roulantes.

Le béguinage de Perpignan est à dix minutes à pied du centre-ville. Les contacts avec l'extérieur sont liés à des activités des personnes dans des associations catholiques, l'animation de la messe une fois par mois dans l'église voisine, et quelques activités à la maison diocésaine. Il y a également des rencontres par le biais d'activités culturelles et sportives. Les relations avec le voisinage sont limitées par un mode de vie un peu particulier (lenteur de l'âge). Pour mieux faire connaître le béguinage, une association des "Amis du béguinage" a été créée.

Certaines personnes reçoivent des soins, à domicile ou à l'extérieur. Pour le moment, c'est gérable, mais on imagine mal ce que cela peut devenir quand une personne se retrouve en situation de dépendance. Yvette Lemaire pense que la solidarité sera développée le plus longtemps possible, mais que le béguinage n'est pas prévu pour un encadrement médical : la limite serait donc l'hospitalisation. Pour le moment, l'expérience est trop récente pour avoir des réponses précises.

AMÉLIORATIONS EN COURS

Après presque deux ans de rodage, plusieurs personnes sont parties : l'une hésitait entre deux projets et a finalement choisi l'autre, une deuxième est partie pour raisons de santé, une troisième parce qu'elle souhaitait un projet plus communautaire...

Dany Sirguy, actuelle présidente de l'association des locataires, est originaire d'Arles. Elle habitait une grande maison, et elle a mis six mois

■ Béguinage de Perpignan, Le cloître Saint-François, 11, rue Paul-Fort, 66000 Perpignan.

■ Vivre en Béguinage, 2 boulevard Kennedy, 66100 Perpignan, tél : 04 11 81 61 20, www.vivre-en-beguinage.fr

Loyers

Actuellement, le prix est de 480 € pour un T2 de 40 m² et 580 € pour un T3 de 53 m², internet, téléphone et télévision compris.

(1) Le chantier a duré 17 mois. Il a notamment été ralenti par la découverte d'amiante dans l'ancien cloître.

➤
Dany
Sirguy

➤➤
Yvette
Lemaire



pour se décider à venir. Elle pensait que cette diminution de son habitat serait difficile, mais cela s'est avéré une simplification importante et plutôt agréable. Par contre, elle trouve difficile de s'ouvrir sur le quartier et de retisser des liens. Les relations se cantonnent trop aux résidents du béguinage. Elle a du mal à se faire à la ville... et au vent (et pourtant Arles, ce n'est déjà pas mal !). Elle est nostalgique de la Provence et serait sans doute partante pour rejoindre un béguinage s'il s'en ouvrait un dans sa région d'origine.

Autres béguinages en projet

Le béguinage a suscité beaucoup de curiosité : plus de 1500 personnes ont manifesté leur intérêt soit par courrier, soit en venant sur place. D'où l'idée de multiplier ce type de lieu.

Aujourd'hui, Thierry Predignac, Vincent Bel et Christophe Baiocco développent de nombreux projets au travers de "Vivre en béguinage".

A **Quimper**, un béguinage a été réalisé sur terrain nu en un temps record, grâce au procédé "ossature bois" : le village Saint-Corentin, rue de Terrenoire, 29000 Quimper.

A **Mulhouse**, un projet est en phase de démarrage au couvent des Pères rédemptoristes, à Ridesheim. A **Lourdes**, une communauté de religieuses a proposé la reprise de leur maison pour un béguinage au 37, rue de Bagnères.

D'autres groupes se sont mis en place à **Pau, Montauban, Albi, Lyon-Francheville, Chambéry, Ars-sur-Formans, Paray-le-Monial, Meaux, Paris, Thiais, Arras, Vannes...**

Les résidents actuels ont cherché à s'ouvrir davantage. Ils ont décidé, depuis septembre 2015, de louer un appartement en colocation à deux étudiantes. Celles-ci s'engagent à assister aux repas communs hebdomadaires.

Un autre appartement est transformé en "gîte" : il doit permettre à des candidats de venir passer quelque temps sur place avant de se décider ; il permet également à des résidents de recevoir de la famille.

Sur les onze autres appartements, il en restait deux de libre à notre passage. Yvette nous dit que la priorité est de faire venir des retraités "jeunes". Quand on lui demande ce qu'elle entend par jeune, elle dit "moins de 75 ans". Tout est relatif ! Actuellement, les locataires ont entre 68 et 88 ans. Beaucoup de visiteurs se disent intéressés "pour plus tard"... mais le projet ne peut fonctionner que s'il attire suffisamment de personnes vaillantes.

Yvette, la plus jeune, fait pas mal de déplacements pour expliquer comment cela fonctionne et pour rencontrer des projets en cours de constitution. Certains visent le même fonctionnement qu'à Perpignan, d'autres réfléchissent à plus de mélange intergénérationnel, plus de différences au niveau des religions...

Thierry Prédignac et ses associés ont dans l'idée d'arriver à mettre en place une fédération de béguinages quand la situation aura un peu évolué.

M. B. ■



▲ Au temps de la lutte...

▲ Ligne de production aujourd'hui...

La Belle Aude : glaces et coopérative

A Carcassonne, après avoir connu la dérive industrielle et la reprise en main par un fonds de placement, une fabrique de glaces a été rachetée par une partie de ses salariés et continue sous forme de coopérative.

EN 1973, UNE COOPÉRATIVE LAITIÈRE DE LA région décide de diversifier ses débouchés en créant une usine de fabrication de glaces. Au fil du temps, l'usine grossit et fait des choix de plus en plus discutables : lait en poudre au lieu de lait frais, arômes artificiels au lieu de fruits, gonflage à l'air pour gagner en volume. L'usine fait l'objet de plusieurs reventes jusqu'à tomber entre les mains d'une multinationale anglo-allemande financée par un fonds d'investissement états-unien en 2011. Celle-ci brade alors les services les uns après les autres et annonce la fermeture du site en juillet 2012... La production est bénéficiaire, mais pas assez rémunératrice pour les actionnaires. Cent vingt-quatre salariés sont alors licenciés.

Tout doucement, un projet de société coopérative de production (SCOP) mûrit ; 19 sociétaires y investissent chacun 5000 € et 45 % de leurs droits au chômage. Des négociations s'engagent : l'agglomération de Carcassonne rachète une partie des locaux. Outre les indemnités de licenciement, la SCOP obtient de conserver quelques machines, ainsi que 815 000 € d'aide de l'ancienne entreprise pour faciliter la formation et les investissements. Aucun cadre ne reste sur place : ce sont 19 ouvriers qui doivent s'auto-organiser.

RETOUR AU LOCAL ET À LA QUALITÉ

Il décident de recentrer la production : ce seront maintenant des glaces artisanales haut de gamme, cherchant à valoriser le local (en lien avec une coopérative du département pour les fruits, une entreprise locale pour le conditionnement), la qualité (sans arômes artificiels, sans colorants, mais toutefois pas bio) et l'originalité. De 2800 pots à l'heure avant 2012, la production reprend avec seulement un objectif de 600 pots à l'heure. La SCOP, nommée La Fabrique du Sud, lance une nouvelle marque : La Belle Aude.

L'Union régionale des SCOP a aidé pour la formation et finalement les ouvriers ont réussi à réaliser toutes les tâches nécessaires sans avoir à embaucher à l'extérieur. Cela a de nombreux avantages : ils ont redéfini les rythmes de travail, choisi eux-mêmes les parfums diffusés... Christophe Barbier, aujourd'hui commercial, conclut que si parfois cela a été lourd à gérer, c'est une aventure humaine très enrichissante.

M. B. ■

■ La Belle Aude, 5, rue Edouard-Branly, Z. I. La Bouriette, 11000 Carcassonne, tél : 04 68 10 18 94, www.labelleau.de.com

■ La Belle Aude, l'aventure d'une coopérative, Yannick Amossé, Le Temps des cerises, 2015.



►
Danielle Batard
calibrant les figues



Marie Clemès

Les figues bio de Baho

En ce matin d'août, nous sommes en pleine récolte des figues. Danielle Batard nous reçoit dans son verger où, tout en répondant à nos questions, elle trie, calibre et emballe la récolte de la matinée.

DANIELLE BATARD A OCCUPÉ UN POSTE de gestion administrative dans l'Education nationale à Nantes, dont elle est originaire. Même si son travail à la faculté était vivant, elle avait un rêve : devenir paysanne et cultiver des arbres fruitiers. Elle découvre un fruit oublié avec une niche commerciale intéressante : la figue. Une documentation complète sur la figue lui est offerte par un universitaire

bordelais passionné par ce fruit. La lecture de ces documents la conforte dans son choix.

En 1998, à 47 ans, elle suit une formation agricole au centre de formation professionnelle pour adultes de Moissac pour se reconverter. Elle trouve un stage dans la région

de Perpignan et, malgré le vent, c'est le coup de cœur. Mais s'installer est particulièrement difficile. Elle découvre la jungle administrative agricole, constate que la SAFER ne lui propose que des terrains qui ne conviennent pas. C'est finalement en passant une annonce dans la presse agricole locale qu'elle rencontre

un agriculteur qui lui vend un verger de figuiers, à l'écart de la pollution des routes, et, aujourd'hui, près d'une ferme éolienne. Elle emprunte et se lance dans l'aventure avec 3, 4 ha de terrain. Handicap initial : le verger était conventionnel et elle devra se passer du label bio pendant les trois premières années, le temps de la reconversion.

RECHERCHE D'UN CRÉNEAU COMMERCIAL

Tout de suite, Danielle pense à la transformation pour s'ouvrir un marché original. Elle crée une gamme

La violette de Soliès

Les arbres fruitiers de son verger étaient de la variété "violette de Soliès". C'est sous ce nom que Danielle a longuement commercialisé sa production. Mais, en juin 2006, les communes autour de Soliès (dans le Var) ont obtenu la création d'une appellation d'origine contrôlée (AOC) qui limite géographiquement l'usage de ce nom... Il a donc fallu se rabattre sur le nom général de la variété : "bourjassotte noire" !

Faucheuse volontaire

Malgré un travail souvent envahissant, Danielle a longtemps réussi à garder le temps de militer pour de nombreuses causes. Elle a notamment animé localement le collectif anti-OGM et participé aux campagnes de désobéissance des faucheurs volontaires. Elle a même été condamnée en justice pour ses actions. Aujourd'hui, elle "laisse la place aux jeunes", se concentrant plus sur sa vie personnelle. A ce jour, elle participe à la création d'un habitat participatif, un autre de ses rêves !



Marie Clem's

de produits : des confitures, dont une aux noix, de la purée, de la compote, du nectar, de la moutarde, du chutney, des figues mi-confites... Elle invente le fig'aigre, une préparation vinaigrée à la figue. Elle vend sur quelques salons bio. Elle met en place des dégustations-ventes dans les magasins bio de la région, en Bretagne, en région parisienne et en Alsace. Elle se crée ainsi progressivement une clientèle, mais continue à avoir du mal à tout gérer : culture, récolte, transformation, ventes et gestion.

La période difficile s'achève avec le remboursement des emprunts. Dès lors, Danielle peut vivre plus confortablement de son activité.

En 2012, elle se pose la question de la retraite. Elle envisage de vendre son activité. Aude Sabourault, qui commercialise déjà ses produits au sein de sa propre activité de vente de produits de terroirs, s'intéresse à une reprise de la partie transformation des figues. Elles se mettent d'accord pour travailler de manière complémentaire. Avec deux amis, Aude crée une société coopérative de production (SCOP). Danielle ne conserve que la culture des figuiers, la SCOP s'occupe de la transformation et de la commercialisation. Elle leur cède la marque, les recettes, le site internet et le fichier clientèle.

RETRAITE ACTIVE

Pour bénéficier de sa retraite agricole, Danielle ne doit conserver qu'une surface de verger de 1,4 ha. Elle vend donc 2 ha à l'automne 2015. Pour elle, la situation est maintenant idéale : elle se concentre sur l'amélioration de son verger, la partie qui la passionne, et trie sa production : les figues les plus belles partent à la vente dans une

centrale d'achat bio de Perpignan, les les moins belles sont transformées par la SCOP.

Lorsque Danielle fait le bilan des dix-sept dernières années, elle conclut en souriant : "J'en ai bavé, mais je me suis régalée !". Elle a eu l'occasion d'apprendre énormément de choses concernant la commercialisation, la comptabilité, la transformation, le suivi d'un verger... et de rencontrer des personnes passionnées. Elle conseille à ceux et celles qui, comme elle, ont des rêves, de ne pas hésiter à en réaliser quelques-uns !

Pendant l'entretien, Danielle a trié ses 100 kilos de récolte de la journée ; il est temps d'aller se mettre à l'ombre !

M. B. ■

Terroir catalan

A lors que, par un travail acharné, Danielle arrivait à vivre avec l'ensemble, la SCOP n'a malheureusement pas réussi à se développer suffisamment, et deux des associées ont arrêté leur activité. Aude, qui gère maintenant le transformation et la vente avec l'aide de sa mère, a dû chercher d'autres producteurs pour augmenter son volume. Elle arrive à s'en tirer avec une boutique à Elne ouverte pendant l'été, des produits placés en dépôts dans les magasins des campings sur le bord de mer, et en fournissant une centaine de points de vente dans toute la France.

■ Viv'les figues, Terroir catalan, 41, boulevard d'Archimède, 66200 Elne, tél : 04 34 12 35 39 ou 06 61 73 06 13, www.viv-les-figues.com

■ Danielle Batard, 19, rue de la Coutibe, 66540 Baho, tél : 06 10 18 63 21, danielle.batard@gmail.com

Les produits Viv'les figues

- Purée (pur fruit, sans sucre ajouté)
- Confitures (dont une aux noix)
- Compotes sans graines (parfait pour les personnes ayant des problèmes d'intestins !)
- Nectar (délicieux jus de fruit)
- Moutarde à la figue (en lien avec une petite usine de moutarde)
- Chutney (avec piment, oignons, raisin sec, vinaigre de cidre, le tout en bio)
- Figs au sirop (problèmes de lourdeur des bouches donc arrêté)
- Figs mi-confites
- Fig'aigre (gros succès dès la première année au salon Marjolaine à Paris, avec stock de 200 bouteilles épuisées dès le 3^e jour)

➤ Marché bio et naturel qui se tient de juin à octobre, chaque vendredi, sur la place du village



Maya Lesné

Tordères, joies et peines de la démocratie participative

Depuis les élections municipales de 2008, la commune de Tordères, 180 habitants, essaie de fonctionner en démocratie participative. Une expérience qui se poursuit avec un deuxième mandat.

TORDÈRES SE TROUVE À UNE VINGTAINE de kilomètres au sud de Perpignan, légèrement en dehors des axes de circulation vers l'Espagne, à l'orée d'une forêt de chênes-lièges, entre plaine et montagne. Après un exode rural important jusque dans les années 1960, le village a connu un renouveau démographique, surtout dans les années 1990, avec l'installation de plus en plus de personnes dont beaucoup font la navette pour aller travailler en ville.

En 2008, une réunion publique est organisée par des habitants. C'est l'occasion d'une remise en cause des pouvoirs communaux. La nouvelle équipe municipale est constituée de citoyens lambda, plutôt jeunes, dont la plupart n'ont jamais été élus. Parmi eux, des artisans, des agriculteurs, des infirmiers, etc., mais aussi des chômeurs. La parité homme-femme y est parfaitement respectée. Maya Lesné, enfant de la balle et enfant du pays, est désignée maire, mais elle partagera pleinement ses fonctions avec les deux maires adjoints, Dominique Maurice et Gilbert Fantin (une femme et un homme).

TOUS LES HABITANTS DÉCIDENT, MÊME LES PLUS JEUNES

Le premier souci de cette équipe est de développer des démarches de concertation et de consultation en organisant des commissions extramunicipales

(ouvertes à tous, sans condition d'âge — près d'un quart de la population a moins de 18 ans et doit pouvoir prendre la parole), afin de prendre en compte l'avis de la population sur la plupart des projets de la commune.

Entre 2008 et 2014, les habitants sont conviés à plus de trente réunions publiques, tant en matière de travaux et de patrimoine qu'en matière d'environnement, d'affaires sociales, d'urbanisme et de finances. Certaines commissions connaissent un grand succès (jusqu'à 40 participants, comme la commission sur l'urbanisme et celle sur l'agroenvironnement), d'autres réunissent moins (moins de dix personnes pour celle des finances), et d'autres encore sont modestes mais très régulières (comme la commission des travaux).

Pour l'équipe municipale actuelle, "le succès de l'expérience prouve que, quoi que puissent en dire de nombreux législateurs, les communes, si petites soient-elles, doivent pouvoir continuer à exister car elles sont le lieu privilégié d'une démocratie de proximité".

Les permanences en mairie, deux fois par semaine, se font toujours à trois. Le conseil municipal, ouvert au public, se réunit en moyenne sept fois par an. Un bulletin municipal assez dense paraît chaque trimestre. Ce dispositif a été complété par la mise en place d'un site et d'un blog communaux, où chacun peut également déposer ses remarques, et qui remportent un grand succès.



Laurent Vignour

◀ Petit Carnaval du Soleil (autoproclamé "plus petit carnaval du monde!") que l'association "Torderes en Fête" organise chaque année avec les enfants et les ados du village

Démographie

En 1846, la commune compte 144 habitants. Ils ne sont plus que 60 en 1968, 75 en 1990... pour remonter à 175 en 2008, chiffre resté inchangé aujourd'hui.

PROTÉGER LES ZONES AGRICOLES

La commune se heurte à différents problèmes (sécheresse, risque incendie, etc.) mais le plus difficile à gérer est la pression foncière qui va croissant avec les années. Régulièrement, des promoteurs et autres spécialistes de l'urbanisme viennent rencontrer les élus pour proposer des projets en zone agricole ou naturelle, parfois même en pleine forêt, au cœur d'un territoire sauvage à haut risque d'incendie.

Les refus de la nouvelle municipalité entraînent des recours au tribunal administratif. C'est dans ce contexte très particulier que la commission dédiée à l'urbanisme se réunit, en 2011. Sur 40 participants, 38 demandent que la campagne alentour soit protégée. Le règlement du plan d'occupation des sols est alors révisé pour rendre plus difficile l'urbanisation des terres agricoles. Cela n'est pas du goût d'une poignée de propriétaires terriens, qui s'élèvent vivement contre cette décision et cherchent à imposer leurs volontés dans les réunions des commissions extramunicipales.

Lors des municipales de 2014, deux listes s'affrontent : celle de l'équipe en place (partiellement renouvelée), qui se représente avec la volonté de refuser le bétonnage et de freiner l'urbanisation, et celle des propriétaires terriens qui défendent l'idée contraire. Cette dernière obtient moins de 20% des suffrages (1).

Le conseil municipal a aussi pour rôle de faire la liaison avec la communauté de communes et le département. Et là, ce n'est pas facile car les réunions ne sont pas ouvertes et de nombreuses décisions se prennent en amont, de manière officieuse. Il y a toutefois une forte implantation de gauche, encore issue de la Résistance, qui fait que

les mairies voisines sont capables de se mobiliser, notamment contre des décisions préfectorales (2).

En 2012, la commune a lancé une réflexion face à un projet d'éoliennes dans la communauté de communes, présenté par Suez et Areva hors de toute considération citoyenne. L'abandon du projet a été obtenu, non par opposition aux énergies renouvelables, mais à cause du manque de participation citoyenne. En 2014, un projet de photovoltaïques en plein champ a également été repoussé car il ne respectait pas la classification du terrain en terre agricole.

MOINS PARTICIPATIF ?

Depuis la réélection de 2014, les commissions s'essouffent. Est-ce l'effet d'une lassitude ou la marque d'une (trop) grande confiance dans les élus municipaux ? Est-ce le sentiment que tout se joue ailleurs, en communauté de communes ou en conseil départemental, et que la voix des administrés et des "petits" élus ne pèse pas assez lourd dans la balance ? Une chose est certaine : une fois passée l'euphorie des premières années, les participants se font plus rares et il faut régulièrement les remotiver. Selon Maya Lesné, "l'exercice de la démocratie, c'est du temps pris sur le quotidien, de longues soirées de débats, parfois des prises de bec, un patient travail de fond, un patient travail de chaque jour. Ce peut être tout aussi bien jubilatoire que décourageant. Il faut en accepter les flux et les reflux, les périodes de grande créativité et les périodes d'abattement, et réinventer régulièrement de nouvelles façons de stimuler la participation citoyenne".

M. B. ■

- <http://torderes.jimdo.com/>
- <http://torderes.unblog.fr/>

Élections

La commune est bien ancrée à gauche : au premier tour des élections départementales du 22 mars 2015, le binôme Union de la gauche a recueilli 50 voix (63,3 %, contre 33,7 % dans l'ensemble du canton), le binôme EELV 13 voix (16,5 %, contre 8,3 %), le binôme FN 13 voix (16,5 %, contre 30,9 %) et le binôme UMP 3 voix (3,8 %, contre 27 %).

(1) Lors de notre passage, la circulaire de la préfecture, en date du 13 juillet 2015, affichée à l'entrée de la mairie, rappelait que depuis 2009, "être agriculteur ne donne pas le droit de construire en zone agricole. Seule la 'nécessité' à l'exploitation agricole dûment justifiée peut permettre, par dérogation, de construire en zone agricole".

(2) Une cinquantaine de communes ont ainsi mis en place un collectif pour exiger que, si l'Etat impose un plan de prévention des risques incendie, il apporte aussi les moyens financiers pour le mettre en œuvre.

Alternatives en Aude et Pyrénées-Orientales

L'Assoc'Épicée, un lieu d'alternatives autogéré



L'Assoc'Épicée (Échange et Partage d'Initiatives Collectives pour s'Évader et s'entraider) est un lieu de tous les possibles avec comme maître mot "l'alternative" : écologique, économique, sociale... Un petit laboratoire d'alternatives, un lieu d'émergence de projets, d'échanges et d'entraide, où la consommation est détrônée par le partage, où l'utopie devient réalité.

Après quelques soirées de soutien au projet et actions militantes (pétition contre l'arrêt anti-mendicité, infos autour de la SCOP La Fabrique du Sud...), l'Assoc'Épicée investit un local à proximité du centre de Narbonne et en bordure du canal de la Robine en janvier 2015.

Ce local d'une cinquantaine de mètres carrés offre une pièce de vie commune avec une bibliothèque, une grainothèque, des infos, une caisse de solidarité aux migrant-e-s, un espace de gratuité ; un petit café associatif où, pour chaque boisson consommée, quelques pièces servent à payer le loyer ; des toilettes sèches sont dans la cour.

Sont en place un atelier « jeu de go » et un atelier « bien-être en mouvements » chaque semaine depuis plusieurs mois. Mensuellement, un espace de parole non-mixte femme, une permanence du Planning Familial (tous les 4es mardis du mois) ainsi qu'un apéro-langue.

D'autres rendez-vous réguliers se mettent en place au fur et à mesure des nouvelles implications.

• **L'Assoc'Épicée**, 2 quai de Lorraine, 11100 Narbonne, lassocepicee@gmail.com, www.lassocepicee.com, mardi de 18h à 20h, mercredi de 10h à 12h et de 18h à 20h, vendredi de 18h à 20h, dimanche de 12h à 14h (repas partagé).

Écoles en langues régionales

La fédération des écoles laïques Calandretas, qui enseignent en occitan, regroupe 1800 élèves en Languedoc, répartis dans 23 écoles et un collège dans l'Aude. En Pyrénées-Orientales, ce sont les écoles laïques La Bressola qui enseignent le catalan.

• **Fédération départementale de la Calandretas d'Aude**, impasse Robert-Lafont, 11100 Narbonne, federationaudoisecalandretas@wanadoo.fr, <http://www.bressola.cat>

Le fort de la Galline

L'association Le Fort de la Galline s'est constituée en décembre 2013 et a passé un bail emphytéotique de 50 ans avec la commune de Port-Vendres pour l'utilisation et la restauration du fort de la Galline abandonné dans les années 1950. Ce qui est visé est un lieu écologique, citoyen, autonome, solidaire et artistique, avec un "laboratoire" autour du vin, un restaurant "slow food", un espace de détente et des gîtes de création pour accueillir des artistes en résidence, enfin des salles de spectacles et une cour pour accueillir des spectacles. Des spectacles s'y sont déroulés pendant l'été 2015. Ouverture du slow-food prévu pour l'été 2016.

• **Le fort de la Galline**, association La Gallina, 66660 Port-Vendres, tél : 06 63 82 29 68, <http://lefortdelagalline.blogspot.fr>.

Les Echausses

Ce projet d'habitat groupé a été lancé en 2008 (580 m² habitables). 8 adultes et 5 enfants y vivent à partir de 2012. Il est associé à un projet de productions de fruits et légumes bios vendus en paniers sur 7 hectares. Les terres ont été achetées par Terres de Liens. Ils ont fait le choix

de la traction animale. Un reportage a été fait en février 2012, voir Silence n°398.

• **Les Echausses**, Le Chalet, 11300 Limoux, www.terredeliens.org/echausses

Le chant du pissenlit

Sur le plateau de Sault, à 1000 m d'altitude, achat avec l'aide de Terre de Liens d'une trentaine d'hectares avec création d'un centre de formation en biodynamie, élevage ovin, bovin, caprin, maraîchage, plantes aromatiques, arboriculture, fromage, pain, éducation à l'environnement, éco-construction, accueil de publics différents, aides aux projets d'installations agricoles.

• **Le chant du pissenlit**, La Bouvrière, 11140 Galinagues, tél : 04 68 20 90 82, lechantdupissenlit@orange.fr, www.lechantdupissenlit.org.

Monnaies locales

Une monnaie locale a vu le jour sur le grand Narbonne (39 communes) en juillet 2014 : le CERS (voir <https://justechanges11.wordpress.com>). Une autre, La Cassole, est en discussion depuis 2012 autour de Castelnaudary (linoustephane@gmail.com), une autre le Soudaqui dans les Pyrénées-Orientales (contact@monnaielocale66.fr, <http://soudaqui.cat/wordpress/>).

Catalogne Energies renouvelables

Catalogne Energies renouvelables (abrégé en CatEnR, prononcer "caténaire") a d'abord été une association étudiante à Perpignan avant de se transformer en décembre 2014 en société coopérative d'intérêt collectif. Elle regroupe 60 sociétaires dont 1 collectivité, 2 associations (dont Attac), 1 entreprise et 55 citoyens. Son premier chantier a été l'installation d'une petite éolienne au fort de la Galline, à Port-Vendres. Puis un pom-

page photovoltaïque à Lllupia, en juillet 2015, puis une centrale photovoltaïque de 60 m² sur le toit d'un local professionnel d'un paysan-boulangier MoliSol à Elne, en septembre 2015. La SCIC s'est fixée comme objectif une démarche Négawatt, c'est-à-dire que pour 1 kWh produit, elle cherche à en économiser 2. Elle va donc développer aussi des projets d'isolation, de sobriété.

• **SCIC CatEnR**, 26, rue de l'Avenir, 66000 Perpignan, tél : 06 31 49 27 73, contact@catenr.org, <http://catenr.e-monsite.com/>

Replantons le canal du Midi

Les 42 000 platanes, théoriquement protégés par le classement Unesco du canal du midi, sont menacés d'abattage du fait de la propagation d'un parasite, le chancre doré. 13 000 ont déjà fait l'objet d'abattage et la maladie partie de la Méditerranée atteint maintenant Toulouse. Le remplacement des arbres devrait coûter 200 millions d'euros, un tiers financé par l'Etat et les collectivités publiques, un tiers par les Voies navigables de France et le reste par du mécénat et des souscriptions

• www.replantonslecanaldumidi.fr

Parc solaire d'Ortaffa

Ortaffa, 1270 habitants, est une commune au centre du triangle Perpignan - Argelès-sur-Mer - Le Boulou. Elle se présente comme une commune 100 % autonome en énergies renouvelables : 300 000 panneaux solaires couvrent 68 hectares pour 25 MW de puissance maximale. Cela permet de couvrir 30 % des besoins en électricité des 15 000 habitants de la Communauté de communes des Albères et de la Côte vermeille. Le terrain couvert n'est pas perdu pour l'agriculture : il est occupé par des ruches et des troupeaux de brebis.

AddicTerra

AddicTerra est une association qui travaille sur les Pyrénées-Orientales avec comme objectif d'aider à co-construire des projets autour des questions d'environnement, d'alimentation, d'énergie, d'agriculture... Elle propose une cartographie participative pour repérer les ressources du territoire, elle anime des formations en agro-écologie, elle fournit des audits pour tout ce qui relève du domaine énergétique, des paysages, etc. Elle collabore à des projets avec Terre de Liens, Colibri, etc. Elle cherche à recenser les espaces en friche pour y développer des jardins collectifs, des zones de compostage...

• **AddicTerra**, 26, rue de l'Avenir, 66000 Perpignan, <http://addicterra.e-monsite.com>

Collectif Anonyme

Le collectif anonyme est un regroupement de vignerons bios mêlant savoir-faire traditionnel et permaculture, utilisant de vieilles vignes, pour obtenir des vins de qualité à prix abordable. Le collectif essaie d'introduire dans sa démarche le féminisme, l'anti-racisme, l'anti-fascisme, les économies d'énergies, la recherche du "zéro déchet". Les vins sont ainsi pressés aux pieds.

• **GIE collectif Anonyme**, 10, rue Henri-Dunant, 66660 Port-Vendres, tél : 06 71 04 22 11 ou 06 47 21 66 07, <http://www.collectif-anonyme.org>.



Et également

» Agriculture biologique

♦ **www.bio-aude.com** : tous les contacts des 570 producteurs bio du département.

♦ **Jardin de la Haute vallée de l'Aude**, ZA Pastabrac, 11190 Couiza, tél : 04 68 74 14 74, <http://coop-jhv.org>. Depuis 1993, coopérative pour la transformation de jus, confiture, avec pasteurisation et embouteillage. 2000 litres de jus de pommes par jour possible.

♦ **Domaine de Thuronis**, 11240 Alaigne, tél : 04 68 69 03 39. 23 hectares de champs et de bois, une maison, deux gîtes, 10 hectares de vignes, une cave de vinification... Achat par Terre de liens en 2010 pour installation d'un jeune viticulteur, Alexandre Coulange. Puis en 2015, arrivée de Alexandra et Didier Gainon comme paysans-boulangers.

♦ **L'Amaranthe**, 17, place de la République, 11260 Espéranza. Magasin bio autogérée par les adhérents et bénévoles.

♦ **Biocoop Pais'en Bio**, 114, avenue Monseigneur de Langlé, 11400 Castelnaudary, tél : 04 68 23 81 68. Magasin bio qui a la particularité d'être une Scic paysanne (des producteurs sont à l'origine de cette Biocoop)

♦ **Alterbio**, 3, rue Levassasseur, 66000 Perpignan, tél : 04 68 68 38 28, www.alterbio.com. Structure de 28 salariés qui assure le conditionnement et la distribution de la production dans toute la France (65 %) et à l'étranger.

♦ **Le chant des vignes**, 2, place de la Mairie, 66720 Bêlasta, www.lechantdesvignes.fr bar épicerie et petite restauration en local et bio.

♦ **Sud et Bio**, www.sud-et-bio.com. Association qui regroupe 1200 producteurs bios de la région.

♦ **Aux Folies Vergères**, Morgane Guillaoutou, auxfoliesvergeres@gmail.com, tél : 07 82 04 98 28, <http://auxfoliesvergeres.wordpress.com/> Atelier jus de légumes et/ou fruits en pédalant.

» Artisanat

♦ **Koshi**, 1, avenue de Madrid, 66270 Le Soler, tél : 04 11 64 53 33, <http://koshi.fr>. De fabrication locale, réalise des carillons à partir de "tube de résonnance" réalisée en fines couches de bambou.

♦ **Affabulles**, Fabienne Hourtal, 7, impasse du Presbytère, 11700 Castelnaud-d'Aude, tél : 09 54 29 53 53, www.soma-logos-psyche.fr Atelier de fabrication de savon.

♦ **Abies Lagrimus**, Apies Lagrimus, lieu-dit La Bastide, 66360 Olette-Evol, tél : 04 68 22 60 85, www.abieslagrimus.com. A partir des pignes, des bourgeons, des branches et des cônes de pin, il était de tradition dans les Pyrénées de produire différentes recettes pour le plaisir ou pour des usages médicaux. La pratique a été peu à peu abandonnée. En 2013, Claude Sarda et Michel Bayloq décident de relancer la production de ces produits. La société Abies Lagrimus (larmes de pin) commercialise du sirop anti-toux, un sirop mixte avec de la propolis, des bonbons, une crème balsamique pour mettre dans la salade, une confiture de lait au sirop de sapin, un parfum, des bougies végétales, des caramels...

» Végétarisme

♦ **L'Amandier**, 104, rue de Verdun, 11000 Carcassonne, tél : 04 34 58 95 89, restaurant 100 % bio Nature & Progrès. Plats végétariens, végétans, sans gluten.

♦ **Les Mille poètes**, 2 bis, avenue Elie-Sernet, 11100 Narbonne, tél : 04 68 65 15 87, <http://testmillepoetes.unblog.fr>. Pizzeria et crêperie avec farine bio. Dessert en saison à partir de leur potager bio.

♦ **La cantine de Robert**, 39, rue Coste Reboulh, 11000 Carcassonne, tél : 04 68 47 37 80, www.restaurantrobertrodriquez.com. Plats végétariens, vins biodynamiques.

♦ **Le comptoir vert**, 1, chemin de Halage, 11120 Le Somail, tél : 04 68 46 01 61, <http://comptoirvert.free.fr>. Depuis 2001, au bord du Canal du midi, restaurant bio et végétarien.

♦ **K Fée tartines**, 12, place Rouget-de-l'Isle, 11260 Espéranza, tél : 06 81 03 02 87.

♦ **La Goûtine**, 10, rue de la Goûtine, 11300 Limoux, tél : 04 68, 74 34 07. Restaurant bio et végan.

♦ **L'après-ski**, 47, promenade de la Côte Vermeille, 66140 Canet-plage. Burger, frites et pizza bio et végétarien.

♦ **Bio deux anges**, 39, rue des Augustins, 66000 Perpignan, tél : 04 68 08 78 32, www.biodeuxanges.com. Restaurant végan, bio et local.

♦ **Crêperie du théâtre**, 12, rue du Théâtre, 66000 Perpignan, tél : 04 68 34 29 06, www.crepierie-du-theatre.fr. Bio, local et végétarien.

Earl Lait co-pain

En 2008, 7 personnes s'installent en collectif sur une ferme de 63 ha (34,5 ha de prairies temporaires, 3,7 ha de blé tendre, 21,1 ha de landes et parcours dont 15 ha de forêt) avec un petit troupeau de bovins laitiers, de race Brune des Alpes (19 unités) et une trentaine de chèvres de race Pyrénéenne. Une jument percheronne assure la traction animale pour cultiver des légumes de plein champ. Il y a quelques cochons pour recycler le petit lait et un petit élevage de poules pondeuses.

La farine produite sur place sert à produire du pain. Des fromages de chèvre et de vache, des yaourts, des tommes complètent les produits vendus le plus localement possible (marchés et Biocoop).

Une association indépendante permet l'accueil sur place d'enfants handicapés (autistes).

• **Lait Co Pain, Borde Mounoy 11400 Labécède-Lauragais. tél : 04 68 23 01 19 ou 06 65 36 16 50.**



♦ **Peace'n love**, 40, rue de la Fusterie, 66000 Perpignan, tél : 06 08 33 67 84. Végétarien partiellement bio.

♦ **Saveurs nature**, 7, rue Paul-Massot, 66000 Perpignan, tél : 04 68 52 07 81, www.albilislesurtampo.com. Restaurant bio et végétarien.

♦ **Vegefood**, 6, rue Paul-Courty, 66000 Perpignan, tél : 06 95 30 00 66, www.legumesetcereales.net. Fast food vegan + salon de thé.

♦ **La Carbassa boja**, 29, avenue Jean-Jaurès, 66170 Millas, tél : 04 68 38 56 42, <http://lacarbassaboja.pagesperso-orange.fr>. Restaurant végétarien et essentiellement bio, spécialisé dans les fruits et légumes anciens.

» Culture

♦ **11 bouge ! 75**, rue Edouard-Branly, zone industrielle Bouriette, 11000 Carcassonne, tél : 06 32 99 75 73, www.11bouge.com Association d'éducation populaire autour des musiques actuelles et des cultures urbaines.

♦ **Rambalh Films**, rue Fritz-Lauer, ZAE Lannolier, 11000 Carcassonne, tél : 04 68 25 04 25, <http://rambalh.film.over-blog.com>. Diffusion de films documentaires : société, travail, femmes, éducation, environnement, cultures, arts, etc.

♦ **Les Amis du Cinoche**, 64, rue du 4-Septembre, 11000 Carcassonne, tél : 04 68 25 48 94, <http://lesamisducinoche.org/> Association qui a vu le jour en 1987 pour défendre une salle art et essai menacée. Celle-ci ayant fermé en 1989, l'association s'est déplacée sur le cinéma Cap-Cinéma colisée où elle anime la programmation art et essai.

♦ **Le Champ des possibles**, 8, place du Commerce, 11130 Sigean, tél : 09 50 07 56 21, <https://cafedespossibles.wordpress.com/> Ce café écocitoyen a vu le jour en 2014 à l'initiative du collectif paysan des Jardins de la Fount. Il fait la promotion des concepts d'écologie, d'alimentation saine, de circuits courts, d'éco-citoyenneté, etc.

♦ **La Claranda**, 1, route d'Arques, 11190 Serres, tél : 04 68 74 38 05, www.laclaranda.eu. En occitan, la claranda est "l'éclaircie", c'est un café culturel associatif qui fonctionne depuis 2009, c'est également une association qui aide au développement d'initiatives dans le pays de Couiza et la haute-vallée de l'Aude.

♦ **Festival Rebrousse poil**, association Nature et Humour, Cathie Masson, hameau de Réqui, 11220 Montlaur, tél : 06 13 08 65 41, <http://rebroussepoil.jimdo.com>. Festival ayant vu le jour en 2009, qui se déroule en plein air, pendant deux jours à Montlaur.

♦ **Sentier sculptural de Mayronnes**, Herésies, Ferme de Carrus, 11220 Mayronnes, tél : 04 68 43 12 37, www.sentiersculptural.com Circuit d'art contemporain et de randonnée avec des sculptures en pleine nature, entre vignes et garrigues. Sentier libre d'accès mis en place depuis 1993.

♦ **Association de théâtre populaire de l'Aude**, 7, avenue du Pont-de-France, 11300 Limoux, tél : 04 68 69 53 65, atpdelaude.com. Depuis 1983, diffuse du théâtre, de la danse, du cirque dans tout le département.

♦ **Association Artistes et chemins**, 2, rue du Faubourg, 11190 Cassaignes, www.artistesasavoir.org. Depuis 2003, l'association organise chaque année en mai des "galeries éphémères" à travers le département, dans une dizaine de communes, pour mettre en valeur le travail d'artistes. Une trentaine d'événements se greffent aux expositions.

♦ **J'ai la patate**, rencontre organisée par Céret-en-Transition depuis 2014 (<https://ceretentransition.wordpress.com/>) Jérôme, tél : 06 81 56 00 12 ou Simon, 06 04 50 11 56). Fin février, sur le marché de Céret, des patates sont offertes à ceux et celles qui le veulent... à condition de s'engager à faire pousser un pied de pommes de terre, à

les récolter et à venir avec un plat à base de pommes de terre pour un repas partagé le premier samedi de juillet.

♦ **Les jardins du chat botté**, au Château de l'Esparou, à Canet-en-roussillon, en avril. Visite botanique et ornithologique, marché bio et local, activités artistiques utilisant des produits naturels, expositions, conférences. Organisé par les Amis de l'Esparou et l'association Addicterra, 26, rue de l'Avenir, 66000 Perpignan, <http://addicterra-emonsite.com>

♦ **Compagnie du Quintet plus**, Nicole Costa, 1, rue du Castillet, 66000 Perpignan, tél : 04 68 51 23 85, <http://quintetplus.fr/> Cette compagnie propose la pièce "On ne prévient pas les grenouilles quand on assèche les marais" reprenant une célèbre phrase d'un dirigeant d'EDF à propos du risque nucléaire. Elle a également mis en scène plusieurs pièces sur des questions féministes.

♦ **Vallespir Terres vivantes**, Mas Pujol, 66400 Céret, <http://vallespirterresvivantes.blogspot.fr>. Organise un éco-festival le 1^{er} week-end d'octobre à Céret depuis une quinzaine d'années.

» Energies

♦ **Collectif Sortir du nucléaire Aude**, 15, avenue René-Iche, 11590 Sallèles-d'Aude, tél : 06 13 91 49 53, www.sdn11.fr/

♦ **Energies citoyennes**, 52, avenue Paul-Alduy, 66100 Perpignan, tél : 07 81 06 66 23, <http://www.energiescitoyenne.org/> Association créée en 2006 en milieu étudiant qui a lancé depuis une AMAP, un jardin collectif et participatif, un atelier vélo, des parkings à vélos, etc.

♦ **Bois énergie 66**, Alain Sire, 8, route du Col de Jav, 66500 Mosset, tél : 04 68 05 05 51, <http://www.be66.fr/>

♦ **Droit au soleil**, Francis Meuley, 52, rue Jean-Moulin, 66700 Argelès-sur-Mer, tél : 04 68 81 44 82, www.droitauseil.fr/

» Environnement

♦ **ACACIA, Association Carcassonnaise et Audoise Contre l'Incinération et procédés Assimilés**, 12, avenue Arthur-Mullot, 11000 Carcassonne.

♦ **ECCLA, Ecologie du Carcassonnais, des Corbières et du Littoral Audois**, 170, avenue de Bordeaux, 11100 Narbonne, tél : 04 68 41 75 78, <http://eccla.free.fr/>

♦ **Arbre et paysages 11**, 12, rue Côte-Vieille, 11400 Mireval-Lauragais, tél : 04 68 94 71 01, <http://arbresetpaysages11.wix.com>

♦ **FRENE66, Fédération pour les espaces naturels et l'environnement**, 16, rue Petite-la-Réal, 66000 Perpignan, tél : 04 68 34 98 26, www.frene66.org

♦ **Vélo en Têt**, 3, rue Anselme Mathieu, 66000 Perpignan, tél : 04 68 51 28 34, <http://veloentet.fr>. Promotion du vélo quotidien et défense des cyclistes.

♦ **Initiatives vertes**, 10, rue de l'Avenir, 66000 Perpignan, tél : 06 16 47 06 16.

♦ **Comité Somport Hauts-Plateaux**, 23, avenue des Vieux-Moulins, 66170 Saint-Feliu-d'Avall, tél : 04 68 63 86 83.

♦ **Vallespir Terres Vivantes**, Mas Pujol, 66400 Céret, tél : 04 68 83 15 84 ou 06 73 28 24 67. Système d'échange de graines, AMAP, formations sur les alternatives énergétiques et commerciales.

♦ **Le Chêne déchainé**, Elisabeth Kovar, 3, rue de Brangoly, 66760 Enveitg, tél : 04 68 04 83 22.

♦ **Cap66, collectif alternatives pesticides**, www.cap66.net

♦ **Wigowiz.addicterra.fr** : site permettant de mettre en place un covoiturage autour d'un événement.

» Féminisme et éducation populaire

Le Planning Familial de l'Aude

Quand on entend Planning Familial, on pense souvent "avortement", "pilule"... Bref, les spécialistes de la contraception et de l'IVG. Mais lorsque l'on rencontre des militant-e-s du Planning Familial de l'Aude, on réalise la diversité de l'action et des thématiques portées par l'association. Le Planning Familial est d'abord un mouvement d'éducation populaire. Il considère chaque personne comme experte d'elle-même : capable de mener sa réflexion et de faire ses choix.

Pour cela, le plus important, c'est souvent de se sentir entendu-e, grâce à une écoute bienveillante et sans jugement. Dès lors, la mission du Planning est de donner aux personnes les informations qu'elles recherchent. Il soutient les personnes dans ce qu'elles sont, dans leurs projets et dans leurs choix. Le Planning ne promeut aucun modèle familial ou relationnel, tout en ayant une aspiration politique : liberté, égalité, sexualité.

Toutes les thématiques et tous les projets sont pensés avec ces valeurs : lutte contre les violences sexistes et de genre et accompagnement des victimes (violences dans le couple, crimes et agressions sexuels, mariages forcés, homophobie, lesbophobie, transphobie...), éducation à la sexualité, entretiens individuels, de couple ou collectifs, stands d'information et de prévention, tournées auprès des personnes en situation de prostitution, groupes de parole (vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap, genre et santé sexuelle, permanence d'accueil des auteurs de violences conjugales), réduction des risques sexuels (Infections sexuellement transmissibles – dont Sida -, grossesses, violences).

- **Mouvement Français pour le Planning familial**, 21, cité René-Cassin, 11200 Lézignan-Corbières, tél : 04 68 27 30 65, mfpf1@club-internet.fr
- **Mouvement Français pour le Planning familial**, 25, avenue Julien-Panchoy, 66000 Perpignan, tél : 04 68 51 09 68, mfpf66@aol.com

» Femmes

♦ **Collectif 11 Droits des Femmes**, collectif11df@yahoo.fr. Collectif féministe regroupant des individu-e-s et des organisations (associations, syndicats et partis politiques).

♦ **Collectif Femmes du Sud, Femmes du Nord**, Ensemble pour l'Égalité, La Maison des Potes, 5, rue Baudin, 11100 Narbonne, tél : 04 68 65 10 55. Collectif regroupant depuis 2009 des associations locales et menant des actions à Narbonne et dans les environs, en lien avec des féministes du Maroc, d'Algérie, de Turquie et de Tunisie.

♦ **Permanences juridiques franco-marocaines mensuelles en visioconférence avec la Ligue Démocratique pour les Droits des Femmes du Maroc** : contacter le CIDFF pour Narbonne et Couleures Citoyennes pour Carcassonne (tél : 04 68 28 38 17).

♦ **Femmes Solidaires Fleury-sur-Salles**, 4, avenue de Gaulle, 11560 Fleury-d'Aude, tél : 04 68 45 84 07, fsolidairesfleury-salles@orange.fr. Une des 190 associations locales de Femmes Solidaires. L'association s'adresse à toutes les femmes qui veulent défendre leurs droits et leur liberté. Permanences d'écoute chaque mercredi matin pour conseiller, orienter et accompagner les femmes dans leurs démarches. À Fleury-d'Aude, logement d'accueil d'urgence pour une mise à l'abri de femmes victimes de violences.

♦ **CIDFF, Centre d'Information pour les Droits des Femmes et des Familles**, 37, avenue des Pyrénées, 11100 Narbonne, tél : 04 68 42 51 33, narbonne@cidff.fr. Multiples actions en faveur des droits des femmes, pour l'égalité, pour l'insertion sociale et contre les violences dans le couple.

♦ **Femmes En-Jeu(X)**, Thierry Gourmelen, tél : 06 32 38 17 42, thierry.lagalerie@wanadoo.fr. Événements et créations artistiques.

♦ **Véronique Adreit**, chargée de mission aux Droits des Femmes et à l'Égalité de l'Aude, Cité administrative, place Gaston-Jourdanne, 11807 Carcassonne cedex, tél. 04 34 42 90 08, veronique.adreit@aude.gouv.fr

» Librairie / Médias

♦ **Librairie Mots et Cie**, 35, rue Antoine-Armagnac, 11000 Carcassonne, tél : 04 68 47 21 44, www.librairie-motsetcie.fr Librairie indépendante.

♦ **Eclairage public**, Philippe Cazal, 85, avenue Anatole-France, 11100 Narbonne, tél : 04 68 48 02 99, <https://eclairagespublics.wordpress.com> Site d'information mis en œuvre par Philippe Cazal, journaliste à la retraite ayant participé à Volem Vivre al país, L'Indépendant, L'Aude autrement, Paysan du midi.

♦ **L'an demain**, 4, rue Cabrol, 11100 Narbonne, tél : 04 34 27 92 64, www.landemain.com. Librairie environnement et patrimoine et également maison d'édition.

» Paix

♦ **Médiane Productions**, pour une culture de la non-violence, tél : 04 68 23 85 56, www.mediane-nv.org, est une association regroupant des créatifs dans différents domaines artistiques et de l'audiovisuel engagés pour la non-violence (spectacles vivants, documentaires, films et ateliers).

♦ **Shanti**, Louis Campana, 37, rue de la Concorde, 11000 Carcassonne, tél : 04 68 71 18 33, association-shanti.org Réalisation de vidéos au service de l'action non-violente.

♦ **Peace Factory**, Louise Romain, Fonderie de la Dure, 11170, Montoliu, tél. : 04 68 24 81 81. ou 06 44 77 69 96. Centre de formation à la communication non-violente, membre des réseaux Colibri, réflexion sur l'éducation. . .

» Politique

♦ **ATTAC**, chemin de la Mazère, Saint-Andrieu, 11300 Limoux, tél : 06 87 49 56 34 ou 04 68 74 22 29, Pascale Joulia.

♦ **EELV Catalogne Nord**, 24, rue des Lices, 66000 Perpignan, tél : 06 42 27 39 47

♦ **Alternatiba Perpignan**, <https://alternatiba.eu/alternatiba66>, Eric Le Balier, tél : 06 74 71 52 95.

» Solidarités locales

♦ **Association Espace-Temps**, 48, rue de la République, 11000 Carcassonne, tél : 06 85 17 31 37. Association multiculturelle née en 2006, anime une cantine quotidienne, un lieu de partages, de rencontres, lieu d'exposition et de spectacle. Projet de jardin collectif.

♦ **Part'Âge11**, 11, rue Manuel-de-Falla, 11000 Carcassonne, tél : 06 25 68 51 82, www.partage11.fr. Association proposant des activités gratuites pour tous les âges, dans différents centres sociaux et autres locaux associatifs de la ville.

Orri de Planès

A 1550 m d'altitude, L'Orri de Planès est un gîte-auberge qui allie exigence écologique, confort et esthétique pour favoriser l'harmonie avec la nature et la qualité de l'accueil.

Le lieu affiche clairement son engagement : "Notre société de consommation est fondée sur le mythe selon lequel une croissance économique continue est bonne pour tous. Il est temps de commencer à inverser la tendance. Si nous voulons assurer une vie meilleure à la prochaine génération, nous devons reconnaître que nous faisons tous partie du délicat écosystème que nous appelons la Terre et que nous partageons tous la responsabilité de le préserver". L'Orri a été créé en 1998 par de jeunes barcelonais. Tout fonctionne en électricité basse tension, les bâtiments sont bien isolés, le chauffage et l'électricité proviennent pour une part de l'énergie solaire, le reste provient pour le chauffage d'un insert bois et pour l'électricité d'Enecoop. Les produits servis aux repas proviennent de producteurs locaux, bio autant que possible. Le recyclage est poussé au maximum, pour éviter la production de déchets.

- **Orri de Planès**, Cases del Mitg, 66210 Planès, tél : 04 68 04 29 47, www.orrideplanes.com

♦ **Maison de l'initiative**, 11, bâtiment Provence, rue Pierre-Fermant, 11000 Carcassonne, tél : 04 68 25 30 99. Coopérative d'activités pour aider à la création d'entreprise.

♦ **Maison des Potes**, 5, rue Baudin, 11100 Narbonne, tél : 04 68 65 10 55, <https://maisondespotes.wordpress.com>. Association d'éducation populaire et de lutte contre les discriminations, visant à développer un esprit de solidarité.

♦ **SCIC Sapie**, 29, route de Carcassonne, 11300 Limoux, tél : 04 68 74 73 30, <http://sapie.eu/> Créée en 1989, sous forme de SCOP, par deux bûcherons et un agriculteur, Sapie (du nom d'un outil de bûcheron) a pour but de donner un cadre entrepreneurial pour développer des initiatives de développement local. Aujourd'hui, la SCIC compte 31 sociétaires autour d'un projet d'innovation sociale et citoyenne dans les territoires. La SCIC anime le Tiers-Lieu où sont accueillis différentes initiatives comme un repair-café, un fablab, un espace de co-working, un lieu d'expositions. . .

♦ **Perspectives**, 10, rue Docteur-Georges-Baillet, 66100 Perpignan, tél : 04 68 66 83 87, <http://www.perspectives.coop>. Coopérative d'activités pour aider à la création d'entreprise.

♦ **Epicerie**, Réplique 66, 5, avenue Porte-de-France, 66760 Bourg-Madame, <https://www.facebook.com/pages/Repliques66/Epicerie> Epicerie solidaire mise en place en 2012 avec une triple tarification qui fait qu'elle est ouverte à tous.

» Vivre ensemble

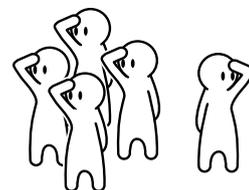
♦ **Les Sources**, domaine Les Illes, 11220 Montlaur, Wolfgang Barbian, tél : 04 68 24 04 92, wolfgang200@orange.fr. Ancienne communauté aujourd'hui reconstruite en écohameau avec 6 maisons et une dizaine de personnes. Lieu existant depuis 1994. Repas communs, travaux en entraide, fêtes collectives, solidarité en cas de problème de santé ou d'absence. . .

♦ **Le Jardin des possibles**, Les Ruines hautes, 11580 Alet-les-Bains, tél : 07 81 68 11 86 ou 06 40 60 64 72, <http://lejardindespossibles.fr>. Ecolieu en recherche de développement, "transition vers une nouvelle conscience individuelle et collective". Avec Pascal Castelle et Maryse Menec. 53 hectares Natura 2000, à 600 m d'altitude, gîtes.

♦ **Ferme de Serrabone**, Mas Can Bassol, 66130 Boule d'Amont, tél : 09 80 40 60 28, <http://fermedeserrabone.fr/contact.html>. En 2011, c'était un projet collectif de reprise d'une ferme ovine. Un achat est fait en SCI. Le collectif connaît une première crise en 2012. Un couple reste sur place, qui essaie de relancer des projets collectifs. Pour éviter de bloquer les finances de ceux qui sont partis, un accord est trouvé avec Terres de Liens qui devient propriétaire des lieux. Depuis, des aménagements ont été réalisés, des stages s'y tiennent régulièrement (énergies alternatives, autoconstruction. . .) et le lieu est toujours ouvert pour accueillir des personnes plutôt sur une approche agricole.

♦ **Douceur et harmonie**, domaine de la Terre mère, 3, route de la Bienveillance, 66230 Serralongue, tél : 04 68 39 62 56, lieu collectif végan, écologie et spiritualité. Existe depuis 1968.





Agir pour l'environnement, cela peut se faire au quotidien : en utilisant des matières naturelles, en les transformant, en se réappropriant des savoir-faire et en les transmettant par l'échange. Faire soi-même rend acteur et moins dépendant du système. C'est aussi souvent plus économique, meilleur pour votre santé et pour la planète.

La lacto-fermentation

Il existe de nombreuses méthodes de conservation naturelle et écologique des fruits et légumes (en silo, par séchage, dans l'huile, le vinaigre, l'alcool etc.). La lacto-fermentation en est une des plus anciennes, notamment avec la choucroute qui est le plat que nous connaissons le mieux sous cette forme.

Cette technique permet de conserver les légumes, sans consommation d'énergie, sans conservateur, en gardant toutes leurs vitamines ! Il n'y a pas besoin de réfrigérateur ni de cuisson. Et vous aurez des légumes crus et croquants.

Voici quelques exemples de légumes lacto-fermentables : choux, navets, blettes, carottes, concombres, betteraves, poivrons, citrons... Il existe peu de légumes non lacto-fermentables : la pomme de terre, à cause de l'amidon, fait partie des exceptions. La lacto-fermentation est plus facile avec les légumes d'hiver qu'avec les légumes d'été. En effet, les seconds contiennent davantage d'eau, ce qui fait démarrer plus difficilement le processus de fermentation.

Le légume lacto-fermenté est plongé et maintenu dans de l'eau salée, souvent avec des aromates, pendant une période de fermentation de plusieurs semaines. Cette immersion dans l'eau salée, en absence d'air, va produire de l'acide lactique (d'où son nom) qui va protéger et enrichir le légume.

Les légumes en lacto-fermentation préfèrent l'ombre et une température stable. Pour éviter les germes, qui occasionnent le pourrissement des légumes, il est conseillé de stériliser dans l'eau bouillante le matériel utilisé : un bocal avec un joint en caoutchouc et un pilon.

Je vous conseille d'utiliser les légumes issus de l'agriculture biologique, car les légumes issus de l'agriculture conventionnelle perdent une partie de leurs ferments naturels par les traitements. Le sel doit être sans additif (sel de Guérande par exemple). Utilisez aussi de l'eau de source ou de l'eau sans chlore.

Pour le chou : hachez-le en fines lamelles. Mélanger le chou avec 10 grammes de sel

par kilo, pour l'aider à dégorger. Mettre le chou au fond du bocal et l'écraser avec le pilon pour faciliter l'extraction du jus. Puis ajouter une autre couche etc. Vous pouvez ajouter des oignons et des aromates pour apporter plus de goût (baies de genièvre, coriandre, poivre, laurier, clous de girofla, aneth ou encore cumin).

Couvrir avec de la saumure si nécessaire pour que le légume soit parfaitement immergé (une saumure : 30 g de sel par litre d'eau) et laisser une marge de 2 cm sous le couvercle. Une fois le bocal rempli, refermez-le et posez-le sur une assiette, au cas où la production de gaz fasse sortir du jus du bocal. Attendre au moins 6 semaines, puis déguster...

Si vous devez prélever une partie des légumes dans un pot, stérilisez votre fourchette (eau bouillante) pour éviter de mettre des germes à l'intérieur. Quand vous regardez votre pot en cours de lacto-fermentation, regardez si vous voyez apparaître la présence d'une pellicule à la surface. Si vous voyez une pellicule blanche, cela veut dire qu'il y a un excès de bonnes bactéries. Enlevez la pellicule ou changez la saumure. Si vous voyez une pellicule noire ou verte, vous avez des mauvaises bactéries dans votre pot, vous avez raté une étape dans la préparation.

En cas de chaleur, remettre de l'eau pour que les légumes soient toujours immergés. Si vous chauffez votre choucroute, vous allez perdre une partie des vitamines obtenues par la lacto-fermentation. Une fois que vous avez commencé à entamer votre pot, mangez-le dans les 48 heures.

La lacto-fermentation enrichit les vitamines des légumes et possède des qualités digestives, même si il ne faut pas abuser de l'acidité. Alors, bonne cuisine et bonne dégustation !

» **Erratum** : Dans la chronique dessinée du numéro de décembre, nous nous sommes emmêlés les pinceaux. Le reportage a été réalisé par **Pénélope Paicheler** (<http://penelopepaicheler.ultra-book.com>) qui s'est rendue pour cela dans l'atelier de Noriko, qui, elle, est japonaise.

Alternatives

La Nef lance une plate-forme de finance participative

La société financière La Nef a testé la possibilité de collecter des dons auprès de ses coopérateurs en lançant avec succès un appel à dons pour le prochain film de Béatrice et Jean-Paul Jaud, *Libres!* Elle a décidé de pérenniser cette plate-forme où l'on trouve notamment plusieurs appels à des financements pour des villages alternatifs dans le cadre de la campagne Alternatiba. <https://financeparticipative.lanef.com/>

» Morbihan

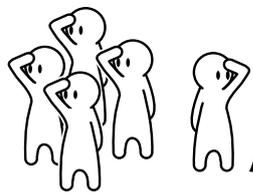
Atelier aux pies



Depuis 2014, Aurélie Bouteille, avec une formation de tisserande d'art, s'est installée dans le Morbihan pour combiner élevage de lapins et de moutons avec le tissage de leurs poils en angora et de leur laine. Particularité : ces deux activités ne nécessitent pas de souffrance chez l'animal, la laine de mouton et les poils de lapin sont récupérés par peignage. Elle récupère également en Bretagne du mohair (issu des chèvres angora), de l'alpaga... Elle réalise elle-même ses teintures à partir de plantes récoltées localement en faisant attention à ne pas mettre en danger les variétés. Pour le moment, la production est encore modeste, mais grâce à un financement participatif réussi en octobre 2015, Aurélie a pu s'équiper d'un matériel plus performant qui va lui permettre de diversifier sa production.

L'Atelier aux pies, 110, impasse du Goulet, 56350 Rieux, www.atelierauxpies.fr

Si vous voulez contribuer et m'aider pour cette rubrique sur l'écologie pratique et les savoir-faire, n'hésitez à me faire part de vos expériences : Michel Scrive, 5, rue de la Paix, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net



BONNES NOUVELLES DE LA TERRE

Lorène Lavocat et
Isabelle Rimbart

» Haute-Vienne

Je t'aide, tu m'aides, on rénove nos maisons

En Normandie, le programme Enerterre associe les habitants à la rénovation de leur maison en mettant à l'honneur la terre crue, aux atouts autant écologiques que patrimoniaux. Destiné aux ménages précarisés, ce dispositif se glisse dans un Système d'échange local, où le don contre don est la règle.

Des croûtes de terre accrochées à son pull en laine, les yeux pétillants derrière ses lunettes, Claudine n'en revient toujours pas : "Je ne reconnais plus ma maison !" Depuis trois jours, son foyer a des allures de fourmilière. Truelle en main, une petite équipe nettoie, enduit, taloche, lisse.



Pourtant, il y a quelques semaines à peine, le logis avait des allures de camping. Quand Claudine et Jean-Pierre arrivent à Neuilly-la-Forêt, en 2009, la vieille maison en terre crue mérite quelques coups de pinceau... et de marteau. "Nous pensions avoir le temps de faire des travaux, mais les ennuis se sont enchaînés", raconte-t-elle. Problèmes de santé, chômage, feux de cheminée. Le couple peine à joindre les deux bouts, renonce au chantier et s'enlise dans l'inconfort. Jusqu'à ce que

Claudine entende parler d'Enerterre, un programme mis en place par le Parc naturel régional du Cotentin qui permet de rénover les maisons à moindre coût en impliquant les habitants. Pour elle, ce sera "la bouffée d'oxygène".

Maçonne en écoconstruction

"C'est ce qu'on appelle l'autoréhabilitation partagée, explique Laurent Bouyer, coordinateur du dispositif, lancé il y a trois ans. On réhabilite soi-même sa maison, accompagné d'un spécialiste et avec l'aide d'autres personnes bénévoles, sous forme de chantier participatif". Ce jour-là, chez Claudine et Jean-Pierre, ils sont six à donner un coup de main.

Paille, chaux, chanvre, terre crue : "Nous utilisons des matériaux locaux, recyclables et sains", explique Sarah Martin, l'une des deux professionnelles encadrantes.

Echanges de service sans argent

"Ceux qui passent par l'autoréhabilitation partagée font souvent plus de 80 % d'économies", souligne Laurent Bouyer. En plus des aides pour les plus démunis, c'est surtout le recours à des bénévoles qui permet de diminuer le prix des chantiers.

Du travail au noir ? "Il s'agit d'une logique de don contre don, explique Laurent Bouyer. Chaque bénéficiaire qui reçoit un coup de main doit ensuite aider à son tour". Claudine a ainsi participé à une quinzaine de chantiers avant d'accueillir des maçons bénévoles chez elle. Le tout se concrétise sous la forme d'un Système d'échange local (SEL), qui permet à chacun d'échanger des services ou des biens sans utiliser d'argent. Heure de main d'œuvre, repas, prêt de matériel, don de sable ou de terre. Même ceux qui ne peuvent pas mettre la main à la pelle y trouvent leur compte. Depuis 2012, une petite trentaine de chantiers ont été réalisés.

La rumeur des bavardages couvre le bruit des truelles

Pour Laurent Huet, la dimension de "cohésion sociale" est essentielle : "Nous sommes dans une zone rurale, où les gens peuvent se sentir très isolés, explique l'élu. Grâce aux chantiers, des voisins se rencontrent et deviennent amis". Un dispositif innovant qui pourrait pourtant disparaître, faute de financements.

Installation agricole collective à La tournerie

Ils sont onze à avoir suivi une formation à l'Institut Supérieur d'Agriculture de Lille, six garçons et cinq filles. Et ils veulent développer une action collective en se détachant du modèle agricole dominant. A partir de 2012, ils suivent chacun de leur côté différents stages pratiques, notamment à la Confédération paysanne, à Terre de Liens, avec des Groupements d'agriculteurs bio, etc. En avril 2013, ils se retrouvent à visiter Radis & Co en Mayenne (voir reportage dans Silence n°425 de l'été 2014) et apprécient l'organisation mise en place : polyculture-élevage-maraîchage, transformation, commercialisation locale, week-end d'astreintes, compétences partagées, gestion du temps de travail pour éviter les pointes, fonctionnement horizontal... le tout sur une surface modeste. A partir de fin 2013, ils se retrouvent dans une maison du sud de la Haute-Vienne d'où ils cherchent une ferme où s'implanter. Ils y



démarrent un potager, un poulailler et un atelier. Des caravanes permettent d'assurer le logement de tout le monde. Un four à pain est remis en route, une microbrasserie voit le jour. Le projet agricole est alors encore modeste, mais la vie collective se met déjà en place. Fin 2014, ils ont réussi à trouver des terres et disposent déjà de 4 hectares de maraîchage dont 4500 m² de serres, ils ont un premier troupeau de 15 vaches laitières et 70 chèvres. Leur projet est soutenu par Terre de Liens qui en mai 2015 se porte acquéreur d'une ferme de 80 hectares et la leur loue. Pour cela, ils se constituent en GAEC, groupement agricole d'exploitation en commun. Leur chance a été le choix des propriétaires qui ont refusé des offres pour des agrandissements de fermes existantes, préférant faciliter des installations.

• GAEC de la Ribouille, 87380 Saint-Germain-les-Belles, tél : 09 82 60 61 03, www.fermecollectivedelatournerie.com

Femmes, hommes, etc. ♀



CHRONIQUE

100 DATES FÉMINISTES POUR AUJOURD'HUI

Isabelle Cambourakis

24 octobre 1975 : la "journée sans" des Islandaises

Puisque l'ONU l'avait décrété, c'était sans doute vrai, 1975 serait "l'année internationale de la femme". Il s'agissait pour les institutions de canaliser ce qui bouillonnait un peu partout en Occident et ailleurs dans les différents mouvements de femmes. Les Islandaises ont dû se dire : "année de la femme, chiche !"

Autour du mouvement féministe des Bas rouges (Rauðskahreyfingin), elles organisèrent une action qui devait marquer l'histoire de l'Islande. Le 24 octobre en effet, ce furent 90 à 95 % des femmes islandaises qui participèrent à ce "jour sans" ou "jour fermé", cessant toute activité : travail dans les usines, les administrations, les écoles... mais aussi bien sûr le travail domestique ! Et dans les rues de Reykjavik, 30 000 femmes sur les 200 000 habitant-e-s que comptait l'Islande à cette époque se retrouvèrent dans une ambiance joyeuse et revendicative.

Des clubs de couture aux ministères

Comment ont-elles fait pour réussir à mettre dans la rue les ouvrières sous-payées des conserveries de poisson, les universitaires, les étudiantes, leurs mères et leurs grand-mères ? Le féminisme n'est pas une histoire récente en Islande, il se développe parallèlement aux mouvements nationalistes qui, au 19^e siècle, luttent pour l'indépendance d'un pays sous domination danoise, il s'ancre dans les nombreux clubs de femmes (clubs de lecture, de couture...) très présents dans la tradition protestante. Avec l'urbanisation et le travail des femmes, ces dernières ne se retrouvent plus ensemble pour broder mais pour discuter. Ysra, une femme pasteur, explique : "Nos clubs de lecture sont des institutions, c'est légitime et bien vu de se réunir sans les hommes". Ces clubs seront donc des relais pour l'organisation de la grève. Ce jour-là, des femmes prirent la parole devant la foule pour la première fois, comme Adalheidur Bjarnfredsdottir qui représentait Sokn, le syndicat des tra-

vailleuses non qualifiées les plus mal payées d'Islande :

"Les hommes gouvernent le monde depuis la nuit des temps, et à quoi ressemble-t-il ce monde ?"

En 2005, les Islandaises sont encore descendues dans la rue. Cette fois, elles étaient 60 000 pour exiger l'égalité réelle, car si les femmes sont entrées en politique (première femme cheffe d'état d'Europe en 1980, première femme ouvertement lesbienne à la tête du gouvernement de 2009 à 2013), les hommes sont toujours à la tête de l'économie et notamment des banques — aux mains de "nouveaux Vikings" comme le disent certaines — qui ont plongé l'Islande dans la crise.

De nouvelles sagas

On rêve de nouvelles "journées sans", en Islande et ailleurs, contre les inégalités et contre la financiarisation, et si comme le dit Torfi Tulinius, professeure d'histoire médiévale, "les femmes islandaises sont des héroïnes de saga", il serait temps d'en écrire de nouvelles. Créons des clubs de fictions où nous retrouver pour inventer les histoires dont nous avons besoin.



Manifestation du 24 octobre 1975

En novembre 2015, Silence a publié une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme. www.revuesilence.net/affiche_100dates

» Espagne

Mobilisation historique

Le 7 novembre 2015, 500 000 femmes sont descendues dans la rue à Madrid pour dénoncer les violences machistes, à l'appel de 400 organisations féministes. Elles dénoncent le manque de volonté politique pour protéger les femmes des violences machistes. L'Espagne dispose depuis 2004 d'une loi "de protection intégrale contre les violences de genre", mais ne met pas à disposition les ressources nécessaires à son application. Ainsi, de 2007 à 2015, l'Etat a dépensé deux fois plus d'argent dans des campagnes de promotion des forces armées (62 millions d'euros) que de prévention des violences genrées. Même la promotion du poisson congelé espagnol a joué d'un budget étatique plus élevé...

Les limites du système de protection espagnol sont pointées du doigt : l'Etat ne comptabilise comme féminicide que les assassinats perpétrés par le conjoint ou ex-conjoint, laissant de côté de nombreuses autres agressions mortelles clairement liées à la domination genrée (par exemple celles contre les personnes prostituées). Pour 2015, l'Etat comptabilise ainsi 41 victimes de féminicide, contre 83 selon les calculs du site femicidio.net qui se base sur un décompte plus large. Autres failles : les carences du processus de plainte, qui laissent souvent les victimes dans une situation de vulnérabilité vis-à-vis de leur agresseur, le cas de femmes en situation irrégulière qui reçoivent un ordre d'expulsion suite au dépôt d'une plainte, ou encore l'indemnisation insuffisante des victimes : celle-ci est en moyenne 16 fois plus élevée pour les victimes d'attentats que de violences machistes, à blessures égales. Enfin, les campagnes de prévention ne mettent souvent en scène que des femmes, invisibilisant le rôle des hommes dans ces agressions. Une mobilisation de masse pour montrer l'urgence de passer à la vitesse supérieure. (Source : *Diagonal* n°257).



» Spectacle

Moi, la première femme française qui...

L'association-relais Kaléidoscope a mis en scène un spectacle dans lequel neuf Françaises racontent l'histoire de leur réussite dans des domaines jusque-là réservés aux hommes. La première femme qui a passé le baccalauréat, est devenue avocate, médecin, est entrée à l'Académie Française, etc. Il n'y a pas d'actrice, mais des textes qui sont lus à chaque fois par des femmes différentes, inspirés des paroles réelles de ces précurseuses et réécrits par Chantal Balez. Vous pouvez vous approprier ce spectacle et l'organiser dans votre localité. Chantal peut se déplacer avec le texte pour la préparation de cette lecture. Sur demande, elle peut vous envoyer le document de présentation. Contact : Chantal Balez, chantal_mf@yahoo.fr



Climat

Baisser le coût des renouvelables plus bas que le charbon

Actuellement, l'énergie la moins chère reste le charbon. Celui-ci, dont les réserves sont encore importantes, pourrait pourvoir à nos besoins pendant encore plus d'un siècle... mais ce serait une catastrophe pour le climat avec la libération intensive de gaz à effet de serre. Pour éviter cela, une trentaine de personnalités internationales ont lancé un appel le 16 septembre 2015 pour soutenir la recherche et développement dans les énergies renouvelables, afin d'arriver le plus rapidement possible à un coût de production de l'électricité inférieur à celui du charbon, ce qui entraînerait de fait l'arrêt de l'exploitation de celui-ci (et des autres matières fossiles plus chères que le charbon). Ces personnalités, issues du monde de l'industrie (Unilever, BP...), estiment qu'en investissant rapidement moins de 100 milliards de dollars, cet objectif pourrait être atteint en dix ans.

Ces banques qui financent les énergies fossiles



Action de confiscation de chaises à Lyon, le 12 novembre 2015

Une étude publiée en novembre 2015 du cabinet d'analyses *Profundo* présente les investissements comparés entre énergies fossiles et

renouvelables des 75 plus grandes banques dans le monde, entre 2004 et 2014.

Evidemment, malgré les engagements des Etats dont ils dépendent, on constate que les banques investissent encore très majoritairement dans les fossiles.

Ainsi,

- BNP Paribas (5^e banque mondiale), a investi 56 milliards d'euros dans les fossiles contre 6 dans les renouvelables.
- La Société Générale (13^e banque mondiale), a investi 37 milliards dans les fossiles contre 6 dans les renouvelables.
- Le Crédit agricole (14^e banque mondiale) a investi 35 milliards dans les fossiles pour 5 dans les renouvelables.

Au total, les cinq principales banques françaises (ces trois là, Banque Populaire et Crédit mutuel) ont investi 129 milliards dans les fossiles et 18 pour les renouvelables.

Le gouvernement français a demandé aux investisseurs de ne plus investir dans les fossiles. Reste à concrétiser cela dans le milieu bancaire...

Pour en savoir plus :

<http://jechangedebanque.org/>

Le double jeu d'Evo Morales

Du 10 au 12 octobre 2015 se tenait en Bolivie la "conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et la défense de la vie".



Deforestation de la forêt amazonienne en Bolivie

Elle a rassemblé à Cochabamba plus de 5000 personnes issues d'une soixantaine de pays, dans l'objectif de produire des propositions pour la COP21. Le document final place le capitalisme comme responsable du saccage de la planète et le "bien vivre, en harmonie avec la Terre Mère" comme horizon alternatif à atteindre. En réponse à l'échec du sommet de Copenhague, le gouvernement d'Evo Morales avait déjà organisé en 2010 une première conférence de ce type. La mobilisation pour cette seconde édition est moindre mais l'enthousiasme reste vif. Le leader indigène est amplement reconnu dans son action de soutien des mouvements sociaux sud-américains.

Evo a aussi droit à son contre-sommet

A quelques centaines de mètres de là, dans une "chicheria" (1) du village de Tiquipaya, chercheurs, représentants d'organisations indigènes, activistes, environnementalistes et simples citoyens discutent du réel, de la vie vécue, des souffrances endurées dans le pays, des contradictions du "proceso de cambio" processus de changement en cours en Bolivie. L'alternative de l'alternative s'organise. La "table ronde 18" œuvre pour dénoncer les incohérences de la révolution citoyenne bolivienne.

Le modèle extractiviste a pris le dessus

Ceux qui croyaient que le gouvernement d'Evo Morales pouvait produire un projet innovant et inventif sur les questions d'écologie ont déchanté. Dans cet espace de réflexion, on explique l'orientation extractiviste et productiviste du régime, les méga-projets en cours (barrages et routes dans des régions amazoniennes sensibles, grands projets inutiles, programme nucléaire bolivien...). Depuis peu, le pouvoir en place se rapproche aussi des secteurs agro-industriels du pays, producteurs de soja transgénique. Devant la chute du prix du brut, Evo Morales a par ailleurs choisi de faire alliance avec les transnationales pétrolières et a autorisé en juin dernier l'exploration des hydrocarbures dans les espaces protégés du pays, en intimidant les ONG et les peuples indigènes qui critiquent cette stratégie de développement. Enfin, sous prétexte d'assurer la souveraineté alimentaire du pays, le vice-président du pays a proposé d'augmenter les surfaces agricoles d'un million d'hectares par an, augmentant ainsi la déforestation, pourtant déjà intense en Bolivie.

Périlleux double jeu

L'incohérence entre un discours international engagé pour la Pachamama et une politique intérieure de développement non durable, créatrice de tensions socio-environnementales peut-elle durer indéfiniment ? Ce double jeu ne risque-t-il pas à terme de nuire à la construction d'un projet d'alternative éco-socialiste international et de décrédibiliser le concept de "bien vivre", dont Evo Morales est pourtant l'un des porte-drapeaux de par le monde ?

Dimitri de Boissieu

(1) Bar servant de la chicha, alcool à base de maïs fermenté.



» Notre-Dame-des-Landes

Après l'abandon de l'aéroport...

Alors que le projet d'aéroport en est à sa 48^e année (depuis 1967 !), les occupants du site ont organisé des réunions pour mettre en place des propositions sur ce qui pourrait être envisagé après l'abandon du projet. Six points ont été mis en avant :

- 1 - Que les habitant-e-s, propriétaires ou locataires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'expulsion puissent rester sur la zone et retrouver leur droits.
- 2 - Que les agriculteurs-ices impacté-e-s, en lutte, ayant refusé de plier face à AGO-VINCI, puissent continuer de cultiver librement les terres dont il-elles ont l'usage, recouvrer leurs droits et poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions.
- 3 - Que les nouveaux habitant-e-s venu-e-s occuper la ZAD pour prendre part à la lutte puissent rester sur la zone. Que ce qui s'est construit depuis 2007 dans le mouvement d'occupation en terme d'expérimentations agricoles hors cadres, d'habitat auto-construit ou d'habitat léger (cabanes, caravanes, yourtes, etc), de formes de vies et de luttes, puisse se maintenir et se poursuivre.
- 4 - Que les terres redistribuées chaque année par la chambre d'agriculture pour le compte d'AGO-VINCI sous la forme de baux précaires soient prises en charge par une entité issue du mouvement de lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui déterminent l'usage de ces terres.
- 5 - Que ces terres aillent à de nouvelles installations agricoles et non agricoles, officielles ou hors cadre, et non à l'agrandissement.
- 6 - Que ces bases deviennent une réalité par notre détermination collective. Et nous porterons ensemble une attention à résoudre les éventuels conflits liés à leur mise en œuvre.

Plus d'infos : ACIPA, <https://www.acipa-ndl.fr>



Action en faveur du climat le 3 octobre 2015 à La Barre-de-Monts, en Vendée

Dire non au broyage des poussins vivants

Environ 50 millions de poussins sont gazés, broyés vivants à la naissance, voire agonisés dans des bennes à ordures, chaque année en France. C'est la conséquence de la sélection par l'industrie avicole des femelles pour produire des œufs, alors que les mâles sont détruits comme des déchets car estimés improductifs économiquement. L'association L214 mène une campagne et une pétition contre ces pratiques. La France pourrait s'inspirer de l'Allemagne qui a annoncé la prochaine mise en place d'un système de reconnaissance du sexe des volailles dans l'œuf dès le 3^e jour de leur développement, ce qui éviterait d'attendre l'éclosion avant de les détruire. 36 parlementaires de tous bords ont interpellé le ministre de l'agriculture durant l'été 2015. Mais ces pratiques barbares ne sont que la pointe émergée de l'iceberg de l'élevage industriel. Au-delà de techniques sophistiquées de sélection, il est urgent de remettre en cause le système industriel d'élevage et de revenir à des pratiques humaines. Ce qui implique aussi de remettre en cause nos habitudes de consommation de produits animaux. L214, c/o Locaux Motiv', 10 bis rue Jangot, 69007 Lyon, www.l214.com.

» Théâtre

Planète plastique



Le Théâtre du Bruit prépare une pièce intitulée *Planète plastique*, destinée à être jouée en plein air autant qu'en salle à partir d'avril 2016. Ce spectacle écologique et humoristique, outil de sensibilisation sur les dangers du plastique, l'importance des lobbies et le développement des "continents" de plastique dans les océans, mêlera l'histoire du plastique à la société de consommation, avec la découverte au présent du 7^e continent, et de son futur post-apocalyptique... Jeune compagnie lyonnaise, le Théâtre du Bruit recherche des partenaires et des mécènes (dans le domaine du recyclage, de l'écologie, etc) pour financer son projet. Silence est partenaire de ce projet.

Contact : contact.theatredubruit@gmail.com, <http://theatredubruit.wix.com/compagnie>.

» Lyon-Turin

Erri De Lucca relaxé !

L'écrivain Erri De Lucca est passé en procès pour avoir écrit que la ligne à grande vitesse Lyon-Turin "doit être freinée, entravée, donc sabotée". Le lundi 19 octobre 2015, le tribunal de Turin n'a pas suivi la réquisition du procureur qui réclamait huit mois de prison. Le tribunal a relaxé l'écrivain estimant que "le délit n'est pas constitué". Voilà qui relance le débat sur les limites de la légalité... et de la légitimité.



Niccolò Caroniti

Transports en commun gratuits



Le 1^{er} janvier 2017, les transports en commun de l'agglomération de Niort (45 communes et plus de 100 000 habitants) seront gratuits. En 2018, ce devrait être le tour de l'agglomération de Dunkerque d'adopter la gratuité (18 communes et 250 000 habitants dans l'agglomération).

Dans les deux cas, les 10 % de financement que rapportait la billetterie devraient être compensés par une augmentation du versement transport payé par les entreprises.

Nouvelles internationales

Alors que l'ONU vient de décider la création d'un groupe de travail en vue de proposer, en 2016, un processus aboutissant à un traité d'interdiction des armes nucléaires, la France s'obstine à lutter contre un tel objectif, et se réfugie dans une attitude incohérente qui paralyse toute possibilité de réel progrès dans le désarmement.

Violences du 13 novembre

♦ **Petite phrase :** "En opposant la haine à la haine, on ne fait que la répandre, en surface comme en profondeur" Gandhi

♦ **Meurtres aveugles contre meurtres aveugles ?** Après l'explosion d'un avion de tourisme russe (224 morts, le 30 octobre 2015), la principale décision de Poutine a été d'intensifier les bombardements sur Daesh. Après les attentats à Paris (130 morts, le 13 novembre 2015), la principale décision de Hollande a été... la même. Ces bombardements se font depuis une grande hauteur et tombent principalement sur la ville de Raqqa, siège de l'"Etat islamiste". Problème : plus de 200 000 personnes vivent dans cette ville, la plupart n'ayant évidemment rien à voir avec les jihadistes. Et on estime que 9 millions de personnes vivent dans les régions contrôlées par Daesh. On peut donc penser que les bombes russes et françaises font énormément de "dommages collatéraux". Il faudra nous expliquer la différence entre des actes "terroristes" à Paris quand des islamistes tirent au hasard dans la foule et des actes "militaires" quand les armées russe et française larguent des bombes sur Raqqa.

♦ **L'Etat d'urgence après 25 ans de plan Vigipirate.** Nous interrogeons Claude Guillon dans notre numéro de novembre 2015 à propos des 25 ans de plan Vigipirate, nous étonnant que si peu de monde s'inquiète de la baisse régulière de nos libertés et de la militarisation de la société. Avec l'Etat d'urgence enclenché dès le 13 novembre 2015, un nouveau pas a été franchi... Les députés ont voté pour à la quasi unanimité (6 députés ont voté contre, trois socialistes Pouria Amirshahi, Barbara Romagnan, Gérard Sebaoun et trois écologistes Sergio Coronado, Noël Mamère et Isabelle Attard, 19 n'ont pas pris part au vote dont les élus Front de gauche). Et selon les sondages (dont les questions sont choisies par nos dominants ne l'oublions pas) semblent indiquer qu'une grande partie de la population approuve cette nouvelle perte de liberté.

♦ **Bizarre !** Au nom de l'état d'urgence et du manque de disponibilité des forces de l'ordre, toutes les manifestations sociales ont été suspendues... mais par contre toutes les manifestations commerciales ont été maintenues (marchés de Noël).

♦ **Accueillir les réfugiés.** Droite et extrême-droite, en France comme en Europe, ont réagi en demandant la fermeture des frontières face aux

La France, reste résolument engagée en faveur du désarmement nucléaire" a rappelé notre ambassadrice de l'ONU. Dans les faits, sa position est bien plus ambiguë. La France se présente toujours en modèle du désarmement nucléaire avec, par exemple sa doctrine dite de "stricte suffisance" reposant sur 300 bombes (mais pourquoi pas 150 ?), sa ratification du traité d'interdiction des essais nucléaires (mais elle en "expérimente" au Mégajoule ou à Valduc, près de Dijon), sa proposition d'un traité d'interdiction de production de matière fissile (mais elle ne remet pas en cause les quelques dizaines de tonnes qu'elle possède...).

Plus grave encore est l'absence de débats en France sur la dissuasion nucléaire elle-même. Lors d'un colloque à l'Assemblée nationale le 26 octobre 2015, sur le sujet précis de la dissuasion, le leurre de la dissuasion nucléaire n'a pas été évoqué. Pour tous nos responsables politiques la dissuasion nucléaire ne peut pas être remise en cause ! Une seule question taraude cependant quelques militaires : n'est-il pas temps de faire décroître le budget du nucléaire, vu les limites du budget de la Défense.

Dommage... car sous d'autres formes la dissuasion peut être une stratégie efficace pour éviter des conflits armés : par

exemple les dissuasions financière, industrielle, énergétique... et non-violentes, sont de loin les plus efficaces !

La France s'oppose à la majorité des pays qui veulent un processus d'interdiction des armes nucléaires comme cela vient d'être voté à l'ONU. Or, si la France souhaitait réellement parvenir à un "monde sans armes nucléaires", elle aurait tout intérêt à s'impliquer dans le processus actuel vers un traité international d'interdiction des armes nucléaires. Cela lui permettrait beaucoup plus facilement de convaincre les autres États nucléaires de réduire leurs arsenaux de façon à pouvoir négocier un désarmement nucléaire total et contrôlé, avant qu'il ne soit trop tard ! Le processus qu'elle défend, dit "pas à pas", a déjà fait largement la preuve de sa grande inefficacité. Un tel processus ne permettra jamais d'avancer vers un monde sans armes nucléaires !

Une telle obstination française contre le désarmement nucléaire conduit à une incohérence grave et donc à un blocage, alors que la vocation historique de la France, pays des droits de l'Homme, serait de prendre le leadership du désarmement nucléaire mondial, assumant ainsi un rôle qui laisserait une trace majeure dans l'Histoire.

Extraits de l'édito de Armes nucléaires STOP, novembre 2015

flots de réfugiés syriens. Comme en témoignait une de ses réfugiées dans les médias : "nous le 13 novembre, c'était tous les jours." Alors ne punissons pas les victimes et continuons à accueillir ceux qui fuient la guerre.

♦ **Islamophobie.** Le sociologue Saïd Bouamama critique l'injonction faite aux musulmans de France de se distancier des attentats de Daesh. Il estime qu'ils sont "les premiers à souffrir de cette instrumentalisation de leur foi à des fins politiques, réactionnaires et meurtrières". Et de citer la militante antiraciste Rockaya Diallo qui, suite à l'attaque de Charlie Hebdo, répondait dans un débat : "J'ai le sentiment que toute ma famille et tous mes amis musulmans sont mis sur le banc des accusés. Est-ce que vous osez me dire, ici, que je suis solidaire ? Vous avez vraiment besoin que je verbalise ?". (bouamamas.wordpress.com)

♦ **Exportations d'armes françaises.** La France est devenue en 2015 le deuxième pays exportateur d'armes au monde, derrière les Etats-Unis et devant la Russie ! Elle était durant de nombreuses années en quatrième position. Les investisseurs et leurs médias saluent une "performance exceptionnelle" qui signifie que nous prospérons sur la vente d'engins de mort qui, nous le savons, serviront à mutiler atrocement des civils et à réaliser des carnages semblables à ceux de Paris, dans de nombreuses sociétés éloignées géographiquement de la France. Nous ne pouvons pas à la fois proclamer notre légitime indignation devant l'horreur des attentats de Paris, et nous réjouir d'exporter dans le monde entier les armes qui produiront de mêmes situations. Premier client de la France : l'Arabie Saoudite... l'Etat qui inspire Daesh et le finance en partie. La boucle est bouclée. Une autre part importante des armes utilisées actuellement en Syrie est issue d'anciens combattants de l'armée de Saddam Hussein, partis avec leurs armes. Lesquelles ont été fournies durant la guerre Irak-Iran par les Etats-Unis et la France entre autres. Quelle déception : on leur vend des armes et ils ont le mauvais goût de les utiliser !





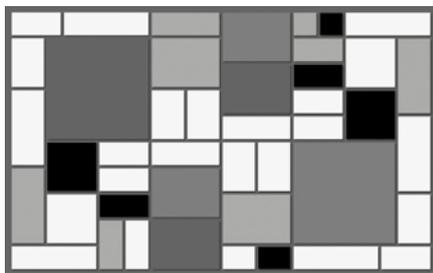
Politique

La France, premier financeur des mouvements islamistes ?

Le *New York Times* a publié le 29 juillet 2014, une enquête très précise sur le financement des mouvements islamistes apparentés à Al Qaïda. Selon cette enquête, depuis 2008, sur six ans, le budget de ces mouvements atteindrait 135 millions de dollars dont 80 millions pour la seule année 2014. Il ressort de l'enquête que la première source de financement provient des rançons versées par les Etats pour récupérer leurs ressortissants enlevés. Et la France arrive en tête des contributions avec 58 millions de dollars versés. Le gouvernement masque ces fonds en les glissant dans des lignes budgétaires d'aide au développement ou en passant par des intermédiaires comme Areva dans le Sahel. La Suisse et l'Allemagne agissent de même. La Grande-Bretagne et les États-Unis, qui refusent de verser des rançons, voient leurs ressortissants exécutés. Toujours selon cette enquête, les sommes versées ont considérablement augmenté : de 200 000 dollars en 2008 à 10 millions aujourd'hui.

Domaine public

Fin janvier 2015, s'est tenu, à Paris, le premier "festival du domaine public". Ses fondateurs, Alexis Kauffmann et Véronique Boukali voulaient ainsi ouvrir la réflexion sur les droits d'auteur, droits qui s'éteignent actuellement, en France, 70 ans après la mort de l'auteur. Le festival présentait des œuvres aujourd'hui libres de droit comme, depuis le 1er janvier 2015, celles de Kandinsky, Munch, Mondrian en peinture, Romain Rolland ou Giraudoux en littérature, le typographe Edward Johnston, ou encore Paul Otlet, un "inventeur fou" belge qui voulait indexer toute la connaissance sur des petites fiches, projet que l'on surnomme aujourd'hui le "Google de papier". Le festival pose la question de la privatisation de certaines œuvres. Ainsi les œuvres de Disney sont protégées... alors qu'il s'est inspiré d'œuvres libres de droit (contes de Grimm par exemple).



Œuvre de Mondrian

Les astuces se multiplient pour éviter de tomber dans le domaine public : ainsi le journal d'Anne Franck doit devenir libre de droits en 2016... mais ses ayants-droits essaient de justifier le maintien des droits en estimant que c'est le père qui a mis le livre en forme... lequel est mort plus tard. De nombreuses questions sont soulevées : en France, si les auteurs sont morts pour la France, les droits sont prolongés de 30 ans... ce qui explique que le *Petit Prince* de Saint-Exupéry est toujours protégé en France, mais pas en Suisse et en Belgique ! Il serait intéressant de comparer cette problématique avec le mouvement des "creative commons", des "copyleft" et autres où les auteurs abandonnent leurs droits dans certaines circonstances... ce que pratique concrètement *Silence* sur l'ensemble de ses textes, estimant que l'information ne doit pas être une marchandise.

L'écologie, ça commence à bien faire !

En 2013, le budget du Ministère de l'écologie a baissé de 6,5 %. En 2014, il a encore baissé de 4,5 %. En 2015, il a baissé de 5,9 %. En 2016, il baisse de 6,5 % En cumulé sur quatre ans, cela représente -21,4 %. Avec une telle évolution du budget, on peut s'attendre à ce que la loi sur la transition énergétique n'ait pas plus d'effet que le Grenelle de l'environnement.

» Israël-Palestine

Campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction



♦ **Le boycott illégal en France ?** Le 20 octobre 2015, la Cour de Cassation a confirmé la condamnation par la Cour d'Appel de Colmar de 14 militants du mouvement BDS à qui il était reproché d'avoir appelé au boycott de produits en provenance d'Israël dans un supermarché en 2010. Cette décision semble officialiser le fait qu'aujourd'hui, en France, le simple appel à boycotter des produits israéliens est illégal. La France devient "l'un des rares pays du monde, et la seule démocratie, où l'appel au boycott par un mouvement associatif ou citoyen pour critiquer la politique d'un Etat tiers est interdit", selon *Le Monde* du 6 novembre 2015. Remplaçons le boycott par la "grève des achats".

♦ **L'Europe demande l'étiquetage des produits des colonies.** La Commission européenne a demandé, mercredi 11 novembre, aux 28 Etats membres de mettre en œuvre l'étiquetage des produits originaires des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Une première réaction positive des gouvernements européens au mouvement BDS, en attendant l'interdiction de ces produits.

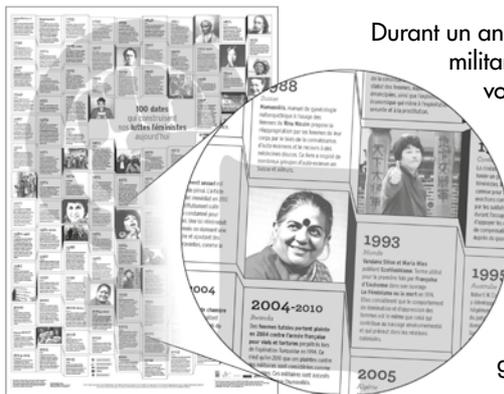
La Suisse ne peut se contenter d'une seule planète

Les élus Verts suisse ont proposé, courant novembre 2014, dans le cadre d'un projet de loi sur la protection de l'environnement, un amendement "pour une économie verte" qui fixerait que l'objectif pour le pays est de revenir à une empreinte écologique d'une seule planète d'ici 2050. Les élus écologistes rappelaient que la Suisse a dépassé son seuil d'équilibre en 1964.

Cet amendement a été rejeté par la majorité du Conseil des Etats (28 voix contre 11) qui juge un tel objectif impossible à atteindre. La Suisse va vite devoir lancer un programme spatial pour nous trouver d'autres planètes car pour le moment, elle consomme quatre fois la production de sa surface.

» ANNONCE

Affichons le féminisme !



Durant un an, la revue *Silence* a rassemblé des militant.e.s de divers horizons pour concevoir une affiche retraçant l'histoire des luttes féministes en 100 dates-clés.

Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent.

Le souci de ne pas se cantonner au féminisme occidental ni au féminisme institutionnel a notamment guidé ce travail.

Vous pouvez commander l'affiche "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui", par chèque à l'ordre de *Silence* ou sur notre site www.revuesilence.net.

Elles sont au prix de 7 € l'unité. Pensez à ajouter les frais de port :

2 € de 1 à 3 exemplaires, 4 € de 4 à 9 exemplaires, offerts à partir de 10 exemplaires.



Nucléaire

» CHRONIQUE

CATASTROPHE DE FUKUSHIMA

Monique Douillet

Retours forcés dans les zones évacuées de Fukushima

Le gouvernement japonais en a décidé ainsi : les ordres d'évacuation vont être levés avant le mois de mars 2018, sauf pour la zone non récupérable. L'aide au logement va s'arrêter au mois de mars 2017. Quelques communes ayant leur propre politique de soutien des sinistrés prendront le relais.

Examinons la situation à la lumière de ce qui se passe dans la bourgade de Nahara, totalement évacuée après le 11 mars 2011. La commune comptait 2694 foyers et 7368 personnes. Les retours ont été prévus à partir du 5 septembre 2015. Un sondage datant d'octobre dernier, effectué auprès des ex-habitants, avait révélé que 22,9 % ne souhaitaient pas revenir, 30,5 % n'avaient pas tranché, 9,6 % étaient prêts à rentrer, principalement des personnes âgées et 36,1 % étudieraient un retour sous condition.*

Pour passer sous le seuil de 20 mSv (nouvelle limite autorisée), le gouvernement a fait décontaminer les maisons, mais rarement les abords et les jardins et jamais les forêts alentour. Rappelons qu'avant l'accident la limite était de 1 mSv par an. Ceux qui reviennent ne peuvent donc pas ignorer le risque auquel ils s'exposent.



Dès les premiers jours de la réinstallation, les problèmes se sont additionnés : des maisons ont été vandalisées, le barrage de la commune qui alimente l'eau du robinet n'a pas été assaini, mais aucune trace de césium n'ayant été détectée lors de l'inspection de référence, l'eau a été déclarée potable. Il était prévu qu'après 3 ans dans un dépôt provisoire, les déchets pollués seraient transportés dans des lieux intermédiaires, 30 ans au maximum, avant la destination finale (à trouver).

Aimeriez-vous revenir habiter à côté de cela ?

Mais faute de solution, ils sont toujours entreposés dans des sacs à proximité des habitations et des écoles. Des plantes y germent et poussent à l'intérieur, déchirant les parois. Nombre de résidents les gardent dans leur jardin, soit en surface, soit enterrés. La situation s'est banalisée. Même à la télévision, après la météo, on présente le journal de la radioactivité !

Dans les zones de réinstallation, on passe d'une surveillance territoriale à un contrôle individuel. Les résidents sont incités à suivre leur exposition à partir de dosimètres portatifs personnels. Ces enregistrements tendent à sous-estimer l'exposition réelle, car ils ne tiennent pas compte de l'ingestion/inhalation et n'enregistrent qu'une partie de la radioactivité ambiante, même lorsqu'ils sont portés en continu (ce qui n'est pas toujours le cas).

Dans plusieurs villes les habitants prennent les affaires en mains. Ils mesurent la radioactivité en voiture, à vélo, à pied et à différentes hauteurs adaptées aux enfants, à partir d'appareils reliés à des GPS. Des cartes sont mises en ligne et partagées. Ils mesurent aussi celle des sols et analysent des aliments. Une base de données des centres de mesure citoyens *Minna no data* (version anglaise) existe depuis octobre 2014. Chacun peut consulter les résultats d'analyses en cours, ou les débits de dose dans l'air ambiant. Ces équipements coûtent très cher. Néanmoins des données multiples sont indispensables, car reconstituer son niveau d'exposition est un véritable casse-tête.

* Source *L'ACRONIQUE de Fukushima*.

Ces informations sont extraites de la conférence de Kurumi SUGITA, chercheuse au CNRS retraitée, et de Marie Augendre, MCF géographie, U. Lyon 2, coordinatrices d'un projet financé par le CNRS. (Cette conférence a été organisée par Les Amis de la Terre Lyon le 1er octobre 2015.)

Certains éléments proviennent de leur étude inédite : **Déplacés et Indécis laissés à eux-mêmes depuis l'accident de Fukushima (DILEM)**. Rapport annuel, 2013.

Une version chronologique détaillée de la catastrophe se trouve sur notre site : www.revuesilence.net

» Appel du 26 avril

Pour une insurrection artistique, intellectuelle, scientifique et populaire contre la poursuite de la contamination radioactive de la planète :

MOBILISONS-NOUS entre le 11 mars et le 26 avril 2016.

Chaque mois présentation d'une initiative contre le nucléaire.

TCHERNOBYL, FUKUSHIMA...

Un événement à Grenoble sur le thème

SANTÉ ET NUCLÉAIRE Du 23 mars au 3 avril 2016

Afin de sensibiliser un large public aux problèmes posés par la contamination radioactive de la planète, des interventions sont prévues selon quatre axes : artistique, documentaire, citoyen et international avec :

- **Une exposition artistique à l'Ancien musée de peinture, place de Verdun**, composée de peintures, sculptures, installations de plasticiens, dessins et photographies sur le thème de la contamination radioactive. Des panneaux illustratifs et pédagogiques lui sont associés ainsi que des lectures théâtralisées de La Supplication de Svetlana Alexievitch.
- **Trois représentations théâtrales (1, 2 et 3 avril)** au Petit Théâtre (CREARC), rue Pierre-Duclos de La Supplication
- **Quatre films** suivis de débats sont programmés au Cinéma Le Club les 24, 25, 30 et 31 avril ainsi qu'un cycle de conférences à la Maison des Associations et dans la salle de Conférences de La Plateforme.
- Des installations de street-art et des projections lumineuses en milieu urbain sur des bâtiments sont proposées ;
- Deux rassemblements en centre-ville le vendredi 11 mars (Fukushima) et le mercredi 23 mars en soirée.
- enfin, sur le plan international, une action commune et publique des Villes de Grenoble et de Genève pour appuyer les demandes formulées depuis huit ans à l'Organisation Mondiale de la Santé par les Vigies du Collectif Independent WHO- Santé et Nucléaire.

Organisateurs : SDN 38 et IWHO Santé et Nucléaire, en partenariat avec la Ville de Grenoble et avec le Cinéma "Le Club", Contacts : 06 38 78 52 90 04 76 41 06 36

➤ **Coordination générale de l'Appel et renseignement :** Bruno Boussagol : 06 08 22 79 71, brut-de-beton@orange.fr

Nucléaire



» Belgique

Quand les fissures deviennent des bulles !

Depuis mars 2014, les réacteurs de Doel 3 et Tihange 2 étaient à l'arrêt après la découverte de micro-fissures dans la cuve des réacteurs. Le 17 novembre 2015, l'AFCN, autorité de sûreté nucléaire belge, a autorisé le redémarrage des réacteurs estimant qu'Electrabel avait prouvé que les microbulles présentes dans les parois des cuves n'avaient pas d'impact sur la sûreté des réacteurs. Par quel tour de passe-passe sommes-nous passés de fissures à des bulles ? Mystère ! Electrabel affirme que ces micro-bulles n'évoluent pas dans le temps... Pour rappel, la plus grosse fissure détectée en 2014 faisait 18 cm de long.

Risque d'attaque informatique

Chatham House, un club britannique de prospectives proche des Conservateurs, s'inquiète, dans rapport publié le 5 octobre 2015, des risques grandissants d'attaque informatique dans le domaine du nucléaire. Le rapport identifie quatre agresseurs potentiels : les antinucléaires pour stopper un réacteur, le crime organisé pour demander des rançons, des Etats et leurs services secrets pour gêner un autre pays ou des terroristes pour provoquer un accident. Les auteurs du rapport estiment que des intrusions sont de plus en plus probables du fait des interconnexions entre réacteurs et services informatiques. Ils demandent que les opérateurs soient formés pour détecter des intrusions. Le rapport rappelle que le programme nucléaire iranien a été gravement perturbé en 2010 par un programme lancé par les Etats-Unis et Israël. Il semble que le même programme soit à l'origine d'une panne sur un réacteur russe. Le rapport s'appuie sur des données collectées lors d'une conférence de l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, qui s'est tenue en juin 2015 à Vienne, au cours de laquelle de nombreuses autres malveillances ont été révélées.

Coût du site Cigéo

30 milliards d'euros : c'est le prix annoncé par l'Andra pour construire un centre d'enfouissement des déchets en couche profonde, pour le moment envisagé à Bure en Lorraine. En 2005, l'Andra ne parlait que de 15 milliards. EDF et le CEA qui doivent financer demandent à ralentir les travaux car ils ne peuvent financer une telle somme.

Énergies



Des aides qui coulent les artisans

L'un des axes majeurs du plan de transition énergétique adopté en août 2015 est l'aide à rénovation énergétique dont peuvent théoriquement bénéficier plus de 23 millions de logements (ceux classés entre D et G pour la performance énergétique). Cela passe par différentes aides financières et notamment par des crédits d'impôt. La plupart de ces aides existent déjà depuis 2009, mais ont été amplifiées. Or un bilan réalisé entre 2009 et 2015, montre que malgré 12 milliards d'aides par an, le marché de la rénovation énergétique ne s'est pas développé. L'analyse des données chiffrées montre clairement que les entreprises présentes sur ce marché ont augmenté leurs tarifs en proportion des aides. Autre problème récurrent : ces aides ne suffisent pas pour encourager les particuliers à choisir les produits les plus performants : seules 45 % des fenêtres changées avaient une performance thermique suffisante, la moitié des gens choisissant la fenêtre minimale au niveau thermique pour avoir l'aide.

Le 1^{er} novembre 2015, un regroupement d'artisans a lancé un appel pour revoir les modes d'attribution de ces aides. Ils pointent le fait que pour bénéficier de ces aides, il faut faire une démarche compliquée d'accréditation que de fait seules les grosses entreprises peuvent le faire. Celle-ci ayant également le service commercial le plus efficace, elle propose des solutions certes financièrement intéressantes (pour les entreprises) mais loin d'être les plus intéressantes sur le plan énergétique. Les artisans dénoncent la présence de fournisseurs d'énergie comme conseillers pour ces travaux, et notamment la présence d'EDF qui propose des solutions "électriques" douteuses et de conclure : "Nous ne compterons jamais sur Haribo pour nous expliquer à quel point le sucre est mauvais pour la santé !". Ils demandent que les aides soient conditionnées à un résultat et non à une procédure administrative en amont.

Pour en savoir plus : <http://rge-info.com>

» Renouvelables

La France accélère ?

Le 13 novembre 2015, en prélude au sommet sur le climat, la ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, a présenté le plan pluriannuel de l'énergie (PPE). Celui-ci prévoit une hausse importante du recours à l'éolien. Celui-ci passerait de 14 000 mégawatts (MW) aujourd'hui à entre 36 000 et 43 000 MW en 2023. La production de chaleur à partir de la biomasse devrait passer de 10,7 millions de tonnes équivalent pétrole (Tep) aujourd'hui à 13 ou 14 millions. Pour le solaire, on passerait de 500 MW au sol et 300 MW sur toits prévus en 2016 à 1000 MW au sol et 450 MW en toits en 2017. Reste juste à passer du discours à la réalité...

L'éolien dépasse le nucléaire en puissance

Fin 2015, la puissance installée en éolien dans le monde a dépassé celle du nucléaire (376 000 Megawatts). Les spécialistes de l'énergie font remarquer que l'éolien a mis 15 ans pour atteindre cette puissance... contre 55 ans pour le nucléaire.

Cela ne signifie pas encore une égalité de production électrique, puisque le temps de production du nucléaire annuel est de l'ordre de 70 % alors que celui de l'éolien reste plus faible. Mais là aussi l'évolution est rapide. Alors qu'en France ce taux pour l'éolien est de 20 à 30 %, les Etats-Unis font nettement mieux : au Nebraska, en 2014 (4897 MW installés), ce coefficient a atteint 55,9 %.

Les voitures électriques ne décollent pas

Selon les chiffres officiels, il s'est vendu 11 779 véhicules particuliers électriques neufs lors des neuf premiers mois de l'année 2015 contre 6929 lors de la même période en 2014. Cela constitue une progression de +70 %. Cette montée des ventes est le résultat des primes accordées par le gouvernement... mais c'est déjà estimé comme un échec car cela ne fait passer le pourcentage des voitures électriques dans les ventes de voitures neuves que de 0,6 à 0,8 %.

Le gouvernement, dans son désir de sauver le nucléaire à tout prix, a donc pris de nouvelles mesures pour essayer de faire remonter la consommation électrique : les aides sont maintenant accordées à tout changement pour un véhicule diesel de moins de 10 ans (contre 14 ans avant).

Cela ne changera sans doute pas grand chose : les automobilistes qui ont tenté de rouler avec des voitures électriques savent que l'autonomie extrêmement réduite est un facteur limitant.



Société

» Autriche

Du bon accueil des réfugiés



Ahmed Mohamed participe à des chantiers avec les employés de la commune

Le vétérinaire de la commune de montagne d'Eisenkappel-Vellach, 2300 habitants, à 8 km de la Slovénie, a décidé d'ouvrir un centre d'accueil pour réfugiés et en décembre 2013, 30 Afghans s'y sont installés. Pour éviter les manifestations hostiles, des habitants, dont le maire, sont allés à leur rencontre pour leur offrir un repas d'accueil et du matériel et leur

demander ce dont ils avaient besoin. Fort de ce succès, le vétérinaire a collecté des fonds pour ouvrir deux nouveaux centres d'accueil en 2014 dont un centre non-mixte qui accueille 25 femmes de 14 nationalités différentes. Le FPÖ, parti nationaliste de droite, a lancé une pétition pour protester contre cet accueil et a fait du porte à porte pour collecter des signatures. La municipalité et les habitants ont répondu en organisant différentes activités culturelles, sociales et sportives avec ces nouveaux habitants. Peu à peu, la voix du FPÖ s'est affaibli. Le nombre de réfugiés a atteint 115, soit 5 % de la population. Aux élections municipales de mars 2015, surprise : le FPÖ a vu son score baisser de manière importante, perdant trois de ses quatre sièges alors que la liste la plus favorable aux réfugiés La Liste Slovène est passée de 4 à 8 sièges. Prendre soin de bien accueillir les réfugiés serait peut-être le moyen de faire reculer le FN chez nous, non ?

(source : Archipel, octobre 2015)

» Belgique

Des maisons à la place des prisons

Tout le monde le constate : la prison n'est pas vraiment l'endroit où un condamné peut trouver comment se réinsérer dans la société. C'est même plutôt l'endroit où il peut se faire un carnet d'adresses pour récidiver à l'échelle au-dessus. La prison, qui au départ selon la loi, ne vise qu'à priver les personnes de liberté suite à un délit, n'a jamais réussi à remplir cette mission. Depuis 2013, une association De Huizen, en lien avec des magistrats, des policiers, du personnel pénitentiaire, des détenus, a engagé une réflexion pour développer une alternative à la prison. L'idée retenue consisterait à réaliser de petites maisons de détention d'un maximum d'une dizaine de détenus, dispersées dans les quartiers, qui travailleraient en lien avec les structures sociales, les associations, les entreprises de ce quartier, pour développer un maximum de relation entre le délinquant et son environnement et ainsi lui offrir des opportunités de réinsertion. Dans ces maisons pourraient se développer différentes activités de quartier : restaurant social, atelier pour vélos, théâtre... Les animateurs du projet parlent de "justice réparatrice". Le gouvernement a donné son feu vert pour mettre en place une première maison expérimentale et un appel a été lancé dans le milieu associatif.

Pour en savoir plus :

- ♦ <http://dehuizen.be.apache08.hostbasket.com/indexFrans.htm>
- ♦ Livre *Les Maisons, vers une approche pénitentiaire durable*, ASP Editions, 2015.

Loi contre la publicité imposée aux enfants

Le 21 octobre 2015, le Sénat français a voté une proposition de loi écologiste prévoyant la "suppression de la publicité dans les programmes jeunesse de la télévision publique". Celle-ci ne s'applique qu'à la télévision publique, explique l'ex-sénateur écologiste Jacques Muller, car les chaînes privées sont désormais soumises à des arbitrages différents des chaînes publiques pour la publicité, ce qui rendait une loi générale indéfendable. La proposition devrait passer devant l'Assemblée nationale en 2016.



Vélo(rution)



Berne lance un réseau de partage pour les vélos-cargos

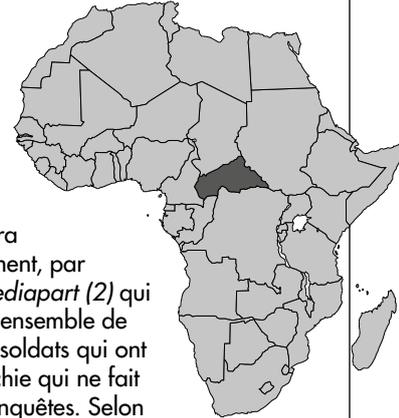
Si nous voulons penser une ville cyclable, il faut disposer de vélo-cargos, ces vélos à assistance électrique, qui permettent de transporter de lourdes charges. Mais comme ces vélos sont chers et que tout le monde n'en a pas besoin tous les jours, le mieux est de le partager. C'est ce que propose la plate-forme carvelo2go.ch (en allemand) depuis novembre 2015 à Berne, en Suisse avec pour le moment une flotte de 18 véhicules.

La couleur du viol

Antoine Glaser, ancien rédacteur en chef de la *Lettre du continent*, est considéré comme un "spécialiste de l'Afrique" dans la sphère médiatique française, qui le convoque régulièrement. Ainsi un journaliste de *France Culture* qui le recevait dans son émission (1), l'interrogeait sur ce que les cas de viols d'enfants par des militaires français en Centrafrique révélaient de la manière qu'a notre armée de s'y comporter. L'éminent fit cette réponse : "[...] C'est un vrai problème au sein même des Nations-Unies, des casques bleus. Les gens s'imaginent que les casques bleus, c'est toujours des supers Européens bien équipés. En fait ce sont les pays les plus pauvres du monde, Bangladesh, Népal, Pakistan, qui envoient des casques bleus dans ces pays. Pour les opérations Sangaris, on peut aussi se poser la question, il y a eu des traumatismes de jeunes militaires. Souvent d'ailleurs, les gens ne se rendent pas compte, ils voient toujours un blond aux yeux bleus qui est un croisé et très souvent, c'est un jeune des banlieues qui est lui-même musulman et on l'envoie dans une guerre civile en Centrafrique. Ça ne justifie pas les abus sexuels mais ça veut dire qu'il faut aussi savoir qui on envoie, comment, et autre, en Centrafrique."

Son intervieweur ne broncha pas, et annonça tranquillement la suite de l'émission, malgré le racisme abject d'un tel propos. Selon M. Glaser, donc, s'il y a des viols, c'est parce qu'on envoie en Afrique des "pauvres" du Bangladesh, du Népal ou du Pakistan ou des gens qui ne sont pas des "blonds aux yeux bleus" mais des "jeunes des banlieues" musulmans. Pour la gouverne du spécialiste, rappelons d'une part que le sexisme en général et le viol en particulier sont également répartis dans toutes les couches sociales de toutes les sociétés. D'autre part, il n'y a, pas plus en matière de viol que dans d'autres domaines, de races supérieures.

Remarquons aussi que le "spécialiste" a réussi à éviter soigneusement la question du comportement de l'armée française en tant qu'institution en Centrafrique. On pourra heureusement se tourner utilement, par exemple, vers un article de *Mediapart* (2) qui décrivait la responsabilité de l'ensemble de l'armée dans ces affaires, des soldats qui ont commis ces viols à leur hiérarchie qui ne fait pas de zèle pour faciliter les enquêtes. Selon l'article, ces crimes rejoignent le comportement de nombreux expatriés français dans le pays, tels "un groupe de magistrats hexagonaux en mission en Centrafrique [qui] sollicitaient sexuellement de nombreuses femmes, de l'expatriée blanche trentenaire à la gamine centrafricaine mineure. En France, cela tomberait sous le coup du harcèlement ou du crime sexuel, mais en Centrafrique, ils ont un sentiment total d'impunité". Rappelons à M. Glaser que la magistrature n'est pas connue pour l'intégration des "jeunes de banlieue" dans ses rangs. Selon des sources de *Mediapart* "il y a eu une tentative d'étouffer, ou en tout cas de taire, l'affaire des viols par les soldats, afin de ne pas ouvrir la boîte de Pandore sur toutes les autres pratiques nauséabondes en Centrafrique de la part des internationaux : trafic de diamants, usage de drogues, parties fines avec des mineures, etc."



(1) L'invité des Matins du 26 octobre 2015, présentée par Guillaume Erner, disponible sur le site de France Culture.

(2) En Centrafrique, les accusations contre l'armée française se multiplient, *Mediapart.fr*, 14 juillet 2015

En partenariat avec : **Survie**, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <http://survie.org>



Françafrique : formations

Lors du sommet de l'ONU consacré au renforcement des opérations de maintien de la paix, François Hollande a annoncé, le 29 septembre 2015, que la France allait former 100 000 soldats africains d'ici 2020 "de sorte que l'Afrique puisse assurer sa propre sécurité". Cela fait maintenant soixante ans que la France forme des militaires africains pour officiellement éviter les interventions de nos troupes... Manifestement, cela ne fonctionne pas !

CHINE : FIN DE LA POLITIQUE DE L'ENFANT UNIQUE



» Dakar 2016

Le Pérou et le Chili se retirent

Depuis 2009, le rallye Paris-Dakar se déroule... en Amérique du Sud. Ceci du fait des menaces terroristes et des vols lors de la traversée du Sahel. Mais en Amérique du Sud, on n'apprécie pas forcément non plus cette course pour occidentaux attardés. En avril 2015, le Chili a mis un terme à sa participation à la course, fermant de fait le passage dans le désert d'Atamaca, au nord du pays, prétextant une inondation dans la région qui a fragilisé l'économie locale. En août 2015, c'est le Pérou qui à son tour s'est retiré, annonçant avoir d'autres préoccupations plus importantes à gérer, notamment du fait des changements

climatiques : des tempêtes violentes ont souvent lieu à cette période de l'année du fait du courant chaud El nino qui longe sa côte. L'édition 2016 de la course se passera donc essentiellement en Argentine, avec une petite incursion en Bolivie. Le Pérou s'était déjà retiré depuis deux ans suite à l'endommagement de sites archéologiques et les organisateurs avaient pris des engagements en ce sens pour revenir cette année. En vain. Reste aux Argentins à prendre conscience de l'absurdité de cette course automobile... à l'opposé de toute démarche respectueuse des personnes (71 morts depuis 1979) et de la planète.

Bataille pour un salaire vital

Un "salaire vital" doit permettre la satisfaction des besoins fondamentaux du travailleur et de sa famille : loyer, énergie, alimentation, eau potable, habillement, santé, protection sociale, éducation, transports, épargne. Ce salaire est calculé sur la base de la semaine légale de travail dans le pays (qui ne doit pas excéder 48 heures selon le droit international). Ce salaire vital est le salaire net et ne doit pas prendre en compte les primes ou le paiement d'heures supplémentaires.

Il s'appuie sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, article 23 : "Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine, et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale". Dans certains pays asiatiques où nous faisons actuellement fabriquer l'essentiel de nos vêtements, nous en sommes loin. En période de soldes, n'hésitez pas à poser des questions sur les prix des habits proposés pour comprendre quelle est la part qui revient à celui (le plus souvent celle) qui les a fabriqués.

Plus d'infos : www.ethique-sur-etiquette.org

Agenda

Si vous désirez diffuser S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

DRÔME CENTRE DES AMANINS

Le centre agroécologique des Amanins propose de nombreux rendez-vous en ce début d'année :

- **1^{er} au 3 janvier** : week-end bonnes résolutions, un séjour avec des ateliers participatifs pour démarrer positivement la nouvelle année.
- **7 au 9 janvier** : week-end "pause partagée" avec Pierre Rabhi, rencontre pour apprendre à participer, partager et apprendre les uns des autres, écouter, autour du thème de la "sobriété heureuse".
- **27 au 31 janvier** : forum Ecoentrepreneur pour une transition entrepreneuriale écologique, séminaire d'intelligence collective avec des chefs d'entreprise, entrepreneurs, managers,

consultants, pour co-construire l'entrepreneuriat de demain

- **9 et 10 février** : initiation à l'holocracy, introduction détaillée et expérimentale de cette méthode, immersion des participants dans des exercices pratiques et des simulations.
- **14 au 17 février** : séjour Papilles : vacances d'hiver autour du thème de la nourriture, avec cours de cuisine bio, ateliers participatifs pour les grands et les petits.
- **20 au 25 février** : un hiver à la ferme, la période des naissances et de sèmençe de nos aliments de l'été, rencontre et lien avec la terre.

Programme complet : Centre des Amanins, quartier Les Rouins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, <http://www.lesamanins.com>

NÎMES UNIVERSITÉ CRITIQUE ET CITOYENNE

Chaque mardi (hors vacances scolaires), à 18h30, à la Faculté d'éducation (ancien IUFM), 62, rue Vincent-Faïta. Entrée libre.

- **12 janvier** : avec Patrick Weil, historien, directeur de recherche au CNRS "Le sens de la République"
- **19 janvier** : Olivier Abel, philosophe "Se délier, s'attacher, les deux versants du cohabiter"
- **26 janvier** : Samuel Johsua, conseiller municipal dans les quartiers Nord de Marseille. "Vivre ensemble, obscur objet d'un désir"
- **2 février** : Alain Guyard, philosophe forain "La statue de la liberté s'épèle-t-elle sous les aisselles ?"
- **9 février** : Vincent Drezet, secrétaire général du syndicat Solidaires Finances Publiques, membre du Conseil Scientifique d'ATTAC "Inégalités, fiscalité et vivre ensemble" En partenariat avec ATTAC
- **16 février** : Une expérience citoyenne pour vivre ensemble à Saillans dans la Drôme
- **8 mars** : Fabrice Arfi, journaliste à Mediapart "Comment les affaires gangrènent le vivre ensemble"
- **15 mars** : Philippe Corcuff, sociologue "Des séries télévisées américaines comme critiques des failles du vivre ensemble"
- **22 mars** : André Bruston, urbaniste "Le double caractère de la ville et de son territoire"
- **29 mars** : Luc Simula, professeur d'économie "Le nouvel âge des inégalités"
- **5 avril** : Christian Salenson, théologien "Sacré = Intouchable ?"

Programme complet : <http://uccn30.blogspot.fr> (note de la rédaction : en attendant des femmes l'année prochaine ?)

énergies

GENÈVE NEUVIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.

femmes, hommes, etc.

PARIS QUI A PEUR DES FEMMES PHOTOGRAPHES Jusqu'au 24 janvier

Musée de l'Orangerie et Musée d'Orsay
Quand on découvre que la technique de la photographie a intéressé les femmes dès le début. Deux expositions qui retracent le parcours de plus de 75 femmes photographes avant 1945.

Musée de l'Orangerie, jardin des Tuileries, <http://www.musee-orangerie.fr>

Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, <http://www.musee-orsay.fr>

Ecologie au quotidien, Le Chastel, 26150 Die, tél : 04 75 21 00 56, www.ecologieauquotidien.fr.

Conférence d'Etienne Balibar, philosophe Université populaire 92, 16, rue Julien-Mocquard, 92230 Gennevilliers, tél : 01 47 94 14 20, www.universite-populaire92.org

société, politique

GIRONDE FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS HUMAINS 8 au 10 janvier

au cinéma Jean-Eustache de Pessac
Cinq films au programme.

www.facebook.com/Festival-International-du-Film-des-Droits-de-l-Homme-Gironde-FIFDH

ISÈRE DU TRACTEUR À L'ÂNE 20 janvier

Conférence gesticulée de Marc Pion sur la prise de conscience politique d'un paysan, entre syndicalisme et luttes paysannes, sur la place des femmes...

A l'Amphidice, Saint-Martin-d'Hères, 1381, rue des résidences, tram B et C, arrêt Condillac-Universités.

ISÈRE LUTTES FÉMINISTES ET ANTIMILITARISTES EN TURQUIE 21 janvier

Ce que nous avons à apprendre ici de ces luttes en Turquie, de leur convergence. Conférence de Pinar Selek, activiste féministe et antimilitariste de Turquie, réfugiée politique en France.

A l'Espace Vié Etudiante (EVE), campus universitaire de Saint-Martin d'Hères, 701, avenue centrale, Tram B et C, arrêt Gabriel Fauré.

HAUTS-DE-SEINE MOBILITÉ, CITOYENNETÉ, LE DILEMME DES FRONTIÈRES 25 janvier à 20h

Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue des Grésillons (M° Gabriel-Péri)

environnement

NOTRE-DAME-DES-LANDES OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.

Contact : reclaimthepad@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>.

ISÈRE ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : <http://zadroybon.noblogs.org>, <http://chambarans.unblog.fr>

fêtes, foires, salons

DRÔME RENCONTRES DE L'ÉCOLOGIE AU QUOTIDIEN 21-31 janvier

Festival sur les alternatives écologiques. Thème de l'année : "Changer de vision, pour un monde solidaire..." Conférences, débats, films, expositions, ateliers, spectacles, visites de sites, soirées conviviales... Avec Miguel Benassayag, Michèle Rivasi, Les Désobéissants, Tripalium, Pistil, Les Amanins, l'Ecole de la nature et des savoirs, Survie, la LPO,...

JE LUTTE DONC JE SUIS

Le nouveau film de Yannis Yalountas "Je lutte donc je suis" (1h20) présente de nombreuses alternatives qui se développent en Grèce et en Espagne, pays les plus touchés par la "crise", un film-remède contre la résignation. En novembre, le réalisateur présente son film aux dates suivantes :

- **6 janvier** à 20h30, cinéma du centre culturel Le Moulin, à Roques-sur-Garonne
- **8 janvier** à 18h et 20h45 au cinéma Le Concorde, à Nantes

- **11 janvier** à 20h, Cinéma Le Concorde à La Roche-sur-Yon
- **12 janvier** à 20h30, salle Jacques-Tati, à Saint-Nazaire
- **16 janvier** à Chambéry
- **17 au 22 janvier** : tournée en Suisse
- **26 janvier** à 20h30 au cinéma Les Arcades, à Salon-de-Provence
- **27 janvier** à 20h45, au cinéma Les Lumières, à Vitrolles
- **28 janvier** à Marseille
- **30 janvier** à Digne

Bande-annonce et infos sur le site <http://jeluttedoncjesuis.net>

Annonces

» Vivre ensemble

■ **Morbihan**. Les Voisins volontaires, habitat participatif à Saint-Nolf, à 10 km au nord de Vannes, dans un écoquartier, dispose d'un emplacement pour une maison, permis de construire obtenu. Duplex T4, 81 m², BBC, ossature bois.

Lots de travaux en autoconstruction. Prêt social de location-cession sur ce logement. 177 000 €. Contact : 06 09 27 32 47 ou 02 35 08 18 42.

■ **Lot**. La ferme en paille est une petite structure d'élevage à Gramat, haut lieu touristique, comptant 150 brebis viande, une dizaine de vaches et de chèvres laitières, un camping à la ferme et un gîte. Nous sommes en autonomie fourragère. Nous recherchons un couple ou une personne, prêts à s'investir dans la ferme (avec ou sans expérience agricole) pour la gestion du troupeau, la transfor-

mation fromagère et la vente directe. Tout cela dans le but de créer par la suite une association. Contact : 06 84 48 67 99 Patrice Ravet.

» Immobilier

■ **Ardèche**. Vend bâtiment pisé 45 m² au sol, sur deux niveaux, charpente bon état, aménageable en habitation, dans hameau nord-Ardèche, avec terrain de 150 m². Acheuteur esprit Silence, possibilité aide et conseil aux travaux, terres agricoles. Tél : 04 75 67 45 62.

■ **Haute-Garonne**. Vends maison trop grande pour moi (400 m²) restaurée, principalement avec des matériaux écologiques. A terminer. Située dans petit village à 68 km au sud de Toulouse. 10 pièces, 2 cheminées + 2 conduits de cheminées, four à pain, phyto-épuration. Terrain d'environ 2000 m² (potager, arbres et petit ruisseau). Pas de mitoyenneté. Epicerie bio, boulanger bio, agriculteurs bio dans le secteur, Biocoop à 40 km. 185 000 €. Tél : 05 61 94 41 28, montama31@gmail.com

Gratuités : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle** : Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliés** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

➤
Voiturettes
électriques sous
une ombrière : un
choix technologique
qui ne résoudra
pas les problèmes
de limitation des
ressources



Low tech : « Faites rouler les joueurs du PSG dans des voiturettes moches ! »

Dans son dernier ouvrage et dans les nombreuses conférences qu'il tient depuis sa sortie, Philippe Bihouix prône un passage du *high tech* au *low tech*. Du plus vers le moins ? Des technologies moins complexes et consommatrices de matériaux, mais plus durables, réparables, et écologiques. Entretien.

Quelles sont les limites concrètes auxquelles fait face l'industrie fondée sur les hautes technologies et l'extraction de matières premières ?

La réalité est bien éloignée des discours optimistes sur le développement durable, des espoirs de "découplage" entre croissance de la consommation d'énergie et du PIB, des mirages d'une économie enfin dématérialisée fondée sur des services numériques et donc forcément "virtuels". En fait, toute industrie est confrontée à la matérialité du monde : dans leur immense majorité, les objets, les machines – visibles ou cachés – qui composent notre quotidien, et l'ensemble des services qui s'appuient sur eux, nécessitent des ressources non renouvelables, essentiellement des métaux (mais pas seulement, par exemple le phosphate en agriculture).

Or celles-ci ne peuvent qu'être partiellement recyclées : on ne peut jamais recycler à 100% ; il y a des usages dispersifs, qui ne permettent pas de récupérer la ressource (le chrome pour le tannage des cuirs, le cuivre ou l'étain pour la peinture anti-algues des bateaux, l'argent dans les pansements, etc.) ; enfin le mélange (alliages) et la complexité des produits rendent le recyclage très imparfait et incomplet.

Le développement et la généralisation des hautes technologies accélère et aggrave ces effets : on utilise des ressources plus rares, et on rend les produits plus compliqués, intégrés, miniaturisés, donc bien plus difficiles à recycler. De nombreux métaux *high tech*, dont les terres rares, sont recyclés à moins de 1%.

Acceptons-le : il n'y a pas de solution technologique permettant de maintenir la gabegie énergétique et matérielle actuelle, car nous serons toujours rattrapés, sur la durée, par un facteur limitant, comme les ressources métalliques ou la disponibilité en surface.

Quelles sont les matières premières dont l'approvisionnement risque de devenir le plus problématique à court terme ? Faut-il craindre des pénuries ?

C'est un exercice périlleux de prédire, par rapport aux réserves actuelles de la soixantaine de métaux, les pénuries à venir. D'abord, car la demande bouge beaucoup : à la hausse (croissance hallucinante des besoins, urbanisation, industrialisation, motorisation d'une part toujours plus grande de l'humanité, Chine et Inde en tête) mais potentiellement à la baisse aussi (substitution possible ou augmentation du recyclage, notamment quand les prix montent). Ensuite, car du



DR

côté de l'offre il faut prendre en compte de nombreux paramètres : exploration et découvertes, progression des techniques de récupération, et également le prix.

Les métaux les plus problématiques à moyen terme seront peut-être ceux qui sont difficiles à substituer : l'étain, le cobalt, ou l'argent peut-être. Mais à terme, tous les métaux, hors le fer et l'aluminium très abondants, sont concernés, et les ressources sont de moins en moins concentrées ou accessibles.

Cela étant dit, je ne crois pas à un "effondrement" de nos sociétés industrielles par les ressources. J'ai bien peur que nous soyons confrontés à bien d'autres forces sociologiques et décompositions d'ici là. Mais cela peut être un facteur aggravant, voire déclencheur.

Pour sortir de ces impasses, vous proposez d'interroger notre système productif dans sa globalité. Que faut-il remettre en cause selon vous ?

Je dirais avant tout notre croyance techniciste. Nous avons un besoin maladif de recourir systématiquement aux solutions technologiques, d'espérer qu'à peu de choses près (quelques éco-gestes, soyons consomm'acteurs et citoyens-du-monde), elles résoudront nos problèmes actuels.

Et aussi notre foi dans le progrès. Évidemment, tout n'était pas mieux avant, et on a sans doute une tendance naturelle à oublier le pire pour ne garder que le meilleur. Mais il faut porter de belles œillères pour refuser de voir l'évidence, car comme le dit joliment le pape François : "La terre où nous vivons devient en réalité moins riche et moins belle, toujours plus limitée et plus grise, tandis qu'en même temps le développement de la technologie et des offres de consommation continue de progresser sans limite" (1).

Que sont les *low tech* ou basses technologies, que vous appelez de vos vœux ? Quels seraient les principes d'une ingénierie *low tech* ?

Avant toute chose, il faut travailler sur la sobriété. C'est tellement plus efficace d'économiser l'énergie que de déployer des renouvelables (il faudra aussi le faire, bien sûr, mais peut-être pas comme aujourd'hui, pour accompagner la croissance de la demande, et pas avec les technologies complexes actuelles).

Puis stopper l'accélération mortifère qui se prépare sous nos yeux avec les objets connectés, les drones et robots, l'humanité "augmentée"... Ensuite, il faut travailler sur la conception des objets : les rendre réellement durables en minimisant les pertes de matière en fin de vie, réduire ou supprimer le contenu électronique, choisir des matériaux plus simples et moins mélangés..., ainsi que sur la manière dont nous les produisons : ateliers locaux ou giga-usines, machines et robots consommateurs de ressources ou humains.

Au lieu de lancer la voiture électrique, lancer le pot de yaourt de 300 kg à vitesse maximale de 70 km/h, ou quelque chose du type vélo couché à assistance électrique. Au lieu de conduire un grand programme de rénovation thermique dans le bâtiment, tricoter des pulls et revenir à des températures de consigne plus raisonnables.

Quelles seraient les implications du passage au *low tech* dans la vie de tous les jours ?

Il faudrait se déplacer moins loin, ou moins souvent, ou y consacrer plus de temps. Rééquilibrer le temps passé entre les transports, l'économie domestique et les activités "externes". Car il faut du temps pour faire des confitures, bricoler son vélo, fabriquer son dentifrice ou son savon, surveiller son compost ou nourrir ses poules, ou aller acheter "en circuit court", chez toute une série de petits producteurs, ce qui remplit aujourd'hui le chariot du supermarché.

(1) Encyclique *Laudato Si'*

◀ Vélo couché caréné : une meilleure piste de descente technologique que la voiture électrique

▶ **Philippe Bihouix** est ingénieur centralien, également co-auteur de *Quel futur pour les métaux?* (EDP Sciences, 2010). Il a travaillé dans de nombreux secteurs industriels : énergie, chimie, transports, bâtiment, télécommunications, aéronautique, etc.



Hermann Iray

Le *low tech* peut toucher tous les domaines de la vie courante, habitat, transport, nourriture, objets du quotidien, divertissement, sport, et même informatique ! On peut relire Illich sur la médecine, et accorder, naturellement, bien plus de place à la prévention. Mais franchement, je ne recommande pas de commencer par le *low tech* chez le dentiste...

Comment amorcer la transition du *high tech* vers le *low tech* ?

C'est là que ma compétence d'ingénieur s'arrête, car je ne suis ni psychologue, ni sociologue, ni politologue. Mais je pense à deux pistes.

L'une est l'emploi. Il est évident que la croissance-créatrice-d'emplois, ne reviendra pas. Et tant mieux, puisqu'on ne sait pas la découpler de la pollution. Les *low tech* permettraient de construire un système industriel et commercial "post-croissance" de plein emploi. Car le contenu en travail de la production locale à petite échelle, de l'artisanat à la réparation, est bien plus important. Je pense que devant le désastre du chômage, et à l'aube, peut-être, d'une nouvelle vague massive de destructions d'emplois à coup de robots, de drones et d'ordinateurs "intelligents", cela pourrait intéresser les politiques.

L'autre est l'agriculture. Dans ce secteur, il est particulièrement visible que l'on va dans le mur, et que la course à la productivité dégrade la situation économique des producteurs, l'environnement, et la condition sanitaire des consommateurs, et nous avons les moyens financiers des subventions.

Vous intervenez régulièrement auprès de grandes entreprises. Quel est leur regard sur ce que vous proposez ?

Concernant les entreprises elles-mêmes, en tant qu'institutions, disons qu'elles sont avant tout intriguées, éventuellement intéressées,

peut-être à l'affût de nouvelles sources d'innovation. Mais rien ne permet d'espérer, de leur part, et malgré toutes les déclarations d'intérêt, de nécessité de "ruptures", d'évolution de *business models*, une quelconque évolution significative de leurs activités actuelles. Si on ne fait pas évoluer l'univers réglementaire, fiscal, financier, dans lequel elles sont enchâssées, les choses ne bougeront qu'à la marge. Et on peut constater, avec le développement durable, qu'elles peuvent tenir des décennies en chantant leurs vertus, sans bouger le petit doigt, à part l'impression de quelques beaux rapports en papier (glacé ou recyclé).

Concernant les personnes qui travaillent dans ces entreprises, il ne se passe pas une semaine sans que je constate combien les gens, jusqu'au plus haut niveau hiérarchique, sont conscients du problème, peinés dans leur rôle de citoyen et/ou de parent, voire de dirigeant, mais se déclarent impuissants à faire – seuls – bouger les choses, tiraillés entre une grande lucidité sur le constat et une totale incapacité à agir.

Du point de vue culturel, comment renverser la suprématie du *high tech* et rendre désirable le *low tech* ?

Je ne suis pas sûr que le *low tech* soit jamais désirable. Il faudra peut-être plutôt parler de technologies sobres, durables, ou appropriées (2). Une partie de la réponse se trouve dans les élites médiatiques, économiques, politiques, culturelles, qui donnent le la de la consommation. Supprimez la publicité et la télévision, remplacez l'informatique à l'école par la pratique d'instruments de musique (rien de plus *low tech* qu'un violon : plein de savoir-faire, mais increvable et en matériaux renouvelables), faites rouler les joueurs du PSG dans des voiturettes moches et minuscules, et peut-être que le reste suivra !

Propos recueillis par Baptiste Giraud ■

■ Philippe Bihouix, *L'âge des Low Tech. Vers une civilisation techniquement soutenable*, Seuil (coll. Anthropocène), 2014



(2) Cf E.F. Schumacher



DR

Une péniche pour transporter en douceur des vins naturels

Cécile et Raphaël ont choisi de vivre au fil de l'eau, sur une péniche au joli nom d'*Alizarine*. Son rythme lent permet d'admirer les martins-pêcheurs et dans sa cale voyagent des vins naturels. Car ils espèrent aussi amorcer la renaissance en France du transport fluvial artisanal...

UN COUP D'ŒIL SUR UNE CARTE SUFFIT À le comprendre : sur un axe Nord-Sud et au-delà, la France est traversée par un réseau de voies d'eau navigables, le plus long d'Europe. De Sète à Paris en passant par Lyon, des rivières et canaux sillonnent tout le Nord-Est du territoire et rejoignant la Belgique. Et que trouve-t-on tout au long de ces voies fluviales ? Les côtes du Rhône, les grands crus de Bourgogne, les vins de Loire, les Champagnes et les vins d'Alsace... En bref, des vignobles, dont une part croissante travaillée en vins naturels, bio ou sans sulfite.

UN PROJET UN PEU FOU, MAIS SI PERTINENT !

Dès lors, pour Cécile Sauthier et Raphaël Sauzéat, c'est une évidence : ces vins de qualité, élevés avec amour, méritent mieux que le transport par camion, calamiteux pour les marchandises sensibles, mais évidemment aussi pour l'atmosphère, les territoires traversés et les paysages, sans oublier la sécurité routière et les conditions de travail des camionneurs. En 2009, suite à un accident de Raphaël, ce couple cherche une nouvelle vie, en accord avec ses aspirations et ses convictions écologistes. Elle comédienne, lui cordiste,

l'idée de se lancer dans le transport de vin par bateau leur semble bien un peu folle, mais si cohérente !

En 2014, avec l'aide de subventions, ils achètent une péniche Lux Motor de 35 mètres, qu'ils font remettre en état et aménager pour le transport du vin. Les bouteilles, palettisées, voyageront sans heurt, "bercées" dans une cale climatisée (concession indispensable pour la qualité du vin). Une grue à bord permet de les charger et décharger en centre ville, les pré et post-acheminements se faisant aussi avec des modes de transport doux, comme un triporteur. Elles pourront être vendues avec le label "Eco-transport fluvial".

ET D'AILLEURS, ÇA MARCHE, ENFIN ÇA VOGUE !

Le premier voyage, début 2015, achemine 5000 bouteilles de vin d'Ardèche jusqu'à Paris. Les nouveaux marins y font leur apprentissage, et apportent la confirmation des atouts écologiques du transport fluvial. L'*Alizarine* émet 40 fois moins de pollution atmosphérique et consomme 4 fois moins de carburant qu'un camion, pour une capacité équivalente à 5 containers. Sans accident, sans casse ni perte, sans embouteillage (malgré la cargaison !) ni secousse, presque sans bruit... et le vin est prêt à boire dès l'arrivée.



L'Alizarine est aussi aménagée pour proposer, à chacune de ses escales, des animations culturelles, des dégustations, de la vente aux particuliers (vins et produits régionaux). Mais le cœur d'activité reste le fret et les principaux partenaires en sont les producteurs et groupements de producteurs de vins, les négociants, les restaurateurs, cavistes, les groupements d'achats en produits bio et autres AMAP. Tous ceux qui ont essayé la formule s'en déclarent ravis, et à chaque voyage (le 3^e est en cours), l'Alizarine gagne de nouveaux clients.

MAIS NON SANS DIFFICULTÉ, POUR QUI BOUSCULE LES HABITUDES...

Pour autant, elle ne vogue pas sur de longs fleuves tranquilles. La France a abandonné sa culture batelière, et, comme partout, l'ensemble du système économique y fonctionne en flux tendus. Dans ce contexte, la lenteur d'un bateau (une vingtaine de jours pour un trajet Sud-Paris), la nécessité d'anticiper, le besoin éventuel de stocker un peu, font reculer des producteurs qui s'étaient pourtant déclarés favorables lors de l'étude de marché. Quant aux prix, les transporteurs routiers n'hésitent pas à les baisser pour conserver leur hégémonie. Aujourd'hui, l'Alizarine est un peu plus chère pour le fret en gros, mais moins pour les petites commandes. Ces différents arguments tombent vite dès lors que l'on modifie un tant soit peu les modes de calcul et d'organisation mais, ici comme ailleurs, les habitudes et les intérêts en place font de la résistance.

La petite SCOP se trouve donc en difficulté financière, avec un banquier très peu "coopératif". Il pose un ultimatum de rentabilité dès janvier

2016, après un an alors qu'une activité innovante en nécessiterait au moins trois pour atteindre l'équilibre. Les pouvoirs publics ont aidé le projet en subventionnant l'achat du bateau, mais depuis leur soutien se manifeste dans le discours plutôt que dans l'action concrète. En dépit des objectifs affichés lors du Grenelle 1 de l'environnement (1), la France sous-exploite son réseau fluvial et, avec 4 % du trafic national de marchandises, se révèle en retard par rapport à ses voisins du Nord : Belgique, Pays-Bas ou Allemagne (2).

L'ALIZARINE ET LE TOURMENTE, AMBASSADEURS DU CLIMAT

Pourtant, nul ne le conteste, pour faire face à la crise environnementale, à la saturation du routier, à la fin du pétrole, à l'évolution des sensibilités, le fluvial ne va pas tarder à redevenir incontournable. Cécile et Raphaël font une expérience vécue par bien des porteurs d'alternatives : celle qui montre qu'être en avance sur son temps est rarement de tout repos. Par delà les inquiétudes, ils en tirent toutefois une motivation supplémentaire pour leur mission pédagogique. Leur voyage de septembre à décembre 2015 est d'ailleurs "Un voyage pour le climat", profitant de la COP 21 pour sensibiliser le public aux enjeux du transport écologique. Impulsée par l'association "Vivre le canal", cette action fait se relayer deux bateaux, l'Alizarine et le Tourmente (qui se consacre à des rencontres culturelles sur le Canal des deux Mers), de Bordeaux à Paris. Sur 1500 km, ils veulent porter haut les valeurs de la lenteur et de la convivialité.

Danièle Gonzalez et Guillaume Gamblin ■

▲
Cécile Sauthier
et Raphaël Sauzeat

Pour soutenir l'Alizarine et le Tourmente, on peut les contacter, leur passer des commandes (www.le-bateleur.org), organiser à leurs bords des événements, en parler...

■ **Alizarine** : Cécile Sauthier et Raphaël Sauzeat ; tél : 06 76 94 52 57, courriel : contact@bateau-alizarine.fr, siège social : 63, rue des Droits de l'homme, 07200 Saint-Sernin.

■ **Tourmente, vivre le canal** : Jean-Marc Samuel ; tél : 06 12 94 47 15, mail : lequipage31@gmail.com

■ **Chambre Nationale de la Batellerie Artisanale**, 43 rue de la Brèche aux loups, 75012 Paris, tél : 01 43 15 96 96, courriel : cnba.paris@wanadoo.fr

(1) Le gouvernement français s'était engagé à un report du routier vers les voies d'eau de l'ordre de 20 % d'ici 2020... or on n'en est, en 2015, pas encore à 1%.

(2) En Allemagne, les entreprises dont le siège social est situé sur le bord du Rhin, doivent payer une écotaxe si elles n'utilisent pas le transport fluvial. Sur le Rhin, on décompte environ un bateau commercial toutes les cinq secondes, sans engorgement pour autant. Mais toutes les 5 minutes sur la Seine et toutes les 5 heures sur le Rhône...

►
Valérie Niquet



À l'écoute des crieurs publics

De nombreuses villes et villages du pays voient fleurir les criées. *Silence* ne pouvait y rester indifférent. Mais allions-nous louer une nouvelle forme de rassemblement, dédaigner un attiré-bobo, ou bien craindre la concurrence de ce média, le plus écolo qui puisse exister ? Enquête à Lyon, où après le célèbre Gérard Rigaud, crieur de 2004 et 2011, ils sont deux à officier actuellement.

D'ABORD, QU'EST-CE QU'UNE CRIÉE ? "Un rendez-vous pour les habitants" répond Gérard Rigaud. Pendant sept années, se disant envoyé par le "ministère des Rapports Humains", il a tenu sa criée hebdomadaire sur la place de la Croix-Rousse, à Lyon. Cette année, c'est Valérie Niquet qui a pris la relève, une fois par mois sur la place des Tapis. "C'est important pour les gens d'avoir un lieu pour se rencontrer, échanger des idées. La criée est une sorte d'agora, avec à la fois des messages lus, et des invités, des acteurs locaux. C'est un lieu d'élaboration, de projets et un outil d'éducation populaire. Pour moi, une criée doit servir le territoire où elle a lieu, nourrir une dynamique locale."

"LA VRAIE COMMUNICATION C'EST FACE À FACE... C'EST DANS LES GÈNES, ON A UNE CASE POUR ÇA."

La base, c'est la lecture de messages écrits, déposés par leurs auteurs dans les "boîtes à cris" du quartier. Ils sont, soit personnels, soit annonceurs d'événements associatifs ou festifs, soit poétiques, soit encore politiques. Ensuite, cela dépend du crieur, qui ajoute des rubriques à son gré. "Les méthodologies varient beaucoup en fonction des crieurs, et dans tous les cas ça ne marche que grâce au public" confie Gérard.

Mais justement, s'étonneront les plus technophiles, comment peut-on encore rassembler des gens dans la rue, sur les places, à l'heure de Twitter et Facebook ? "Y'a pas de secret : on a besoin de choses incarnées. Sur internet, ça patine, la vraie communication c'est face à face. Ça remonte à la nuit des temps, c'est dans les gènes : on a une case pour ça" affirme Gérard.

N'est-ce pas aussi la force du spectacle, quelle qu'en soit la forme ? Les crieurs empruntent souvent leur apparence à tout un imaginaire du temps passé, du Moyen-Âge au 19^e siècle. Des temps où la voix était l'unique média accessible à la majorité de la population. Et puis leurs criées ont des airs de ressemblance avec le spectacle de rue, dont beaucoup proviennent : déguisement, mise en scène, estrade face au public, chapeau pour récolter de l'argent...

SPECTACLE OU RÉUNION PUBLIQUE ?

Mais cet aspect colle mal avec une des revendications de certains crieurs. "Cette criée n'est pas un spectacle de rue, c'est une réunion publique" s'exclame Lionel Perrin, crieur de la Guillotière, autre quartier de Lyon, depuis le printemps 2015. Gérard renchérit : "Il y a un moment où je me suis senti hyper important : je pensais que ma criée était le rendez-vous du quartier, qu'elle permettait l'expression de choses qui



◀
Lionel Perrin

n'auraient pas été entendues ailleurs, et avait une vraie utilité sociale." Alors, criée-politique ou criée-spectacle ?

Gérald : "Il y a un crieur à Liège en Belgique, qui s'appelle aussi Lionel, et qui est très attaché au côté politique de la chose : il lutte contre l'aspect spectaculaire. Mais ça limite l'audience, et ça devient de l'éducation populaire. Moi, j'essayais d'utiliser des compétences d'acteur, de spectacle, pour capter l'attention du plus grand nombre. Il faut avoir un truc qui accroche, une énergie spectaculaire, pour créer une grande assemblée et faire passer des messages."

Il nous raconte ses difficultés, lorsqu'il a trop mis de côté le spectaculaire : "La troisième année, je me suis dit qu'il fallait que j'arrête d'en faire des caisses. Et bien je me suis fait chier, et j'ai fait chier les gens ! Il faut trouver un juste équilibre, utiliser ses compétences tout en restant humble."

Pour lui, le costume est avant tout un outil pour mieux entrer dans le rôle qu'il entend jouer. "Il m'a surtout aidé à m'autoproclamer comme étant de fonction publique. J'ai puisé dans le costume de garde-champêtre de la légitimité, et j'en ai fait un support de jeu. Car la rue est dure et exigeante, il faut chercher à arrêter les gens dans leur routine, leur peur, leur indifférence... J'y ai laissé des plumes."

"FAIRE VIVRE UNE CERTAINE IDÉE DE LA PAROLE PUBLIQUE"

Aujourd'hui, les crieurs en viennent à intéresser les mairies, et certaines financent "leur" criée publique (par exemple à Autun, avec Augustin Tamar), entraînant diverses formes de sélection des messages lus. "Certains des crieurs payés par les mairies rentrent dans de gros clichés touristiques, censurent les messages, etc." déplore Gérald. "Alors que c'est essentiel de s'ouvrir aux critiques, à la parole des citoyens. Ensuite c'est

la difficulté du monde du spectacle en général : essayer de se vendre tout en restant intègre. Moi j'ai toujours voulu garder une parole libre, et j'ai eu de grosses critiques de la part de la mairie, notamment."

Il existe donc de multiples manières de "crier". Depuis ceux qui affirment : "La criée est politique, je prends position" et s'en servent comme d'une tribune, tel Lionel Perrin, jusqu'aux crieurs "municipaux", embauchés par les mairies pour mettre de l'animation sur les foires et marchés, en passant par ceux qui "font vivre une certaine idée de la parole publique" selon la formule de Gérald Rigaud.

Des criées différentes pour des publics différents ? "Les gens qui venaient et qui écrivaient des messages étaient ceux qui avaient déjà un capital culturel" se souvient Gérald. "Et même dans des quartiers populaires, avec des gens qui ont une forte culture orale, les gens ne viennent pas forcément..." D'où l'importance, insiste-t-il, de construire sa légitimité et de se faire connaître et reconnaître par la population locale.

Vu sous cet angle, les médias contemporains pourraient bien s'inspirer des crieurs afin de tenter de renouer le lien et la confiance avec leurs publics. "Ça vaudrait le coup que la presse renouvelle ses formes" acquiesce Gérald. "Il y a une forte incidence de cette parole portée dans la rue. Dans les années 1830 il y avait un journal nommé *L'Écho de la fabrique* à Lyon : les vendeurs en criaient des passages dans la rue pour mieux le vendre. Et ça a été une grande force de propagande, jusqu'à entraîner son interdiction par le pouvoir..."

Baptiste Giraud ■

■ Gérald Rigaud :
www.ministere-des-rapportshumains.com

■ Valérie Niquet :
<https://www.facebook.com/profile.php?id=100009942276847>

■ Sur Lionel Perrin, crieur de la Guillotière : "Crieur public : la parole au quartier", par Fabien Ginisty, *L'Âge de faire*, n°98, juin 2015



Neil Young contre Monsanto

Qu'on se le dise, au jour d'aujourd'hui, il n'est plus possible de dissocier l'artiste du militant chez Neil Young. Enragé et engagé, à 69 ans, il n'a de cesse de surprendre et toujours avec cette même fervente volonté d'éveiller les consciences.

SI LES ANNÉES 80 L'ONT VU FRICOTER DU côté du républicain Ronald Reagan, une de ses erreurs de parcours, ses engagements actuels ne prêtent plus à confusion. Son militantisme remonte à loin. Il est de cette génération Woodstock (1), celle en qui le mouvement hippie a planté une graine d'idéalisme.

Son premier grand coup d'éclat fut la chanson *Ohio*, parut sous forme de single en 1970. Une chanson qui fait écho à la fusillade de 1970 qui eut lieu à l'université de Kent State en Ohio. Quatre étudiants, qui manifestaient pacifiquement contre la guerre du Vietnam, ont été sauvagement tués par la garde nationale. Le morceau, censuré par certaines radios, deviendra un hymne de la contre-culture américaine.

En 1985, il sera l'instigateur de *Farm Aid*, événement annuel qui réunit pléthore de légendes musicales, dans le but de soulever des fonds pour les fermiers américains en difficulté.

En 1986, il fonde avec sa femme l'école *The Bridge School* destinée à accueillir les personnes en situation de handicap, ses deux fils étant eux même handicapés. On peut aussi évoquer son soutien aux populations de la première nation Athabasca Chipewyan, luttant contre les compagnies pétrolières, à travers une tournée dont les fonds leur furent reversés. Le gouvernement canadien n'apprécia guère.

C'est désormais au géant de l'agro-alimentaire Monsanto et aux OGM que Neil Young a décidé

de s'attaquer avec la sortie de son nouvel album *The Monsanto Years* (2).

UN ENFER AVEC MONSANTO

D'un point de vue musical, c'est du tout bon (3). Si la voix de Neil Young commence doucement à faiblir en terme de puissance, sa sonorité de guitare électrique reste imparable et son sens de la mélodie fera qu'on oublie difficilement ce que l'on vient d'entendre. C'est rock, vif et efficace. Si on s'attarde sur les paroles, autant dire qu'ils sont plusieurs à en prendre pour leur grade, que ce soit la compagnie pétrolière Chevron avec *People Want To Hear About Love* (*Ne parlez pas des millions de Chevron qui s'écoulent dans le pipeline politique/Les gens veulent entendre parler d'amour*), Starbucks dans *A Rock Star Bucks A Coffee Shop* (*Oui, je veux une tasse de café, mais je ne veux pas d'OGM/J'aime commencer ma journée de repos sans aider Monsanto*) et Monsanto toujours avec le titre *The Monsanto Years* (*Le fermier sait qu'il doit cultiver ce qu'il pourra vendre/Alors il signe un contrat d'OGM qui fait de la vie un enfer avec Monsanto*).

Un délicieux brûlot écologique qui s'apprécie le son bien fort et les fenêtres ouvertes pour que tout le monde puisse en profiter et méditer dessus !

Jocelyn Haumesser ■

(1) Woodstock est un festival de rock qui s'est tenu près de New York en août 1969 avec près d'un demi-million de spectateurs.

(2) avec en parallèle la production d'un court mais poignant documentaire *Seeding Fear* racontant l'histoire du fermier Michael White se battant tant bien que mal contre Monsanto

(3) Avec à ses côtés le groupe *Promise Of The Real*.

Eoliennes

Il me semble que l'intéressant dossier critique sur les énergies renouvelables (*Silence* n°437) passe un peu vite sur la question, pourtant essentielle, du "paysage" (et de tout ce que cette notion recouvre). Ce qui motive dans leur refus certains opposants aux éoliennes, ce n'est pas tant leur nombre actuel que leur probable nombre à venir, si les pourcentages de production prévus sont atteints, et ce au nom du vieil adage qui rappelle qu'il vaut mieux prévenir que guérir – et dans le cas de la prolifération industrielle, un désastre est toujours irrémédiable. Alors que les éoliennes ne sont "que" 3695 (en 2011), on a déjà l'impression d'en voir partout. Qu'en sera-t-il quand il y en aura 100 000, 200 000 ou plus encore ? Et comparons, en effet, ce qui est comparable : si les châteaux d'eau, ces méchantes laideurs de béton, heurtent moins notre regard, c'est, malheureusement, parce que nous nous y sommes habitués, mais aussi parce que leur hauteur n'est pas la même et qu'ils ne poussent pas par troupeaux entiers en pleine nature ou sur les horizons marins, mais généralement à proximité des agglomérations, dont les paysages limitrophes ont connu depuis 40 ans les saccages que l'on sait. (...)

Michel Poulard
Finistère

Le végétarisme, un discours pour écolo-riches ?

Encore dix pages dans *Silence* pour nous expliquer que la viande tue ! Heureusement que les Grecs ne lisent pas *Silence*, cela leur aurait mis en colère : dans la situation de crise qu'ils vivent, le meilleur moyen de manger pas cher et relativement équilibré c'est d'aller dans les "psitaria" et de commander une pita (1,80 €) ou une brochette

(1 €), avec une salade si on est riche (3 €). C'est ce que l'on a fait pendant 4 mois, on vient juste de rentrer en France et on doit se réadapter au discours écolo-riche.

Jean-François Aupetitgendre
Gard



Subventions pour *Silence*

A une ou deux reprises dans ce numéro (437), vous déplorez que la presse libertaire ne bénéficie pas de subventions, à la différence d'autres médias. Et au vu des résultats financiers, ce ne serait pas un luxe !

Mais je ne comprends pas ce qui justifie cette discrimination. En vertu de quelle disposition légale, certaines revues peuvent être subventionnées, et d'autres non ? En démocratie chacun a le droit d'exprimer ses idées, d'autant plus quand elles sont louables et pour le bien commun !

Alors j'aimerais bien savoir quel article de loi interdit les subventions à la presse aux petits tirages ? Et peut-on espérer que ça change ? Un petit article serait le bienvenu pour expliquer les dessous de ces aides publiques.

Je termine par un bravo au dossier sur les énergies renouvelables, que j'ai beaucoup apprécié lui aussi.

Longue vie à *Silence*

Bertrand

Silence : la presse bénéficie d'aides et de subventions. Les aides sont attribuées à l'ensemble des médias (comme par exemple un taux de TVA préférentiel, tarifs postaux, fiscalité...) alors que les subventions sont données selon des critères politiques par l'Union européenne, l'Etat ou les collectivités publiques. Tout le monde accepte les aides, mais certains titres, comme *Silence*, refusent de s'adapter aux critères demandés pour obtenir des subventions. La coordination des médias libres (www.medias-libres.org), dont nous sommes adhérents, demande des aides plus importantes – donc sans filtre politique – et laisse à chaque média la liberté de demander ou non des subventions.

La non-mixité, une nouvelle guerre des sexes ?

Globalement, j'ai apprécié ce dossier sur le féminisme. En particulier l'historique qui évoque l'apport de Françoise d'Eaubonne, trop peu présente à la mémoire du grand public... Je note qu'on pourrait en dire autant des initiatrices du mouvement des suffragettes dont les acquis ont fait date (le droit de vote des femmes entre autres), mais les noms oubliés.

Dans ce dossier, il y a cependant un article sur le cycloféminisme qui m'a laissée perplexe, puis fait sourire et finalement agacée. D'où provient cette appellation : "homme cisgenre" ? Je lis en note : homme dont l'identité sexuelle est restée la même que son sexe biologique. (Voilà qui est bien vilain...) Ainsi, l'homme cisgenre n'a pas accès à "cette lieu", car, par définition, l'homme cisgenre est piètre pédagogue, imbu de lui-même du fait de son caractère "dominant" inné (qu'il ne parvient pas à dominer), et sexiste. C'est pourquoi les femmes de l'atelier vélo excluent les hommes cis-gendre par souci "antisexiste", vous suivez ? Mais reçoivent volontiers les "trans" et les "homosexuels". Dans la pratique, comment font-elles pour distinguer les "cis", les "trans" et les "homos" ? Je m'interroge. Les distinguent-elles au faciès ? À la déclaration ? Personnellement je connais des hommes d'un mètre 90 et de cent kilos, cis-gendres prédésignés au faciès, qui ignorent la mécanique – même celle du vélo – et ne savent pas planter un clou. En revanche, ce sont de vrais militants féministes. Et pas seulement en paroles, également à travers leurs actes quotidiens. Je connais aussi des homos baraqués, de fluets machos arrogants, ainsi que des femmes calées en mécanique et piètres pédagogues.



Nous sommes tous, hommes et femmes, potentiellement bisexuels, car ce n'est pas qu'une question de biologie. Et de surcroît, la biologie de nos jours s'en mêle pour le confirmer : hommes et femmes viennent au monde pourvus de caractères féminins et masculins, leur être ne se résume pas à leur organe sexuel. Je considère donc qu'il faudrait arrêter de "clichetonner" et d'alimenter cette guerre des sexes. Notre planète compte à peu près 50 % de femmes (un peu moins, en raison du massacre des bébés-filles dans plusieurs pays d'Asie), donc si nous n'avons pas à nos côtés des militants féministes hommes (y compris cisgenre) la guerre promet d'être sans fin. Ceci étant, je ne suis pas contre des ateliers féminins de vélo, aussi anecdotique que me paraisse la cause, s'ils correspondent à une attente aujourd'hui. Disons que pour ma génération qui a connu l'école des filles bien séparée de celle des garçons jusqu'au bac, idem dans le cadre des loisirs : les Scouts et les Guides, etc. la revendication des jeunes était la mixité.

Michèle.

À Rémi Fraisse, notre fils mort il y a un an

Nous avons appris que l'Etat en France pouvait tuer. Rémi, notre fils et notre frère, a été tué par une grenade offensive lancée par un gendarme alors qu'il était venu à Sivens pour faire la fête et pour discuter d'environnement. Il n'a pas réalisé que les affrontements entre les forces de l'ordre et les opposants étaient devenus violents et dangereux. Il s'est approché. Pourquoi ? (...) Le bruit des grenades assourdissantes, des grenades offensives, les gaz lacrymogènes, tout était sûrement très impressionnant. Des personnes se faisaient tirer dessus, il y avait beaucoup de blessés. Il a dû se dire, avec certains, il faut y aller, il faut leur dire d'arrêter, il faut aller aider les collègues.

Traîné comme un chien

Il s'est approché. C'était le mauvais moment. Plusieurs tirs de grenades à ce moment-là. Rémi tombe au sol. Il est 1 heure 45 du matin. Les gendarmes voient un corps, ils viennent le chercher, ils comprennent que Rémi est mort, ils le traînent comme un chien sur plusieurs dizaines de mètres, sa tête rebondit sur le sol. Les médias parlent d'un corps retrouvé dans la forêt !

Un capitaine de gendarmerie nous appelle au téléphone. (...) Nous apprenons son décès. Pendant trois jours, le silence, les doutes, les craintes, le mensonge. Rien sur les causes de sa mort, sur les raisons, les circonstances. Y a-t-il une enquête, un juge est-il saisi ? Pourquoi ?

L'instruction est finalement ouverte, deux juges sont désignées. L'autopsie révèle qu'il est mort à la suite de l'explosion d'une grenade offensive au niveau de son dos. Cette grenade aurait été lancée par un gendarme mobile non pas depuis la zone de chantier, où les forces de l'ordre étaient positionnées en défense, mais en dehors de cette zone, en mouvement sur le côté sud-est, près de lui. (...)

Vital Michalon quarante ans plus tôt

Les gendarmes mobiles ont utilisé contre nos enfants de France, des armes qui tuent,



grenades de guerre inventées pendant la guerre de 1914-1918. Elles avaient pourtant déjà tué le militant écologiste Vital Michalon quarante ans plus tôt (ndlr : à Malville (Isère), devant le chantier de Superphénix, le 31 juillet 1977). Pourquoi ?

Nous voulons savoir ce qui s'est passé. Nous voulons savoir comment Rémi est mort, pourquoi il est mort. Toutes les victimes de ce soir-là doivent être entendues. Toutes les personnes présentes à côté de lui et qui peuvent nous expliquer comment cela s'est passé, où il était, ce qu'il a dit. (...) Nous voulons comprendre comment un gendarme peut envoyer une grenade mortelle dans de telles circonstances, comment des commandants de gendarmerie ont pu donner l'ordre d'utiliser de ces armes, alors que leur métier est de circonscire la violence. Nous voulons savoir qui est responsable.

Un non-lieu serait terrible.

Jean-Pierre Fraisse, Véronique Voiturier et Chloé Fraisse sont les parents et la sœur de Rémi Fraisse

Christianisme et écologie

Suite à votre article "optimiste" intitulé "Des assises chrétiennes de l'écologie sous le signe de la décroissance" (*Silence* n° 439 p.24), je vous invite à lire l'article de Paul Aries, "Les dessous pas sexy de l'Eglise verte" dans le dernier numéro de "Les Zindignés" (n°28, p.25) : il démontre que derrière le côté "vert" il y a un anti-communisme primaire, une conception archaïque de la famille (en contradiction totale avec le dossier du mois), une forte participation de personnalités ouvertement de droite...

Christine et Jean-Luc Moussié

Isère

Essais

■ **Le véritable coût du capital**, Olivier Besancenot, éd. Autrement, 2015, 160 p. 17 €. L'ancien candidat aux élections présidentielles présente, à l'aide de nombreuses infographies, les raisons de nos difficultés actuelles : alors que la productivité de notre système économique progresse, nos ressources baissent, confisquées de plus en plus par les dividendes versés aux actionnaires. Il termine sur les questions d'environnement en montrant qu'il n'y a pas de solution sans remise en cause du capitalisme.

■ **Manifeste Négawatt**, Association Négawatt, sous la direction de Thierry Salomon, Marc Jedliczka, Yves Marignac, éd. Actes Sud/Babel, 2015 [2012], 386 p. 8,90 €. Nouvelle édition réactualisée d'un scénario énergétique qui s'appuie d'abord sur l'efficacité énergétique et les économies d'énergies, puis sur les énergies renouvelables pour stopper le nucléaire et les énergies fossiles d'ici 2050.

■ **Territoires écologiques : quelle écologie, quelle économie pour un territoire**, sous la direction de Gilles Benest et Alan Kolota, éd. L'Harmattan, 2015, 208 p. 21 €. Compte-rendu d'un colloque... avec une grande hétérogénéité des interventions (dont une en anglais). Destiné aux participants du colloque ? Aucun effort pour que cela ressemble à un livre.

■ **Du solidarisme à l'économie solidaire, fonder et réaliser la solidarité**, sous la direction d'Emmanuel d'Hombres, éd. Chronique sociale, 2015, 216 p. 18 €. On fait souvent le rapprochement entre le socialisme utopique de la fin du 19^e siècle et le développement actuel de l'économie solidaire. Si l'on y retrouve les mêmes structures (associations, coopératives, mutuelles), ce compte-rendu de colloque montre les différences. Il y a un siècle, l'Etat était pensé comme un moyen de réguler les inégalités par la redistribution des richesses. Il y avait donc un mouvement coopératif en phase avec un certain étatisme, contre le libéralisme. Aujourd'hui, les initiatives de l'économie solidaire sont loin d'être toutes politiquement engagées dans une démarche anticapitalisme et l'Etat n'a plus guère le rôle de modérateur social.

■ **100 questions brûlantes, 100 réponses la tête froide, comprendre la transition énergétique**, François Vuille, Daniel Favrat, Suren Erkman, éd. Presses polytechniques et universitaires romandes, 2015, 224 p. La transition énergétique vue du côté suisse. De très nombreuses données intéressantes, mais des réflexions loin d'un scénario Négawatt puisqu'il n'est pas envisagé que la consommation d'énergie puisse baisser à l'avenir.

■ **Sauver les plantes pour sauver l'humanité**, Laurent et Isabelle Urban, éd. Belin, 2015, 362 p. 21 €. Comment repenser l'agriculture dans un climat qui se réchauffe, des ressources en pétrole qui faiblissent et un usage des pesticides de plus en plus décrié. Un vaste tour d'horizon des problèmes et des solutions expérimentées ici où là. Si la solution est dans la biodiversité, la complexité des possibles rend les auteurs très prudents sur ce qui est condamnable ou pas.

Roman

■ **La boutique aux miracles**, Jorge Amado, traduction d'Alice Raillard, éd. J'ai lu, 2015 [1969], 446 p. 8,40 €. Dans les années 1930, le Brésil connaît une montée du fascisme. Des universitaires partent en lutte contre le métissage de la population. A Bahia, Pedro Archango, métis, appariteur à l'université, va publier plusieurs ouvrages contestant cela. Dans un style assez lourd à suivre, ce livre retrace la vie de ce personnage et du souvenir qu'il en reste aujourd'hui.

■ **Magique aujourd'hui**, Isabelle Jarry, éd. Gallimard, 2015, 330 p. 20 €. Le sujet est excellent : dans un futur proche, les autorités sont obligées d'organiser des stages de déconnexion pour les personnes addicts à leurs gadgets électroniques. On suit donc à la fois Tim, jeune chercheur (qui travaille sur ceux qui refusent de quitter les zones contaminées lors d'accident nucléaire), en stage dans une zone blanche et Today son androïde qui ne sait plus quoi faire sans son maître. Malheureusement, l'auteure ouvre nombre de pistes d'histoires qui tournent court... Un livre qui laisse un sentiment d'inachevé.

Pierre Rabhi

Pierre Rabhi, 77 ans aujourd'hui, a profondément marqué de sa pensée originale la réflexion dans le milieu écologiste et au-delà. Trois petits ouvrages sont parus à l'automne 2015.



Dans le premier, **L'agroécologie, une éthique de vie**, sous forme d'entretien, il précise ce qu'est l'agroécologie, pour éviter aujourd'hui le risque de détournement par les grosses structures. Un vibrant appel à prendre conscience de la richesse de la nature et des savoir-faire des paysans, face à une agriculture conventionnelle hors-sol et hors conscience.



Le deuxième ouvrage **Eloge du génie créateur de la société civile** est une reprise en poche de deux appels "à l'insurrection des consciences" lancés à l'occasion des élections présidentielles de 2002 et 2012. Toujours d'actualité et développé aujourd'hui dans le mouvement Colibri et quelques lieux comme les Amanins.



Dans le troisième ouvrage, **La puissance de la modération**, Claire Eggermont, proche collaboratrice, a réalisé un "digest" de la pensée de l'auteur en classant par thème des citations des différents ouvrages publiés (une vingtaine). Cela permet de comprendre que si Pierre Rabhi a un beau succès en conférence et dans l'édition, c'est parce qu'il a le sens de la formule. MB.

L'agroécologie, une éthique de vie

Entretien avec Jacques Caplat, éd. Actes Sud, 2015, 76 p. 8 €

Éloge du génie créateur de la société civile

éd. Actes Sud/Babel, 50 p. 5 €

La puissance de la modération

Citations recueillies par Claire Eggermont, éd. Hozhoni, 2015, 118 p. 12 €

Lettre à un paysan sur le vaste merdier qu'est devenue l'agriculture

Fabrice Nicolino



Sous forme d'interpellation d'un vieil agriculteur, un pamphlet contre l'agriculture industrielle portée aussi bien par des scientifiques (INRA), des syndicats (FNSEA), des organisations internationales (FAO) qui tous ont cru ou voulu faire croire, depuis 1945, que c'était la solution pour assurer la sécurité alimentaire. Le

résultat est une agriculture coupée de la nature, des sols en voie d'épuisement, une pollution généralisée par les pesticides, l'enrichissement de quelques-uns et la disparition de tous les autres. La solution est pourtant connue et reconnue : l'agriculture biologique permettrait de produire tout autant, emploierait plus de monde, et garantirait des sols en bonne santé et des aliments sains... mais la lutte risque d'être féroce tant les intérêts financiers sont énormes. MB.

Ed. Les Echappés, 2015, 128 p. 13,90 €

Je ne jardine que le week-end

Sandrine Boucher et Alban Delacour



L'un des défauts des livres de jardinage, c'est qu'ils s'adressent le plus souvent soit à des professionnels, soit à des retraités. Difficile en effet d'ouvrir une serre à 11 h du matin quand on travaille ! Ce livre est donc une heureuse initiative : comment faire un jardin quand on n'a pas beaucoup de temps ou que l'on n'a un jardin qu'à sa maison de campagne. Richelement illustré, l'ouvrage permet de se poser les bonnes questions : comment apprendre à ne rien faire dans le jardin, comment tirer parti de ce que la nature fait elle-même, comment moduler ses efforts, comment choisir des cultures qui ne nécessitent pas trop de soins. Les auteurs partent de leur propre exemple pour présenter de nombreux choix possibles. Réjouissant. MB.

Ed. Terre vivante, 2015, 120 p. 14 €

Les métiers de la santé face aux industries pharmaceutique, agroalimentaire et chimique

Sous la direction de Paul Scheffer



Qui sait que la Semaine du Goût est en fait une opération de séduction des industriels du sucre ? Par quels mécanismes le grand public reçoit-il des informations fausses sur les impacts du lait sur la santé ? Comment la recherche médicale est-elle influencée par les industries ? Comment des associations de médecins et de diététicien-ne-s indépendant-e-s agissent-elles pour enrayer l'influence des lobbies, pour apporter une information indépendante aux praticiens, aux étudiant-e-s et aux familles ? Louis-Adrien Delarue évoque l'impressionnante mainmise de l'industrie pharmaceutique sur la formation des médecins. Pour Philippe Foucras, le problème est que les autorités sanitaires et associations de patients ne jouent pas assez leur rôle de garde-fous. Ce livre à plusieurs voix fournit un constat accablant sur l'influence des industries sur notre santé, mais aussi des notes d'espoir et d'action. GG

Ed. L'Harmattan, 2015, 318 p., 33 €

L'écologie, si on en parlait

Ludovic Bertina



Fort intéressant ouvrage qui en sections de quelques pages, bien illustrées, aborde de manière synthétique tout un panel de problématiques liées à l'écologie, montre comment une partie du mouvement a fait le choix d'entrer dans le jeu politique, comment les approches demeurent variées. Mais aussi pas mal de limites à signaler : erreurs sur le mouvement antinucléaire, manques concernant les médias (cela se limite aux années 1970), les rapports nord-sud (critique du développementisme), les liens avec la question sociale (seul Lip est évoqué), les libertaires oubliés... Cela semble par contre plus complet sur les réformes institutionnelles provoquées par les mouvements de contestation. L'écologie vue d'en haut ? MB.

Ed. Chronique, 2015, 200 p. 34,95 €

Nous ne regarderons pas ailleurs

Anne Monteil-Bauer



Le 19 décembre 2014, la sociologue, écrivaine et activiste Pinar Selek est jugée une énième fois à Istanbul pour des faits de terrorisme inventés de toutes pièces afin de faire taire sa voix, trop libre et trop critique. Cela fait alors 16 ans que la persécution judiciaire se poursuit contre cette femme en exil politique en France, devenue une figure de la résistance en Turquie. Elle y est acquittée pour la 4e fois... mais le procureur fera de nouveau appel. De nombreuses personnes dans le monde se reconnaissent dans ses combats féministes, antimilitaristes, écologistes... C'est le récit de cette solidarité internationale inédite qui est conté ici par l'écrivaine et dramaturge Anne Monteil-Bauer, à travers sa présence d'observatrice internationale lors de ce procès. Elle restitue avec une grande force poétique ses impressions de voyage, mêlant rappels historiques et récits du procès, faits, méditations et émotions. Le livre est vendu au profit du Collectif Lyonnais de solidarité avec Pinar Selek. GG

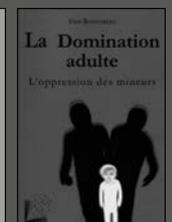
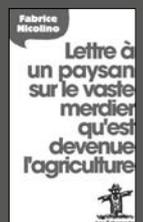
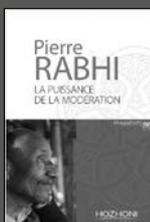
Ed. Petites, mais libres, 2015, 42 p., 6 €

La Domination adulte

Yves Bonnardel



Le statut de mineur entérine de nombreuses situations pénibles, pour les plus jeunes comme pour les "adultes", dans la famille, à l'école, au travail, dans la société, lors de migrations... De l'invention et de la fabrication de l'enfance, aux luttes actuelles (souvent méconnues) des groupes ou de syndicats d'enfants pour abolir le





Manifeste pour un 21^e siècle paysan

Silvia Perez-Vitoria

Après *La riposte des paysans*, Silvia Perez-Vitoria continue à tracer son sillon en poursuivant la réflexion sur "l'agroécologie paysanne". Dénonçant les grands projets inutiles et de l'exploitation minière qui accaparent les terres, elle porte

aussi un regard critique sur certaines solutions : l'agriculture bio réduite à son minimum, l'agriculture urbaine, intéressante, mais largement insuffisante... Partisane d'un après-développement, elle rappelle que "pour les économistes, un pays développé est un pays sans paysans" et interroge le regard que nous portons sur les migrations : nous nous focalisons sur les passeurs au lieu de pointer du doigt les programmes de développement. Pourtant, "si les deux tiers de ceux qui ont faim sont des paysans, n'est-ce pas en leur laissant les moyens de produire leur nourriture qu'on règle une grande partie du problème ?" Selon un rapport de Grain en 2014, la nourriture mondiale est produite à 70-80 % par des petites fermes, lesquelles représentent seulement 25 % des surfaces agricoles ! GG
Ed. Actes Sud, 2015, 190 p., 18 €

statut de mineur (et de l'adulte), en passant par l'éducationnisme, l'âgisme, le sexisme... l'auteur balaie très largement le champ des rapports adultes-enfants. Ces rapports, inégalitaires et hiérarchiques, facilitent des abus certes, mais contiennent également une violence intrinsèque – au nom de la "protection" de l'enfance. Pour nourrir la réflexion sur la fausse évidence de tels rapports de domination, voici une analyse documentaire riche, voire exhaustive – qu'une bibliographie récapitulative aurait heureusement complétée –, fondée entre autres sur les défricheurs que furent John Holt, Alice Miller, Catherine Baker, Alain Renaut... et d'autres encore, largement cités. JPL

Ed. Myriadis, 2015, 352 p., 18 €

Romans

Malabo littoral

Joaquin Mbomio Bacheng



A partir d'un homme découvert mort à Paris dans les années 1990 et de son journal, ce roman retrace l'histoire de Juan Ndong, sorte de double de l'auteur, et à travers lui, de son pays la Guinée-Equatoriale. Ce sont les années d'indépendance qui sont au cœur de cette histoire : 1968 signe la sortie de la tutelle espagnole... et l'accession au pouvoir de Macias Nguema. On

suit avec effroi l'histoire d'un jeune homme emprisonné sans raison, et à travers lui de toute une société qui plonge dans l'horreur d'une dictature sanglante et infiniment cruelle, dominée par l'arbitraire. A travers une galerie de personnages, le livre fait rentrer avec subtilité dans la réalité subjective des différents acteurs de ce nouveau régime : jeune villageois embrigadé comme milicien, militant marxiste, prêtre... Une descente intelligente et très bien écrite dans l'enfer d'une dictature africaine et d'une société nouvellement indépendante qui se cherche. GG
L'atelier du tilde, traduit de l'espagnol par Annelise Oriot, 2015, 126 p., 15 €

Les jeunes mortes

Selva Almada



L'autrice de ce récit a mené une enquête, trente ans plus tard, sur les conditions de la mort de trois jeunes filles de la province argentine, dans les années 1980. Elle se plonge dans les journaux de l'époque et dans ses souvenirs d'enfance, part à la rencontre de membres de la famille de ces jeunes filles mortes avant d'avoir vingt ans, dans des conditions souvent mystérieuses, jamais élucidées. Ce faisant, elle fait mémoire des dizaines d'autres jeunes femmes qui ont été victimes, comme elles, d'enlèvements ou de crimes. A la fois enquête et méditation, entrelacement du passé et du présent, ce récit

subtil et calme interroge sur le sort des femmes dans l'Argentine rurale, évoquant au passage, la violence et la prostitution subies par tant d'entre elles. Un récit envoûtant sur une société patriarcale et un cri de révolte contre le féminicide. GG
Ed. Métailié, traduction Laura Alcoba, 2015, 140 p., 17 €

B. D.

Communardes L'aristocrate fantôme et Les éléphants rouges

Wilfrid Lupano et Jean Anthony, Lucy Mazel



Deux ouvrages sur le rôle des femmes pendant la Commune de Paris, en 1871.

Dans le premier volume, dessiné par Jean Anthony, portrait romancé d'Élisabeth Dmitrieff, jeune aristocrate russe, qui va fonder l'*Union des femmes pour la défense de Paris et l'aide aux blessés*. Cette association féministe va vite revendiquer le droit de se battre comme les hommes, d'avoir le même salaire et de pouvoir mener ses propres activités. En découvrant que la Banque de France continue à alimenter l'armée qui les combat, un groupe de femmes va chercher à s'armer pour bloquer l'établissement.

Dans le deuxième volume, Victorine, onze ans, dont la mère s'implique dans les mouvements de femmes de l'époque, a un faible pour deux éléphants qui dépérissent au zoo, faute de nourriture. Alors que le marché noir s'organise autour de la viande en provenance des animaux exotiques tués peu à peu dans le zoo, elle imagine monter à l'assaut avec ses éléphants. Ce deuxième ouvrage dessiné par Lucy Mazel, plus poétique, pose aussi la question de la place des enfants en politique.

Des femmes participeront à la résistance à l'assaut final... et plusieurs centaines d'entre elles seront par la suite condamnées à la déportation. Wilfrid Lupano, qui nous a déjà enchanté avec la série *Les vieux fourneaux*, nous plonge à nouveau avec bonheur dans des réflexions sur les mouvements anarchistes et féministes. MB.

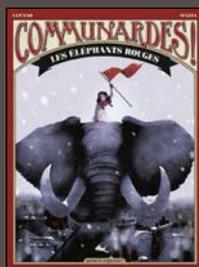
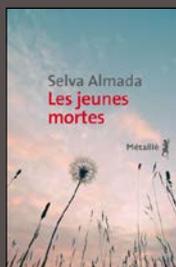
Ed. Vent d'ouest, 2015, 56 p. 14,50 € chaque

Le voyage de Phoenix

Jung



Jennifer, fille d'un soldat US passé en Corée du Nord pendant le conflit, consacre sa vie à un orphelinat près de Séoul, en Corée du Sud. Là, Aron et sa femme vont adopter Kim, lequel a une demi-sœur aux Etats-Unis. Celle-ci, en ayant un accident de voiture, va provoquer la mort de Kim et la dépression de leur père commun. Jennifer va rencontrer son mari dans une soirée avec Doug, l'ami de Aron. Ce mari est un évadé d'un camp de rééducation de Corée du Nord. L'auteur, merveilleux dessinateur, joue sur les différentes histoires pour décrire les



conséquences de la coupure actuelle de la Corée. C'est habilement fait et très émouvant. *FF.*

Ed. Quadrants / Soleil, 2015, 320 p. 20 €

Beau livre

Fukushima Fragments

Kosuke Okahara



L'auteur, photographe reconnu au niveau international, se trouve à l'étranger quand commence la catastrophe de Fukushima, le 11 mars 2011. Il rentre alors dans son pays et se rend une première fois sur place pour se rendre compte de l'ampleur des dégâts. Il y retournera pendant les quatre années qui suivent et va réaliser des photos, en noir et blanc, qui sont ici magnifiquement présentées pleine page. L'auteur les localise en fonction du nombre de kilomètres de la centrale accidentée, mais ne les date pas, peut-être pour marquer que la catastrophe se poursuivra encore longtemps... MB.

Ed. de la Martinière, 2015, 192 p. 50 €

Jeunes

Partager

Veronica Salinas, Camilla Engman



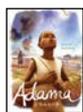
Dès 4 ans. Ce n'est pas toujours facile de partager. Le narrateur de cette histoire, aux allures de canard (qu'on avait déjà croisé dans le très beau *Partir*), prend plaisir à jouer dans la forêt avec ses ami-e-s. Mais à l'heure du repas, le partage ne va pas de soi... Les personnages qui l'entourent l'aideront à se défaire de son désir de tout garder pour lui, et c'est finalement libérateur ! Sans être moralisateur pour un sou, cet album peuplé de personnages originaux et fantastiques, mi-animaux mi-humains, donne à réfléchir sur cette difficulté à partager qui est à l'origine de tant de privilèges sociaux, d'exclusions et de xénophobie. Illustré avec humour et poésie, il se lit et relit avec plaisir. GG

Ed. Rue du Monde, 2015, 44 p., 15 €

Adama.

Le monde des souffles

Julien Liiti, Simon Rouby



Dès 9 ans. Adama, 12 ans, vit dans un village d'Afrique de l'Ouest. Nous sommes en 1916. Le garçon part à la recherche de son grand frère. Ce périple va le mener en France et jusqu'aux lignes de front de la première Guerre Mondiale. Un saut dans l'horreur, à travers une galerie de personnages qui souvent finissent détruits par les armes chimiques, quand ils survivent. Une description du colonialisme français

en Afrique. Mais aussi la rencontre de l'amitié et la célébration de la grandeur de la culture africaine. Un récit poignant. Cet album illustré accompagne la sortie d'un film d'animation en 3D du même nom. GG

Ed. Actes Sud Junior, 2015, 88 p., 15 €

Musique

Rallumeurs d'étoiles

HK et les Saltimbanks



"Il est grand temps de rallumer les étoiles", de ce beau vers d'Apollinaire provient le titre du nouvel album de HK et les Saltimbanks. Un groupe peu connu, mais dont tout le monde connaît pourtant "On lâche rien", la chanson phare de tous les rassemblements solidaires. Et HK (Kaddour Hadadi de son vrai nom, auteur poète et chanteur) ne lâche rien en effet. Ni l'engagement, ni la poésie, ni l'humour, ni l'énergie, ni l'alliance percutante entre rap, chanson française et autres accents latinos. Un album généreux, avec quelques invités et 15 titres parmi lesquels plusieurs ont tout pour devenir de nouveaux hymnes de résistance et de fraternité. C'est le cas du poignant "Sans haine, sans arme et sans violence" ou du rageur "Para cuando la vida". Coup de coeur aussi pour "Merci", un titre dansant, tendre et drôle à la fois, sur une leçon de politesse dans un bar de banlieue. Un album magnifique, intelligent, sensible et festif. DG

Blue Line, 2015, 15 titres

Film

Libres

Jean-Paul Jaud



Beau plaidoyer de Jean-Paul Jaud en faveur des énergies renouvelables. Trois destins d'enfants se croisent. En France des enfants participent à un stage de musique et nature dans une ferme "bio" au pied de la centrale nucléaire du Blayais. Au Japon les enfants de Fukushima s'interrogent sur leur avenir et tentent de survivre après la catastrophe nucléaire. Dans l'île de Samsø les petits danois vivent pleinement leur enfance en harmonie avec la nature. La conclusion est limpide : battons-nous rapidement pour stopper l'énergie nucléaire trop chère et tellement dangereuse. Les solutions existent, à la société civile de réagir pendant qu'il en est temps. CB

J+B Séquences, 2015, 1 h 45.

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Les vies multiples d'Amory Clay, William Boyd, traduction d'Isabelle Perrin, éd. Seuil, 2015, 516 p. 22,50 €.** Biographie réelle ou imaginaire de la photographe britannique Amory Clay (1908-1983), l'une des premières femmes à être sur le champ de bataille, jeune pendant la Première Guerre mondiale, âgée au Viet Nam ? L'inclusion de photos dans l'ouvrage contribue à alimenter le doute.

B. D.

■ **Une jeunesse kabyle, Une blonde au Bled, éd. L'Harmattan BD, 2015, 192 p. 9,90 €.** Plusieurs Kabyles qui ont choisi de venir vivre en France se replongent dans leurs souvenirs. Ils évoquent alors les luttes pour la reconnaissance de la langue berbère en Algérie, la montée de l'islamisme, la guerre civile des années 1990, les assassinats, les manœuvres du gouvernement et la fuite pour beaucoup. Ce n'est pas sans rappeler ce qui se passe en Syrie aujourd'hui.

■ **Mitterrand, un jeune homme de droite, Frédéric Rébena, Philippe Richelle, éd. Rue de Sèvres, 2015, 150 p. 18 €.** Celui qui allait devenir président socialiste a commencé sa vie dans une famille catholique bourgeoise très à droite. Cette BD retrace le parcours d'un jeune qui très anticommuniste, va faire de la charité sociale, lutter contre l'antisémitisme, craindre le Front populaire, être fait prisonnier au début de la guerre, s'évader, devenir fonctionnaire au sein du gouvernement de Vichy... avant de commencer à fréquenter des gens de gauche dans la résistance, puis de rencontrer Danielle qu'il va épouser. Malheureusement, le livre s'arrête là et on ne saura pas comment s'effectue le virage vers le socialisme. Une biographie tout en nuances.

■ **Frères de terroirs, carnets de croqueurs, tome 2, Jacques Ferrandez et Yves Camdeborde, éd. Rue de Sèvres, 2015, 120 p. 22 €.** Deuxième série de reportages sur les fournisseurs du chef cuisinier Yves Camdeborde. Beaucoup de démarches différentes (bio ou pas, slow food...) et cela va même jusqu'au cigare de fin de repas, le tout agrémenté de quelques recettes de cuisine. C'est bien dessiné, mais cela a un petit côté autopromotion dérangeant.

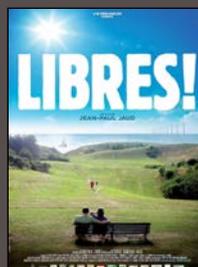
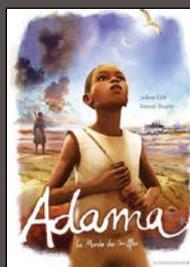
Jeunesse

■ **Pepino et le secret des oliviers, Guiseppe Mungo, éd. L'Harmattan Jeunesse, 2015, 82 p. 10 €.** A partir de 10 ans. Histoire sans doute autobiographique d'une famille italienne qui à partir des années 1950 va se déplacer suivant le travail que trouve le père, jusqu'à arriver en Bourgogne, en France, pays sans olivier.

■ **Le guide du super-moi, Hélène Bruller, Charles Berbérian, éd. Delcourt, 2015, 150 p. Destiné aux adolescents, ce livre explique de manière simple et optimiste des connaissances en psychologie afin d'aider le jeune à comprendre ses sentiments, ses parents, à améliorer sa vie. Bref à se faciliter le passage à l'âge adulte. Charles Berbérian s'en tire plus ou moins bien au niveau des illustrations.**

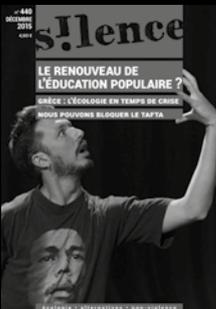
Beau livre

■ **L'enfant de l'océan, Leina Sato et Jean-Marie Ghislain, éd. Les Arènes, 2015, 120 p. 24,90 €.** Leina Sato est apnéiste professionnelle, son compagnon est spécialiste de la photo sous-marine. Lorsqu'elle apprend qu'elle est enceinte, elle décide de passer sa grossesse au maximum dans l'eau, au milieu des dauphins, des baleines et même des requins. Cela donne des photos extraordinaires... mais cela justifie-t-il de faire le tour du Pacifique en avion pour réaliser ces photos ?



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?

■ Venez nous voir les 21 et 22 janvier !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 18 et 19 février, 17 et 18 mars, 14 et 15 avril...**

■ Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **15h30** les **mercredis 27 janvier** (pour le n° de mars), **24 février** (pour le n° d'avril), **23 mars** (pour le n° de mai)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

■ Virement automatique

Nous avons mis en place ce virement automatique en septembre 2008. Depuis, près de 1000 personnes ont déjà choisi cette formule. Cela a de multiples avantages : pour nous, simplification de la gestion des abonnements. Pour vous, moins de risques de louper un numéro au moment du réabonnement. Cela permet également à ceux et celles qui ont des petits revenus de mieux répartir le coût de l'abonnement sur l'année. Avec une formule plancher à 8 € par trimestre (soit le numéro à moitié prix), tout le monde peut le faire.

■ Numéros régionaux

Nous avons déjà publié 33 numéros régionaux.

Numéros épuisés :

• Alsace (n°218) • Bretagne (259-260) • Limousin (265-266) • Rhône (272-273) • Normandie (278-279) • Isère (285-286) • Aquitaine (291-292) • Franche-Comté (298-299) • Bouches-du-Rhône -Vaucluse (305-306) • Poitou-Charentes (312-313) • Drôme-Ardèche (318-319) • Nord-Pas-de-Calais (325-326) • Ariège-Hautes-Pyrénées (331) • Paris (337) • Var-Alpes-Maritimes (342) • Centre (348) • Haute-Garonne et Gers (353) • Seine-Saint-Denis (359) • Savoies (364) • Nièvre et Saône-et-Loire (370) • Lozère et Gard (375) • Val-de-Marne et Essonne (381) • Vendée et Maine-et-Loire (386) • Auvergne (392) • Sarthe et Mayenne (425)

Numéros disponibles :

• Lorraine (397) • Hauts-de-Seine - Yvelines (403) • Nord Midi-Pyrénées (408) • Ain (414) • Picardie (419) • Corse (430) • Réunion (436) • Aude, Pyrénées-Orientales, (441)

Les prochains devraient être consacrés à :

• Seine-et-Marne et Val d'Oise (été 2016) • Champagne-Ardenne (janv. 2017) • Alpes de Haute-Provence et Hautes-Alpes (été 2017)

■ Numéros régionaux en libre accès

Les numéros régionaux épuisés (24 à ce jour) sont tous téléchargeables en libre accès sur notre site www.revuesilence.net et une carte vous permet de retrouver rapidement le numéro qui vous intéresse.

Silence, c'est vous aussi...

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations desus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonnés... en fonction de vos envies !

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur notre site : www.revuesilence.net / rubrique : **Comment participer**

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Pasières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beautheuil, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Partenaires



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



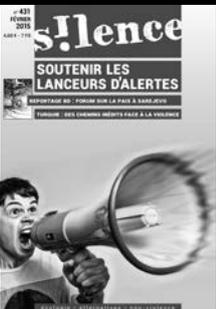
Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdu nucléaire.org



Silence est membre de la Coordination des médias libres. www.medias-libres.org



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilhaud-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr



Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- 404 Se réapproprié l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demain qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure
- 422 Décolonisons nos luttes
- 426 D'autres formes de démocratie
- 428 La forêt brûle

- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 439 Écologie et féminisme : même combat ?
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?

Numéros régionaux

- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain
- 419 Picardie
- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement
(ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres



L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

Manuel de transition, 212 p. - 20 €

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



Un écolisme apolitique ? 80 p. - 7 €

Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'advienne les changements souhaités.



Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

France métropolitaine

Découverte 1^{er} abonnement
6 n° 20 €

Particulier 1 an 46 €

Bibliothèque, association...
1 an 60 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 74 €

Petit budget 1 an 32 €

5 abonnements Découverte
offerts 100 €

Autres pays et Dom-tom

Découverte 1^{er} abonnement
6 n° 27 €

Particulier 1 an 55 €

Bibliothèque, association...
1 an 68 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 85 €

Petit budget 1 an 39 €

Groupés à la même adresse

par 3 ex. 1 an 115 €

par 5 ex. 1 an 173 €

Abonnement en ligne :
www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

8 € par trimestre (abonnement petit budget)

11 € par trimestre (abonnement normal)

..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB)
ou postal (RIP).

Fait à : _____ Le : _____
Signature :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

ART112 : attentats à l'humeur publique

Le collectif d'"artistoïdes anonymes" ART112 réalise depuis 1983 des œuvres éphémères dans l'espace urbain. Il s'agit de happenings ou de sculptures abandonnées sur place. ART112 ne demande aucune autorisation. Ses œuvres ne restent parfois en place que quelques minutes. Il faut dire qu'elles sont des dénonciations de la répression, de la pollution, de la prison, de la guerre, de la consommation... Certaines se réfèrent à l'anarchisme. ART112 n'a aucun mécène, aucune subvention. Il ne recherche pas la publicité ni la notoriété.



1.



3.



4.



2.

1. Les Chrysalèdes, Bordeaux, 10 mai 2002.
Lorsque le maire de Bordeaux, pour "assainir" la ville, décide d'expulser les personnes sans domicile fixe qui occupent les trottoirs et les places, ART112 réagit par une installation éphémère.

2. Issue de secours, Bordeaux, 17 décembre 2011.

Action contre les centres de rétention. En silence, les membres d'ART112 déposent sur la place du Parlement les clés perdues des issues de secours du pays de la liberté et de la fraternité. Action réalisée avec le cercle libertaire Jean Barrué.

3. Expérience n°103, Poitiers, 21 mai 2011.
Le Ministère de l'Intérieur a déclaré Poitiers «ville laboratoire» de la police. ART112 riposte par des actes de vandalisme de laboratoire. "Contre les feux d'artifice de la misère, on ne sait que prohiber les allumettes".

4. L'Etat veille, Nantes, 27 juin 2010.

Le temps d'une action, la vidéosurveillance qui vampirise notre intimité, ne se cache plus. C'est aussi la 100^e action d'ART112 dont les membres ont décidé de rester anonymes justement.



112 attentats à l'humeur publique par Del C-sqi. Ag2sap, 2015, 240 pages, 39 € port compris (chèque à l'ordre de Ag2sap). Adresse : Ag2sap, 47 rue Monplaisir, 16100 Cognac.

Ce livre retrace en photos près de 30 ans d'"attentats à l'humeur publique".

Sur Internet : www.art112ism.org.